

*LES QUESTIONS DU TEMPS PRÉSENT*

---

**L'UKRAINE  
CONTRE MOSCOU  
(1917)**

PAR

**ALEXANDRE CHOULGUINE**

**LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN**

**Alexandre CHOULGUINE**

---

**L'UKRAINE  
CONTRE MOSCOU**

**1917**

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN  
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

---

1935

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays



## INTRODUCTION

La pluie tombait fine et froide en ce matin de printemps de l'année 1919 où j'arrivai pour la première fois à Paris. Malgré l'immense attrait de cette ville, malgré la très vive curiosité qui m'anime toujours aux approches d'un pays inconnu, je fus étonné d'être aussi peu enthousiaste devant ce Paris dont tant de pierres témoignent du grand passé et qui s'avérait une fois de plus, — en 1919, — le véritable centre de l'Europe, peut-être du monde entier. Mais d'autres pensées m'absorbaient : j'étais venu comme membre de la délégation ukrainienne à la Conférence de la Paix, et la lourde responsabilité qui pesait sur moi m'empêchait de contempler avec le regard insouciant du touriste les rues animées et les monuments de la capitale.

Le palais du Louvre était sombre, un léger brouillard voilait l'admirable perspective des Tuileries et des Champs-Élysées... Je marchais lentement à travers des voies larges, des places splendides, vers l'arc grandiose dont la silhouette dominait l'horizon.

Je marchais toujours... J'essayais de saisir la pensée de toutes ces femmes, de tous ces hommes qui me croisaient, me dépassaient sans cesse et qui semblaient parfois aussi mélancoliques que moi. La tragédie était récente qui avait semé le deuil sous tant de toits. Cependant, pour ces passants, la guerre était finie. Quoi qu'elle ait pu emporter, saccager, anéantir, elle avait cessé. Sous le

signe de la victoire, la mort devait sembler moins sinistre...

Tandis que la vie reprenait à l'Occident, des peuples restaient pour qui la guerre était loin d'être achevée et dont commençait seulement le calvaire...

J'étais venu ici pour défendre parmi ces hommes, auprès de la conférence des vainqueurs, un de ces peuples... A travers la brume parisienne, je voyais se dessiner l'ombre de l'Ukraine ensanglantée...

Je marchais encore... La nuit descendait et déjà les lumières artificielles du soir inondèrent les grands boulevards dont l'animation particulièrement intense devenait presque mystérieuse. Je réfléchis beaucoup, parmi ce tumulte anonyme et universel qui m'enveloppait tel le rythme grondant de la mer...

Paris m'a donné d'excellents amis. En revanche, j'y ai connu, surtout en 1919, des désillusions bien amères. Je me heurtai aux incroyables difficultés qu'il y a, pour un peuple trop longtemps léthargique, à reconquérir une place dans le monde. L'Ukraine se débattait seule contre un ennemi de plus en plus redoutable, abandonnée à son douloureux sort. Tandis qu'à Paris, nous nous efforcions d'obtenir l'appui de la France et de toute l'Entente, nous recevions de l'Ukraine confiante en nous des appels pathétiques de secours et de réconfort. Et nous étions ici les « témoins » lointains et impuissants de la ruine de notre pays.

Les préjugés d'avant-guerre subsistaient malgré les nouveaux principes si solennellement annoncés au monde. De même qu'au moyen âge l'Empire romain avait gardé tout son ancien prestige, l'Empire russe influençait encore l'Europe par sa grandeur déchue. L'auréole de la souveraineté des tzars continuait d'aveugler les hommes d'État au point de leur céler que le miracle ne résidait pas dans l'écroulement soudain de ce prodigieux édifice

mais dans le fait que celui-ci ait pu durer plusieurs siècles.

Cet État monstre, — englobant la sixième partie de la terre, comprenant des peuples absolument différents, était voué à un bouleversement d'autant plus terrible et irrémédiable qu'il tarderait davantage.

On peut, devant de tels cataclysmes, reprocher aux hommes de la Conférence une sorte d'esprit conservateur peu en rapport avec le sens des événements et leur fatalité. Mais il faut reconnaître aussi combien il est ardu, au milieu de tant d'aventures, de discerner et d'imposer la vérité.

L'idée de ce livre fut conçue à cette époque. A plusieurs reprises, mes amis et moi avons soutenu notre thèse en des mémoires, des brochures, des livrés. Tous ces exposés, forcément un peu secs et toujours schématiques, avaient un autre but que celui que je souhaite atteindre ici, où mon intention est de donner, outre la relation fidèle des faits historiques, le reflet des sentiments, des luttes, des joies et des souffrances éprouvés d'étape en étape, presque jour après jour, par les acteurs de l'immense drame.

Peut-être quelques-uns de mes compatriotes désapprouveront-ils certaines pages de ce livre : la vérité y paraît parfois trop nue, trop crue, gênante... Mais mon but présent est une « confession nationale » absolument sincère : la fin de ce volume en sera la malheureuse preuve ; j'ai préféré écrire certaines vérités, même dures pour nous-mêmes ou pour notre pays, à les laisser dire d'abord aux autres, à certains étrangers notamment. Le lecteur qui sera ainsi au courant des faiblesses, aussi bien que de la puissance, de notre mouvement national en 1917 comprendra mieux les causes intérieures (sans parler des causes extérieures) qui l'ont empêché de réussir d'un coup.

Dans ce livre je décris sans doute trop souvent les événements sous un aspect personnel : le début y situe déjà ma famille, j'évoque à la fin mes propres émotions devant le désastre de l'Ukraine, je mêle la tragédie du peuple à celle des miens... Ainsi me présentai-je en cet ouvrage beaucoup plus en qualité de témoin et d'acteur du drame qu'en celle d'historien. Il m'a semblé qu'il offrirait de cette façon plus d'intérêt pour ceux qui voudront écrire l'histoire de cette époque. D'autre part, l'élément personnel du livre ne m'aura pas, je l'espère, privé de l'impartialité indispensable vis-à-vis des hommes et des événements. Le plus difficile est de garder cette impartialité quand il s'agit d'une lutte nationale, d'un combat acharné entre deux peuples. D'ailleurs, nous ne nous opposons qu'à l'esprit impérialiste du peuple russe. Dès que son gouvernement et lui-même reconnaîtraient l'indépendance de l'Ukraine, notre hostilité envers eux tomberait d'elle-même. Nous ne demandons qu'à vivre en bons termes avec nos voisins du Nord, comme avec tous les autres, les frontières ne devant pas exclure les rapports économiques et politiques basés sur une collaboration internationale.

La vie des peuples a beaucoup d'analogie avec celle des particuliers : placez deux ou trois familles dans un même appartement, avec une même cuisine et vous aurez ce « paradis terrestre » actuellement « en vigueur » sous le régime des soviets. Des disputes constantes naissent de ce communisme forcé, alors que ces mêmes familles auraient pu rester amies et vivre en paix si elles avaient eu chacune un foyer propre.

De même, si l'Ukraine et la Moscovie veulent rétablir un jour des relations normales, elles devront reprendre leur liberté et leur indépendance réciproques.

Nous croyons d'ailleurs que le malheur de la Russie

n'est que le résultat de son impérialisme. Les tzars ont surchargé les épaules, pourtant robustes, de ce peuple d'un fardeau qui dépasse ses forces morales et physiques. Il lui faut renoncer à cette domination sur les autres peuples et sur leurs territoires. *Il lui faut mettre de l'ordre dans sa propre maison.* En voulant tenir les autres en esclavage, les Russes sont devenus esclaves eux aussi, tantôt du tzarisme, tantôt du bolchevisme.

Ce volume est consacré à une grande et émouvante époque de notre histoire : 1917 est l'année de la proclamation de l'indépendance de l'Ukraine ; c'est l'année où furent jetées les bases de sa nouvelle histoire. Nous ne pouvions cependant commencer notre récit par elles : les quelques notions préalables sur l'esprit de l'histoire de l'Ukraine, les grandes lignes silhouettant la renaissance ukrainienne aux <sup>xix</sup><sup>e</sup> et <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècles ont précisément pour but de situer les faits de ces dernières années et d'indiquer le caractère de notre mouvement national.

C'est avec une reconnaissance et un respect également profonds que j'évoque la figure de nos pères, dont les efforts, aussi modestes qu'ils puissent sembler actuellement, ont créé le mouvement national ukrainien dans toute son ampleur.

Au moment où nous écrivons ces lignes, l'indépendance de l'Ukraine n'est pas encore un fait accompli. Mais la renaissance des <sup>xix</sup><sup>e</sup> et <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècles, les grands événements de l'année 1917 ont ressuscité l'âme libre du peuple ukrainien et rétabli un lien direct entre notre époque et le temps de nos grands hetmans des <sup>xvii</sup><sup>e</sup> et <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècles...

Quand l'âme d'un peuple est vaillante, on n'a pas à craindre pour son avenir : *l'Ukraine sera libre et indépendante.*

En terminant, je tiens à remercier affectueusement

Mme Simone Mazade Roussan pour sa collaboration si dévouée. C'est grâce à elle, à son talent littéraire, à sa finesse d'esprit que je puis publier aujourd'hui ce livre dans une langue qui, malgré les années passées en France, me reste encore quelque peu étrangère.

I

L'AUORE



1. QUELQUES APERÇUS  
SUR LA PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE :  
LA TCHÉCOSLOVAQUIE ET L'UKRAINE

A la fin du xix<sup>e</sup> siècle et au début du xx<sup>e</sup>, l'Empire russe semblait à l'apogée de sa grandeur mondiale. Personne à cette époque n'aurait cru qu'en son sein germaient déjà les éléments de ce qui devait amener la chute du colosse aux pieds d'argile.

Contradictions sociales, haine de classes, soulèvement des masses longtemps opprimées par un régime despotique et arbitraire, voici sans doute, outre la guerre, les raisons les plus généralement connues du cataclysme russe. Mais il existe une autre cause, non moins profonde, non moins puissante de la déchéance de l'autocratie tzariste : le réveil patriotique des peuples qu'elle tenait sous sa domination.

Qui eût cru, il y a vingt ou vingt-cinq ans, que l'Ukraine deviendrait l'élément le plus dangereux pour la Russie « une et indivisible » ? En dépit des apparences, le « Khokhol » (1), comme on nommait ironiquement le paysan ukrainien, avait gardé intact son caractère natio-

(1) L'origine de ce nom : « Khokhol » (qui signifie *mèche*) vient des cosaques qui se rasaient la tête à l'exception d'une longue mèche.

nal. Et c'est ce caractère qui, à un moment donné, réveilla son patriotisme et sa volonté de vivre libre et indépendant.

La période préparatoire de la renaissance nationale s'effectua pour ainsi dire à l'insu de l'Europe occidentale. Elle passa inaperçue parmi tous les grands événements qui traversèrent l'Europe au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, ce XIX<sup>e</sup> siècle qui vit la résurrection de tant d'autres nations.

On dit souvent que l'histoire ne se répète pas. Mais en étudiant le problème des nationalités au XIX<sup>e</sup> siècle, on s'aperçoit du contraire. Elle se répète tellement que des hommes de pays et de race dissemblables, parlant des langues différentes, agissent de la même façon; proclament les mêmes principes, commettent les mêmes erreurs.

L'étude plus approfondie des mouvements nationaux qui se sont manifestés au cours du XIX<sup>e</sup> siècle en Allemagne, en Italie, en Autriche-Hongrie, en Pologne, en Bulgarie, en Irlande, etc., présenterait de nombreux exemples confirmant ce fait. Ce ne fut sans doute pas sans une certaine déception que nous dûmes reconnaître que là où nous avons cru être tout à fait originaux, nous ressemblions absolument aux autres. Mais la déception n'était pas sans avantage : elle justifiait notre mouvement patriotique, elle nous donnait la conviction qu'un jour ou l'autre nous obtiendrions le même résultat que les peuples qui nous ont devancés. Et nous avons dès lors étudié l'histoire des autres nations opprimées.

Comment, par exemple, ne pas établir de comparaison entre l'Ukraine et la Tchécoslovaquie ? Au moyen âge, chacun de ces deux pays avait ses états. La puissance du grand-duché de Kiev sous Vladimir-le-Saint, sous Jaroslav-le-Sage, sous Vladimir Monomach (X<sup>e</sup>, XI<sup>e</sup>, XII<sup>e</sup> siècles), la République ukrainienne avec l'hetman Bogdan Khmel-

nítski (xvii<sup>e</sup> siècle) de même que la splendeur du royaume tchèque au temps de Premysl Ottakar II, du célèbre empereur Charles IV, du héros national Jiriz Podebrad sont autant de pages historiques que l'on n'oublie pas. Mais nous n'allons pas passer ici en revue les grands événements d'autrefois, rappeler la lutte des peuples, la succession des rois, leurs victoires et leurs défaites. Nous voudrions seulement saisir l'esprit de l'histoire de ces deux pays. A la stabilité de leur État, il manquait, comme à tous les États du moyen âge et du commencement des temps modernes, cette force et cette capacité de résistance que manifestèrent plus tard les États européens. C'est l'absolutisme qui donna à la France, au xvii<sup>e</sup> siècle, sa force constructive à l'intérieur, son prestige incomparable à l'étranger.

L'Ukraine et l'ancienne Bohême ont connu également cette période d'absolutisme, qui leur avait donné l'organisation intérieure, la plus solide que ces deux pays aient jamais eue. Mais le sort a voulu que cet absolutisme fût appliqué en Bohême par les Habsbourg, en Ukraine par les Romanoff, c'est-à-dire qu'il fût complètement dépourvu de l'élément national qu'a eu l'absolutisme d'un François I<sup>er</sup>, d'un Richelieu ou d'un Louis XIV. L'absolutisme autrichien, surtout après la défaite tchèque de « Bilu Hôra » (la Montagne Blanche) en 1620, entreprit la destruction de tout ce qui était national, réorganisant la Bohême en simple province autrichienne. De même en Ukraine. La défaite de Poltava (1709), où l'hetman Mazeppa et Charles XII furent battus par Pierre I<sup>er</sup>, entraîna l'anéantissement de l'autonomie de la République des Cosaques telle qu'elle avait été établie au xvii<sup>e</sup> siècle par Bogdan Khmelnitski.

Plus tard, après la suppression de l'hetmanat par Catherine II (en 1763), les Cosaques des Zaporogues furent

cernés (1775) par les troupes de l'impératrice et durent soit fuir chez les Turcs soit gagner le Caucase (Kouban). L'Ukraine devint alors une province russe divisée en plusieurs gouvernements, c'est-à-dire en plusieurs départements. La seule trace qui subsistait de l'unité politique ukrainienne d'autrefois est que les tzars nommèrent toujours un général gouverneur qui administrait l'ancienne Ukraine.

La Bohême et l'Ukraine furent : l'une russifiée, l'autre germanisée. L'aristocratie de ces deux pays fut en partie exterminée, en partie « dénationalisée » par leurs gouvernements respectifs. Ces peuples qui sombrèrent dans l'ignorance, perdirent toute influence, furent oubliés par les nations libres, surent néanmoins garder leur caractère, leur langue, leur physionomie ethnographique. Ils gardèrent également les traditions, les souvenirs historiques dont la puissance devait un jour les sauver du néant.

Une poignée d'intellectuels, quelques rêveurs se mirent à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à étudier la langue parlée par le bas peuple de Bohême. Certaines familles de la noblesse depuis longtemps germanisée avaient, peut-être par curiosité, peut-être par un inconscient patriotisme, soutenu matériellement ce mouvement si faible, semblait-il, si parfaitement inoffensif. Mais, peu à peu, le mouvement prit de l'exension, se fortifia. Les linguistes, les historiens, les poètes, tous les écrivains formèrent lentement les cadres des patriotes, puis des fanatiques de l'idée du réveil de leur peuple.

Ceux qui ont, comme moi, longtemps habité Prague, ont souvent traversé ces places publiques auxquelles on a fièrement donné les noms de Palacki, de Rieger, de Safarik, de Jungman, etc., et où se dressent les monuments de ces grands précurseurs. Leurs portraits, les livres qui leur sont consacrés s'étalent aux vitrines des

librairies tchèques. Le peuple, maintenant libre, vénère ses « bouditeli » (réveilleurs). Et ce mot slave est tellement familier à la langue ukrainienne que je voudrais appeler « bouditeli » toutes ces nobles figures qui remplissent l'histoire de la renaissance ukrainienne.

## 2. LA RENAISSANCE UKRAINIENNE AU DÉBUT DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE. — GOGOL ET CHEVTCHENKO

C'est avec Ivan Kotliarevski, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, que commença la période des « réveilleurs ». Il a écrit plusieurs ouvrages en langue ukrainienne, notamment une pièce de théâtre, *Natalka Poltavka*, dont la charmante et touchante simplicité lui a valu de ne jamais quitter notre répertoire.

Mais l'œuvre la plus classique de Kotliarevski est son adaptation de l'*Énéide* de Virgile en poème satirique, où, sous les noms des Troyens exilés, figurent les cosaques des Zaporogues dispersés par la cruelle déesse, l'impératrice Catherine II. La satire était bien dissimulée, et l'humour du poète ne parut pas trop séditieux aux autorités russes. L'œuvre de Kotliarevski devint très populaire. C'est de cet auteur que date l'origine de la littérature ukrainienne moderne. Il fut suivi par d'autres poètes, d'autres écrivains de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle parmi lesquels il faut citer Kvitka-Osnovianenko, Hrebinka, Gogol père. Mais les deux génies qui planent sur toute l'Ukraine sont Nicolas Gogol et Taras Chevtchenko. Leur gloire ne fut pas seulement littéraire. Ils eurent une influence immense sur l'âme ukrainienne de plusieurs générations. Nombre de mes compatriotes, même parmi ceux qui jouèrent les premiers rôles dans les événements politiques de l'Ukraine, m'ont avoué que c'est à la lecture de *Taras Boulba* ou des admirables

poèmes de Chevtchenko qu'ils durent le réveil de leur sentiment patriotique. Et moi-même, pourrais-je oublier jamais le tressaillement chaque fois ressenti dans mon enfance en écoutant ou en lisant les *Veillées de l'Ukraine* ou l'histoire de la lutte tragique de *Taras Boulba*?... Mon imagination d'enfant peuplait de Cosaques en costumes pittoresques et de Tatares sauvages les steppes que je parcourais à cheval. Les combats sanglants, les terribles défaites, la liberté des cosaques, tout le grand passé surgissaient à mes yeux. Et les tristes chansons de Chevtchenko sur le malheur du peuple, ses cris de vengeance, ses appels à la lutte libératrice, ses tableaux épiques des « Hajdamaky » révoltés contre les oppresseurs, ont créé, ancré dans mon âme enfantine le sentiment que je suis Ukrainien et que si le passé de mon pays avait été malheureux, il avait aussi été grand. Et c'est ainsi qu'a germé en moi l'idée qu'il fallait rendre à l'Ukraine la liberté qu'elle n'avait plus.

Ces deux grands écrivains (Gogol et Chevtchenko) se complètent parfaitement. Si l'on peut parler de l'âme ou du caractère d'un peuple, deux traits sont surtout typiques chez les Ukrainiens : le sens du comique, de l'ironie, mais d'une ironie qui se transforme bientôt en pur lyrisme. Nos chansons nationales sont remplies de cette double tendance de l'âme ukrainienne.

L'humour de Nicolas Gogol est célèbre non seulement en Ukraine, mais dans tout le monde lettré. Son *Revisor*, ses *Mertvyja douchi* appartiennent aux chefs-d'œuvre de la littérature universelle. Quant à Chevtchenko, poète purement lyrique et très original, il est malheureusement peu connu en dehors des peuples slaves où il occupe une place au moins égale à celle de deux autres grands poètes slaves : Mickiewicz et Pouchkine. Parmi ces trois génies, Chevtchenko est celui qui a le mieux pénétré

l'âme de son peuple ; il est l'incarnation même de l'esprit lyrique de l'Ukraine, ce qui ne diminue en rien son intense personnalité. Son extraordinaire biographie le prouve d'une façon éclatante : orphelin et serf, fils de paysans très pauvres, il devient miraculeusement libre et entre à l'Académie des beaux-arts de Pétersbourg. Grand peintre, il éblouit aussi ses amis par ses poèmes incomparables. N'ayant pas reçu l'instruction normale, il la complète par la lecture. Il devient révolutionnaire, il hait le tzarisme, il le damne, il damne tous ceux qui ont asservi son peuple, il se lamente sur ses fers. Et chaque page de son œuvre est un cri d'amour pour l'Ukraine, un chant d'adoration au pays opprimé, un appel patriotique déchirant. C'était le temps de Nicolas I<sup>er</sup>, et le grand rêveur fut puni avec ses complices pour avoir fondé : « La Fraternité de Cyril et Méthodes », mais on fut particulièrement sévère pour le poète rebelle. Il resta dix ans simple soldat à une époque où le service militaire est si dur. Il fut de plus déporté dans les déserts de l'Asie centrale où se développa cette nostalgie de la terre natale. Il lui était formellement défendu d'écrire et de peindre. Mais comment ne pas exprimer ce qu'on sent si fougueusement, si profondément ? Et Chevtchenko n'était pas de ceux qui plient. De quelle mélancolie, de quelle ardeur sont empreints les poèmes composés dans les steppes de l'Asie ! Brisé physiquement, épuisé, il rentre en Ukraine, mais ni son génie ni son esprit révolté ne sont atteints. Il est toujours prêt au combat lorsqu'une mort prématurée l'emporte, faisant de l'homme un saint, du patriote un héros et le véritable prophète de la renaissance ukrainienne.

Après de lui, Gogol n'est qu'un écrivain, génial sans doute, mais dont le scepticisme ne lui permit jamais de comprendre la grandeur du réveil de l'Ukraine. Il glo-

rifiait le passé, il aimait les contes et les coutumes populaires, il adorait le pays, ses steppes, ses fleuves, mais l'idée patriotique elle-même n'enflammait pas son esprit ironique... Ukrainien jusqu'au plus profond de son être, il n'a cependant pas suivi l'exemple de son père et toute son œuvre est écrite en langue russe. Quelle que soit la langue de Gogol, son génie ne s'apparente en rien aux tendances générales de la littérature russe. Ambitieux, c'est à Pétersbourg où il était allé vivre qu'il connut la gloire cherchée. L'Ukraine de son temps n'aurait pas permis l'essor de son âme orgueilleuse. Néanmoins, jamais l'atmosphère de Pétersbourg ne lui devint familière. On connaît le grand drame de la vie de Gogol, ses crises mystiques, la folie qui l'a poussé à détruire une de ses œuvres les plus importantes. Sans doute y a-t-il à cela des causes psychologiques ou pathologiques, mais qui sait si ce déracinement, ce tiraillement entre le nord et le sud n'ont pas joué un certain rôle dans une fin aussi pénible ?

Infidèle à l'Ukraine, il a malgré lui, nous l'avons dit, servi sa patrie en créant par sa prodigieuse imagination le héros légendaire d'où naquirent tant de héros véritables. C'est le sort des grands écrivains : la postérité puise dans la profondeur de leurs œuvres des richesses dont la portée dépasse parfois leurs propres desseins.

### 3. LE MOUVEMENT PATRIOTIQUE EN UKRAINE A LA FIN DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

Commencé par les patriotes ukrainiens dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le mouvement se développe sans cesse et devient surtout actif à l'époque libérale du règne de l'empereur Alexandre II.

Les idées politiques de Chevtchenko et de ses amis, — le célèbre historien Kostomarov et le fameux écrivain Koulich, — leur rêve de l'Ukraine libre, d'une confédération de tous les peuples slaves animèrent depuis lors les intellectuels ukrainiens ; mais, au fond, ce n'est pas la politique proprement dite qui occupa cette génération. Comme les « bouditeli » tchèques de la première et même de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les patriotes ukrainiens s'appliquèrent avant tout à créer les éléments indispensables à la culture ukrainienne. Il fallait étudier la langue, établir ses règles, prouver qu'elle est une langue slave distincte du russe, du polonais et des autres. Il fallait composer des grammaires, adapter la langue populaire aux besoins de la vie moderne. Il fallait étudier le folklore, l'ethnographie du peuple, sa physionomie propre (1). Il fallait surtout connaître le passé de l'Ukraine, rétablir ses traditions. Il apparut de toute évidence que sans les éléments d'une culture moderne, sans le dévelop-

(1) Une filiale de la Société Impériale de Géographie existait à Kiev, dont l'activité inquiéta le Gouvernement qui la fit fermer.

pement de la littérature, de l'art, l'Ukraine ne pourrait jamais prétendre à occuper une place dans la famille des nations. Ainsi se formèrent, entre 1860 et 1876, les divers centres d'étude nationale. On travailla avec enthousiasme à la Commission des archives et maints volumes documentaires concernant l'histoire de l'Ukraine furent publiés. Plus tard, lorsque sévit la grande réaction de la fin du règne d'Alexandre II et du règne d'Alexandre III qui rendit difficile sinon impossible toute activité, aussi inoffensive fût-elle, c'est en Galicie orientale, à Lwow, sous le régime constitutionnel de l'Autriche-Hongrie que la haute tâche put être poursuivie. Sous la direction prodigieusement énergique du grand historien Michel Hrouchevsky, « la Société scientifique de Chevtchenko à Lwow » publia depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle des centaines de volumes et devint une véritable Académie ukrainienne.

Mais avant le célèbre ukase de 1876 qui interdit en Russie toutes les publications de langue ukrainienne (à part quelques pauvres brochures populaires ou des récits d'ailleurs écrits avec l'orthographe russe et non ukrainienne, nettement différente), *c'est à Kiev, et non à Lwow, que ce travail scientifique et littéraire fut commencé.*

Toute cette période d'activité remarquable est directement liée à la génération qui nous précède. Ma mémoire d'enfant, puis d'adolescent, garde les nobles figures, alors déjà vieilles, des patriotes ukrainiens de cette époque. Depuis 1860 existait à Kiev la Société « Hromada » qui possédait également des filiales dans d'autres villes. Les « jeunes » formèrent des « hromadas » parallèles, plus hardies dans leur nationalisme, mais respectant néanmoins toujours la tradition de la « Hromada » initiale.

Un des hommes les plus en vue dans la « Hromada »

de ce temps fut Vladimir Antonovitch. D'une intelligence remarquable, excellent historien, il forma à l'Université de Kiev toute une école. Ses élèves exécutèrent un travail énorme sur l'histoire ukrainienne. C'était en outre un des chefs du mouvement, une tête qui dominait, un maître dont l'éloquence modeste subjuguait ses élèves qui lui restèrent fidèles jusqu'à la fin de leurs jours. Dans notre famille, mon père nous a communiqué ce culte pour l'homme qui avait été son idéal.

A côté de lui figurait un autre grand homme, professeur à l'Université de Kiev, Michel Dragomanov. Il enseignait l'histoire ancienne, mais était en même temps un des meilleurs folkloristes. Esprit très cultivé, synthétique, original, sceptique mais cependant constructif, il fut européen au sens actuel du mot. D'ailleurs, il ne resta pas longtemps à Kiev. N'ayant pas la possibilité d'exercer la moindre activité politique, Dragomanov fut envoyé par la « Hromada » à l'étranger pour y créer un journal ou plutôt une revue. Après quelques voyages, Dragomanov s'installe à Genève et devient le vrai chef politique du mouvement patriotique ukrainien. Il domina la pensée ukrainienne non seulement de son vivant (il est mort en 1895, en Bulgarie où il avait une chaire de professeur à l'Université), mais jusqu'à la révolution de 1917. La revue qu'il fonda porte également le titre de *Hromada*. Il fut secondé par quelques jeunes amis et collaborateurs, parmi lesquels se trouvaient Théodor Volkov (Khvedir Vovk, comme il signe en ukrainien) et mon père qui donna à l'œuvre de Dragomanov tout son patrimoine.

La fin du règne d'Alexandre II, la réaction du temps d'Alexandre III et de Nicolas II jusqu'à 1905 furent très sombres pour l'Ukraine renaissante. Si, sous Nicolas I<sup>er</sup>, on avait persécuté Chevtchenko et ses amis, si

on les a tenus pour des révolutionnaires dangereux, on n'avait pas encore dans le milieu gouvernemental de Pétersbourg l'idée nette d'un grand mouvement ukrainien menaçant pour la Russie. Mais sous Alexandre II on comprit que le mouvement patriotique se développait rapidement et qu'il fallait à tout prix l'arrêter. De là l'ukase de 1876 et toutes les mesures antiukrainiennes.

On persécutait les patriotes, on supprimait les livres ukrainiens, on défendait même parfois de chanter en ukrainien dans les concerts publics et on s'efforçait de dénationaliser tous les éléments qui s'élevaient au-dessus du niveau de la masse populaire. Si l'on considère que seul l'enseignement en russe était admis dans les écoles primaires et secondaires, ainsi que dans les universités, que pour réussir dans la vie il fallait se dire Russe, parler russe en public et même en famille, qu'il fallait oublier toutes les aspirations nationales et politiques de l'Ukraine, cette dénationalisation des couches intellectuelles du peuple ukrainien devient compréhensible, voire inévitable. D'autre part, le gouvernement tzariste trouva un auxiliaire inattendu en son ennemie à mort, « l'Intelligenza » russe. Ce n'était certes pas une alliance préméditée et déclarée, la plupart des révolutionnaires russes n'approuvant évidemment pas les persécutions que le gouvernement pratiquait contre les Ukrainiens. Certains d'entre eux se montraient même sympathiques à l'Ukraine (comme Alexandre Herzen ou Bakounine, par exemple). Cependant ils prétendaient unanimement que le moment n'était pas venu « de diviser les efforts » et qu'il fallait s'unir contre le seul ennemi : le tzarisme. La lutte contre le « samoderjavie » (l'absolutisme tzariste), ainsi que les idées républicaines, philosophiques et sociologiques, les problèmes concernant diverses sectes politiques les absorbaient complètement. Et cet esprit large

et passionné, ce milieu fin et spirituel séduisaient la jeunesse. Nombreux furent les jeunes gens ukrainiens qui ayant fait leurs études dans les Universités russes (1) crurent qu'il était plus noble de servir *l'humanité en général* que leur propre pays, et que le patriotisme était vraiment quelque chose de secondaire. La liberté nationale devait venir d'elle-même, quand on aurait vaincu le tzarisme et résolu tous les problèmes mondiaux. Ils ne se rendirent pas compte que ce cosmopolitisme apparent chez les Russes qui raillaient les « préjugés » nationaux était inconsciemment pénétré de l'impérialisme russe et qu'en réalité ces idéalistes furent les meilleurs alliés des autorités dans leur lutte contre le « séparatisme » ukrainien : ils détournèrent ainsi les patriotes ukrainiens de leur véritable devoir. Mais si ces influences, si de dures répressions ont pu entraver le mouvement patriotique, elles ne purent pas l'étouffer : l'idée nationale était trop naturelle, la race ukrainienne trop forte dans sa résistance contre les tentatives de russification pour ne pas vaincre. La lutte fut longue et difficile. Les années de 1876 à 1905, marquèrent la période des grandes épreuves pour le patriotisme ukrainien.

*Comment a-t-on pu réagir contre le gouvernement tzariste et l'influence russe ?* Quelques aperçus sur des personnalités que j'ai bien connues, quelques souvenirs sur ma propre famille répondront peut-être en partie à cette question.

(1) Nous avons dit qu'il n'y avait pas d'Université ukrainienne.

#### 4. LA FORMATION DE L'ESPRIT PATRIOTIQUE DANS UNE FAMILLE D'INTELLECTUELS

La réponse immédiate aux persécutions et à la réaction de la fin du règne d'Alexandre II fut une recrudescence du mouvement révolutionnaire.

Après deux ans de séjour à l'étranger avec Dragomanov vers 1876, mon père s'installa à Odessa en qualité d'homme de lettres et de professeur au lycée. Il continuait là ses relations amicales avec les révolutionnaires ukrainiens et russes, au nombre desquels se trouvait Jeliabov, terroriste qui devait organiser plus tard l'attentat contre Alexandre II et qui fut pendu.

Mon père n'allait pas si loin et réprouvait tout acte terroriste, mais ses idées étaient très radicales et son esprit fermement patriotique. Un jour, les amis d'Odessa reçurent la visite inattendue d'un homme très élégant, très « comme il faut ». Ils eurent grand'peine à reconnaître en lui leur ami Theodor Volkov, qui s'habillait habituellement à la façon des révolutionnaires russes, c'est-à-dire très négligée. Plus tard, — après de longues années vécues à l'étranger, — il abandonna cette tenue nihiliste pour devenir un parfait Occidental. Mais à cette époque ses camarades ne comprirent pas la raison du « déguisement » de Volkov en homme chic. C'était tout simplement pour n'être pas reconnu par la police, son signalement étant donné dans toute l'Ukraine en même temps que l'ordre d'arrêter à tout prix ce socialiste ukrainien « dangereux ».

Il dut quitter Kiev en hâte et il débarqua à Odessa où il se croyait en sécurité. Mais le soir même de son arrivée chez les amis où il logeait, la police survint, perquisitionna et arrêta Volkov et son hôte. Après une conversation avec le chef du bureau de police où il avait été conduit, Volkov comprit que cette arrestation n'avait rien de commun avec l'ordre général de l'arrêter et que la perquisition chez son ami et l'arrestation de celui-ci n'avait pas de causes profondes. Le danger n'était quand même pas écarté, car l'ordre pouvait être reçu d'une minute à l'autre à Odessa, et alors tout serait perdu. Il fallait coûte que coûte se sauver de la prison. Le hasard aida Volkov qui crut reconnaître dans un des officiers de police un ancien rival auprès d'une jolie femme qu'ils avaient courtisée tous les deux. Volkov osa rappeler la chose à l'officier dont l'attitude changea aussitôt. Du passé, on arriva au présent et le prisonnier saisit l'occasion de s'indigner contre une incarcération aussi incompréhensible et de réclamer l'appui de son ex-concurrent pour sa relaxation. Le soir même, Volkov sortait de prison.

Il n'y avait pas une minute à perdre, il fallait fuir au plus vite et gagner la frontière roumaine. De grand matin, le jour suivant, muni d'une recommandation pour des révolutionnaires amis établis à la frontière, déguisé cette fois en ouvrier, ce fut sur un simple chariot que Volkov quitta Odessa dans la direction de l'occident.

Le lendemain, toute la ville était perquisitionnée : l'ordre général venait d'arriver. Le sauveteur de Volkov faisait l'impossible pour le rattraper, mais il était déjà trop tard.

Volkov se présenta chez un vieux cheminot à la frontière roumaine, près du pont qui franchit la rivière Prout, séparant les deux pays. L'ouvrier le reçut très bien, mais

il lui annonça une fâcheuse nouvelle : le pont venait d'être arraché par le courant torrentiel. Il fallait attendre. Volkov<sup>4</sup> dut se muer en apprenti et subir les admonestations publiques ignominieuses de son « chef » complice afin de détourner tous les soupçons. Mais l'ouvrier trouva une apparence trop « intellectuelle », une peau trop blanche au jeune préparateur de chimie à l'Université de Kiev. Le vieux bonhomme coupa en deux un melon d'eau, lui ordonna de s'en frotter le visage et les mains et de s'exposer au soleil. Une heure après Volkov avait pris l'aspect d'un simple travailleur manuel. Mais il devint malgré tout impossible de rester plus longtemps dans le village. Un jour, le vieux mit Volkov dans un petit canot et, sous prétexte de faire quelques réparations au pont, le déposa à la frontière roumaine. Quelques minutes plus tard, Volkov se trouvait devant les postes roumains :

— Votre passeport ?

— Plus besoin de passeport, répondit brusquement Volkov.

Stupéfait par cette réponse inattendue, voyant devant lui un simple ouvrier, le douanier n'insista pas. Volkov était libre. La vie s'ouvrait devant lui. Il devint un savant remarquable. Abandonnant la chimie, il se spécialisa dans l'anthropologie, l'ethnographie et l'archéologie et obtint son doctorat en France. Ses travaux scientifiques sont cités par tous les spécialistes. Pendant les trente ans de son exil, il se fait connaître, aimer et estimer par tous ses collègues de France et d'ailleurs, sans parler de l'Ukraine dont la capitale vit s'ouvrir après sa mort « l'Institut ethnologique Theodore Volkov ».

Hélas ! tous les amis de Volkov n'eurent pas ce sort relativement heureux. Peu de temps après la fuite de celui-ci, mon père et quelques-uns de ses camarades furent arrêtés et, sans aucun jugement, déportés en

Sibérie. D'étape en étape, d'une prison à une autre, ils parcoururent des distances immenses dans l'empire des tzars. Mon père était accusé avec trois amis de vouloir rédiger un journal de conspiration. Il passa pour cela cinq ans sur les bords de l'Enisseï, dans le gel de la Sibérie.

Il n'était pas le seul, certes, à souffrir dans ces pays lointains et sauvages, mais sa santé particulièrement fragile fut très ébranlée par les rigueurs du climat et de l'exil. Un de ses amis, Maliovani, ayant réussi à s'enfuir, l'enquête administrative rendit mon père responsable de cette évasion. Il fut jeté en prison et passa plusieurs mois dans une cellule. Grâce aux patients efforts de sa sœur, il fut enfin libéré et put rentrer en Ukraine, mais avec l'interdiction momentanée d'habiter Kiev. Un tel exemple ne donne-t-il pas une idée bien nette du danger qu'il y eut pour un Ukrainien à être un vrai patriote au temps du tzarisme ?

Pendant plus de quinze années, mon père resta sous la surveillance de la police, et ce ne fut que lorsqu'il parvint au terme de ses forces physiques qu'on le laissa enfin tranquille...

Historien passionné, auteur de maints ouvrages, son rêve mérité eût été d'obtenir une chaire à l'Université. Mais cette surveillance lui ferma complètement la voie académique. Sa carrière était brisée et il garda jusqu'à la fin de ses jours cette mélancolie de l'homme qui n'a pas réussi. Il n'était nullement révolutionnaire par tempérament. De caractère doux, il était né pour la vie normale d'un savant et d'un pédagogue. Mais il s'était fait dès sa jeunesse un idéal politique dont aucune persécution ne le pouvait détourner. Ainsi, il n'abandonna jamais la « Hromada », et, dans la mesure où sa santé et son âge le lui permirent, il travailla pour l'Ukraine.

Il était cependant issu d'une famille ukrainienne russifiée.

Nos ancêtres descendent d'une petite noblesse de campagne. Mon arrière-grand-père, officier dans l'armée russe, habitait déjà Kiev, et mon père devenu orphelin de bonne heure, c'est son oncle, le célèbre professeur d'histoire à l'Université de Kiev, qui l'éduqua. Le vieux professeur Vitali Choulguine était un homme d'une grande intelligence, mais d'esprit plutôt conservateur. C'est lui qui fut le maître de Dragomanov, mais ce dernier, encore étudiant, s'étant déclaré patriote ukrainien et libéral, il dut bientôt rompre avec son maître, hostile à ces idées. Malgré le chagrin qu'il en conçut, mon père dut également se séparer de son oncle et suivre ses jeunes maîtres Dragomanov et Antonovitch.

On parlait russe dans la famille de mon grand-oncle qui se disait Russe et ne voulait rien savoir des revendications ukrainiennes. Il en fut de même de son fils, Basil Choulguine, écrivain et orateur de talent, ancien membre de la Douma, monarchiste et russificateur. Les deux branches de la famille se séparèrent complètement. De tels cas ne sont pas rares dans les familles intellectuelles ou aristocratiques des peuples qui se réveillent à l'indépendance. Et parmi les Tchèques, parmi les Polonais, on trouve nombre de faits semblables.

Le manque de contact avec la campagne qui seule restait vraiment ukrainienne, l'esprit déjà très russifié de ses parents et surtout de son oncle, ont privé mon père de cet élément nationaliste naturel venu de la terre, des champs, des hommes du peuple. N'ayant appris la langue ukrainienne que lorsqu'il était déjà étudiant, il ne la posséda jamais parfaitement. Il connaissait mieux que personne l'histoire du peuple, mais ses habitudes, sa vie quotidienne ne lui étaient pas familières. Son patriotisme était, si l'on peut dire, théorique et spirituel.

Tout autre fut l'élément apporté dans notre famille par ma mère. Son père, Nicolas Oustimovitch, appartenait à une vieille famille aristocratique ukrainienne de la rive gauche du Dniepre. Parmi ses ancêtres, il y avait plusieurs chefs de cosaques, mais les générations suivantes passèrent au service de l'empire. Adrian Oustimovitch fut gouverneur de Koursk et il se maria avec la comtesse Miloradovitch, fille du fameux héros de 1812. Ce furent les parents de mon grand-père maternel. Il ne leur ressembla guère. C'était un libéral, fervent admirateur des encyclopédistes du XVIII<sup>e</sup> siècle, grand voyageur, homme du monde se plaisant dans les salons libéraux de Moscou ou de Pétersbourg. C'était un homme dans le genre des héros de Tourgueniev. Il avait une grande sympathie pour le peuple (1), une grande admiration pour le passé de son pays et il suivait avec beaucoup d'intérêt le mouvement de la renaissance de l'Ukraine. Il venait à Kiev, fréquentait les milieux patriotiques, achetait pour sa bibliothèque de campagne les livres consacrés à l'Ukraine et resta toute sa vie abonné à une revue célèbre de son temps : *L'Antiquité de Kiev* (« Kievskaja Starina »).

Malgré tout cela, Nicolas Oustimovitch fut encore moins que mon père attaché aux éléments naturels de la vie nationale du peuple. Il parlait à peine l'ukrainien, en tout cas le parlait-il beaucoup moins bien que le français...

Ce démocrate, admirateur de Jean-Jacques Rousseau,

(1) Tandis qu'au moment de l'anéantissement du servage dans l'Empire russe (1861), les paysans devaient racheter aux propriétaires des parcelles de terres qui avaient jusqu'alors exclusivement appartenu aux nobles, mon grand-père donna cette terre sans accepter aucun rachat. Cet acte déplut beaucoup aux autres propriétaires qui agirent auprès des autorités, et c'est tout juste si mon grand-père ne fut pas mis en tutelle.

cet homme du monde, ce brillant officier en retraite eut un jour l'idée d'épouser une simple paysanne (1). Elle était Ukrainienne par toutes les fibres de son être. Issue du peuple, elle était rattachée profondément à sa vie, à ses usages.

C'est donc à la campagne que vécut ma mère. Mise en pension loin de l'Ukraine, à Moscou même, elle s'y ennuyait et rêvait tout l'hiver ainsi que son frère, élevé également à Moscou, de ses villages pleins de grâce avec leurs maisonnettes toutes blanches sous le toit de chaume, entourées de ravissants jardins. L'Ukraine leur semblait un vrai paradis, et mon oncle, avec son ambition d'enfant, disait à sa sœur qu'il deviendrait un jour l'hetman de l'Ukraine (2).

Plus tard, l'esprit libéral et démocratique de son père, les idées en cours à l'époque enthousiasmèrent la jeune étudiante de Kiev (c'est en effet à Kiev qu'elle acheva ses études) qui voulait elle-même servir ce peuple qu'elle connaissait si bien et vers lequel s'était toujours orientée son enfance. Elle organisa dans le village de ses parents une excellente école primaire où elle travailla avec ardeur.

(1) Toute la famille protesta contre cette mésalliance, mais nous, ses petits-fils, ne pouvons que nous féliciter de ce choix qui apporta dans la famille l'énergie cachée aux souches profondes du peuple. Ma grand-mère se distingua toujours par une intelligence claire, une volonté et un esprit d'organisation qui lui permirent, dès sa jeunesse et jusqu'en 1917, de régir les propriétés de mon grand-père avec beaucoup de succès.

(2) Le sort a voulu qu'en 1918 il fût bien près de l'être. Patriote ukrainien, mais en même temps très à droite, il fut l'âme de la conspiration de Skoropadsky. Il avait de nombreux partisans qui le poussaient à l'hetmanat. Mais il préféra rester fidèle à Skoropadsky dont il devint pour quelques jours le premier ministre. Et s'il ne parut pas lui-même sur la place Sainte-Sophie avec les insignes des hetmans, il donnait du moins le bras à Skoropadsky en l'accompagnant à la messe solennelle qui suivit son élévation à l'hetmanat. Mon oncle porta toute sa vie le costume traditionnel des cosaques. J'aimais le voir à cheval (il était un cavalier merveilleux) courir les steppes en vrai cosaque du xvii<sup>e</sup> siècle. Il périt tragiquement au cours de la Révolution.

Le patriotisme théorique de mon père joint à la compréhension atavique que ma mère avait du peuple firent de leurs enfants de vrais patriotes ukrainiens.

Il semblera peut-être étrange qu'il ait fallu tant d'influences diverses pour maintenir dans une famille les traditions du pays. Un Chevtchenko, un Gogol n'y pouvaient-ils suffire ? N'oublions pas que les milieux intellectuels et bourgeois restaient dans les grandes villes, alors plus ou moins indifférentes sinon hostiles à l'esprit patriotique. Tous les jeunes gens fréquentaient les gymnases (lycées) où la plupart des maîtres étaient Russes ou russifiés. Le programme scolaire, tout conçu en langue russe, exigeait la connaissance approfondie de la littérature, de la culture russes. A l'influence de Chevtchenko s'opposait l'influence séductrice de Pouchkine, de Tourgueniev, de Tolstoï. Il faut ajouter à cela les idées cosmopolites, socialistes et révolutionnaires dont les jeunes esprits de ce temps étaient remplis. Seules la famille et ses traditions pouvaient nous donner la force d'y résister et nous garder fidèles à l'idée patriotique ukrainienne.

## 5. LA TRADITION ET LE THÉÂTRE

Si j'ai cru nécessaire d'expliquer longuement comment une famille ukrainienne de Kiev (comme la nôtre) résista contre la russification et resta fidèle à la culture et à l'esprit nationaux, c'est que l'exemple en fut malheureusement moins fréquent que parmi les gens de la campagne, où la russification ne pouvait pénétrer qu'avec beaucoup de difficulté. Semée dans un tel milieu, l'idée patriotique devait faire éclore une quantité de prosélytes ardents. Et nous voyons, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les cadres des patriotes ukrainiens qui travaillèrent activement pour le réveil de l'Ukraine se remplir de plus en plus de ces fils de prêtres, d'instituteurs primaires, de paysans. Une certaine démocratisation de l'enseignement en Russie, qui allait s'amplifiant, servit la cause ukrainienne. Plus simple encore fut l'adhésion des paysans à l'idée nationale. Un bon maître, quelques livres lus pendant les longues veillées hivernales rappelaient insensiblement en eux le sentiment patriotique. La lecture des œuvres de Chevtchenko, un article, un appel suffisaient parfois pour que ces hommes fussent complètement acquis à la cause.

Le passé de l'Ukraine n'était d'ailleurs pas oublié. Les grandes épopées, vieilles à peine d'un siècle et demi revivaient dans les chansons populaires si chères aux Ukrainiens, recréant le temps des hetmans, des luttes sanglantes, la vie libre et glorieuse. S'il ne reste pas dans

ce pays autant d'anciens châteaux qu'en Europe occidentale, si Kiev ne garde ce caractère admirable des temps révolus que grâce aux églises (les maisons d'autrefois, construites en bois, n'ont pu résister aux siècles), l'Ukraine conserve cependant, partout dispersés sur des collines, d'émouvants vestiges de nos ancêtres. Ce sont les *mohyly*, c'est-à-dire les tombeaux. On les aperçoit de loin, à travers les steppes immenses. Les archéologues donnent diverses origines à ces témoins silencieux du passé. Les fouilles ont prouvé qu'ils datent de plusieurs époques, en commençant par les Scythes ; mais le peuple les attribue toujours aux Cosaques. Ils lui rappellent constamment la vie libre d'autrefois. C'est particulièrement dans la région du sud que les souvenirs ont survécu.

Dans cette région où, après avoir passé à une vitesse formidable les « porogues » (c'est-à-dire les roches d'où s'échappe le rapide du grand fleuve), les eaux du Dnièpre, s'élargissent, redeviennent calmes et baignent les îles qui abritaient jadis les forteresses des Cosaques des « zaporogues » (leur célèbre « sitch »), les hommes parlent avec une fierté particulière de leurs ancêtres, qui s'auroient dans le lointain d'une grandeur accrue et mystérieuse. Ils y font figure de demi-dieux. Je me souviens d'un vieux paysan que j'y rencontrai et qui m'assura avec conviction qu'un jour viendrait où, de ces « mohyly », de leurs tombeaux, les Cosaques se lèveraient pour aller libérer leur peuple...

C'est dans le passé également que le théâtre de l'Ukraine puisa ses sujets les plus émouvants. C'est par lui que fut surtout atteinte l'âme du peuple au moment de son réveil à la vie nationale. A la fin du xix<sup>e</sup> siècle, au commencement du xx<sup>e</sup>, le théâtre joue (sans calembour) un grand rôle en Ukraine. Mais son existence date de beaucoup plus loin. C'est parmi les élèves de l'Aca-

démie de Kiev (1) que furent données, au xvii<sup>e</sup> siècle, les premières représentations du théâtre des marionnettes consacrées au mystère de la Nativité. Ces représentations comportaient des intermèdes populaires, des farces, des bouffonneries.

Dans la première moitié du xix<sup>e</sup> siècle apparut le théâtre proprement dit avec la représentation de pièces plus modernes. Quant au théâtre classique de l'Ukraine, il ne fut créé qu'à la fin du siècle dernier. La censure russe interdisait que l'on donnât des pièces traduites de l'étranger ou celles qui touchaient à la vie de la haute société. On ne pouvait jouer que des drames ou des comédies concernant la vie des paysans ou encore des pièces historiques. Ce fut la seule mesure du gouvernement russe qui, malgré lui, servit l'Ukraine : le théâtre trouva ainsi sa physionomie particulière. L'arrivée à Kiev de la célèbre troupe Kropivnitzky (il y eut une période où celle-ci fut également interdite) donnait lieu à une grande fête nationale. Les artistes communiaient avec le public dans l'espèce de mystère qui se jouait sur la scène. Le grand talent des acteurs faisait revivre tout le passé de l'Ukraine devant des milliers d'hommes palpitants d'émoi.

Il est difficile de résumer en quelques lignes l'impression que produisait, par exemple, la géniale artiste Zankavetzka, interprète ardente, compréhensive et fine de toutes les passions humaines, et que je placerai sans hésitation sur le plan des plus belles artistes du monde entier. A côté d'elle brillent les talents si divers et si pénétrants du grand chef de troupe Kropivnitzky, —

(1) Cette Académie, fondée au xvii<sup>e</sup> siècle par le métropolitain Petro Mohyla, fut le centre intellectuel non seulement de l'Ukraine, mais de l'Est européen en général. Elle avait été conçue d'après les universités du moyen-âge.

de Sadovsky, qui composait magistralement ses fameux rôles d'hetmans, — de Saksagansky, dont le talent comique était digne de servir d'interprète au génie d'un Gogol.

Le succès d'une telle troupe retentit si profondément à travers le pays qu'elle y suscita de nombreux imitateurs. Les nouvelles troupes ne pouvaient, au strict point de vue de l'art, qu'amoindrir un théâtre devenu classique. Mais si l'on se place du point de vue national, on doit considérer qu'elles furent également les propagatrices de l'esprit patriotique. L'exemple gagnait jusqu'à la jeunesse des villages qui, sous la direction d'un maître d'école, d'un petit employé, d'un « feldcher » (1) organisait de fréquentes représentations d'amateurs. Ce devint la distraction préférée des paysans. De 1905 à 1914, on ne compta pas moins de trois à quatre cents de ces représentations chaque année.

Ainsi l'esprit national se manifestait en Ukraine, malgré toute la surveillance des autorités russes, malgré la défense maintenue pendant de longues années de publier des livres en ukrainien, malgré les risques d'emprisonnement ou de déportation. Ces manifestations nationales inquiétèrent de plus en plus le gouvernement tzariste. Des répressions nouvelles ne tardèrent pas à s'abattre sur les têtes trop hardies. On surveillait surtout les instituteurs des écoles primaires. Des inspecteurs faisaient irruption chez eux, et, sous prétexte d'enquêtes, perquisitionnaient non seulement dans la bibliothèque des écoles, mais encore fouillaient les papiers personnels des professeurs eux-mêmes. Il suffisait de quelques brochures trouvées en langue ukrainienne, d'une dénonciation dans le village sur ce fait essentiellement séditieux que le

(1) Infirmier chef.

maître parlait quelquefois en ukrainien à l'école ou encore qu'il tenait certains propos patriotiques, pour qu'immédiatement le « rebelle » fût révoqué. Et encore devait-il s'estimer heureux s'il échappait à des représailles plus graves.

La propagande nationale était donc considérée par les autorités comme révolutionnaire. Elle ne tarda d'ailleurs pas à le devenir véritablement.

## 6. LE MOUVEMENT NATIONAL AVANT 1905 ET SES NOUVEAUX CHEFS

Nous avons remarqué plus haut qu'il n'était guère question de politique proprement dite en Ukraine sous le joug tzariste, au xix<sup>e</sup> siècle. C'est avant tout au développement de la culture nationale et au réveil de la conscience patriotique chez le peuple que les patriotes ukrainiens travaillèrent dans la « Hromada ». Dragomanov le premier fixa certaines idées politiques dans ses publications à l'étranger, donnant aussi au mouvement radical sa première impulsion. D'autres petits groupements de ce genre se formèrent. On discutait quelquefois des problèmes politiques au sein de l'ancienne « Hromada », mais l'esprit « apolitique » prédominait toujours parmi les patriotes ukrainiens de la fin du xix<sup>e</sup> siècle. Les changements naquirent avec le xx<sup>e</sup> siècle. En janvier 1900, quelques jeunes étudiants ukrainiens de Kiev et de Kharkov eurent l'idée de fonder un vrai parti politique ukrainien dont Dmytro Antonovitch (1) fut l'âme et dont il réalisa les plans hardis. Le parti révolutionnaire ukrainien (R. U. P.) créa plusieurs filiales et publia beaucoup d'écrits révolutionnaires, de brochures et de tracts. Ces jeunes enthousiastes déployèrent une très grande activité de propagande dans les petites villes et dans la campagne ukrainiennes. L'idée de l'indépendance

(1) Fils de Vladimir Antonovitch, le célèbre historien, dont nous avons parlé plus haut.

de l'Ukraine fut lancée dans ce milieu par l'ardent nationaliste Mikhnovsky en un véhément discours que publia le parti en 1900.

Il est certain que ce parti eut une grosse influence sur le mouvement *révolutionnaire* de l'Ukraine, mais il aidait surtout à la propagande nationale : en s'adressant au peuple dans sa langue natale, en créant de petits groupements révolutionnaires dans les villages, il seconda l'œuvre des autres « Hromadas », et stimula la conscience nationale du peuple (1).

Et je crois bien que ce dernier résultat fut plus néfaste au gouvernement des tzars que toute la politique socialiste et radicale du R. U. P.

Plus tard, l'influence des idées internationalistes de la social-démocratie russe provoqua la dissolution du parti. Tandis que quelques-uns de ses membres adhéraient au parti social-démocrate de l'Empire, avec l'autorisation de ce dernier parti de constituer une section et d'y faire de la propagande en ukrainien, la majorité des autres organisait le parti social-démocrate ukrainien, où le principe national était tout de même subordonné au principe socialiste. Enfin, les troisièmes se rallièrent à des groupements à la fois plus nationalistes et plus modérés, tant au point de vue social que politique. Quoique évidemment regrettable, la dissolution du

(1) Cette activité du R. U. P. est d'autant plus digne d'être mentionnée ici que c'est un groupement auquel appartinrent plusieurs hommes politiques qui devaient jouer un rôle prépondérant dans la fondation de l'État ukrainien. Nous nommerons au moins parmi les membres du R. U. P. Simon Petlura, André Livitzky, futur successeur de Petlura au poste de président du Directoire, Vinnitchenko, célèbre écrivain, président du Conseil (qui passa plus tard aux communistes), Dmitro Dorochenko, historien, puis ministre des Affaires étrangères sous Skoropadsky, etc. Le fondateur du parti, Antonovitch, devint également ministre en 1917, puis professeur et recteur de l'Université ukrainienne de Prague.

parti R. U. P. ne fut qu'un épisode dans le développement du mouvement national à la veille de la révolution de 1905. D'ailleurs, la social-démocratie ukrainienne déployait une grande activité, tandis que le parti radical-démocrate commençait à affirmer son existence.

D'autre part, la littérature ukrainienne se développait de plus en plus, impressionnant fortement les nouvelles générations. Au début du xx<sup>e</sup> siècle (1900-1910), l'œuvre du grand conteur Kotzubinsky était déjà très appréciée, Vinnitchenko était à l'apogée de son talent, Oles, le plus grand poète moderne ukrainien, commençait à se faire connaître, et Lessia Ukrainka, poétesse inspirée du patriotisme le plus ardent, écrivait ses plus beaux poèmes. De l'autre côté de la frontière autrichienne, les œuvres du poète et savant Ivan Franko, du conteur Stefanyk, de la romancière Kobylanska, contribuaient à l'accroissement du patrimoine littéraire ukrainien.

Les glorieux aînés disparaissaient peu à peu. Drago-manov était mort en 1895, — le célèbre historien Vladimir Antonovitch prenait encore part au mouvement, mais son âge ne lui permettait plus une grande activité, — Naumenko, qui avait été durant de longues années rédacteur au *Kievskaja-Starina*, revue importante pour son époque, jouissait encore d'une grande influence sur ses collègues, mais le nationalisme plus ardent de la nouvelle génération s'imposait déjà. C'est alors que se manifesta la prépondérance de Michel Hrouchevsky. Éminent historien (il a publié neuf volumes sur l'histoire de l'Ukraine et beaucoup de monographies), il s'avère également publiciste puissant. Ses appels furent autant de mots d'ordre pour le mouvement ukrainien dont il fut le chef officiel jusqu'à la grande révolution où il allait jouer un rôle très important. Mais, à mon avis, c'est la figure d'Eugène Tchikalenko qui donna son vrai carac-

tère à toute cette époque : nul comme lui ne sut gagner des hommes à la cause ukrainienne et les unir dans cet idéal. Il fut le véritable organisateur du mouvement au début du xx<sup>e</sup> siècle.

On comptait certes alors plusieurs autres personnalités remarquables, comme l'académicien Serge Efremov, comme Illya Chrag, Stebnitzky, Lototzky, Leontovitch, Prokopovitch, D. Dorochenko, etc., mais c'est autour d'Eugène Tchikalenko qu'ils se groupèrent tous.

Depuis les meilleurs jours d'autrefois où il était entouré de nombreux amis et admirateurs, jusqu'à la fin de sa vie où, exilé, presque dans la misère (1) il gardait le même profond et inébranlable amour de son pays. On peut dire que cet homme n'a quasiment vécu que pour l'Ukraine à laquelle il était attaché de tout son être.

Grand propriétaire foncier du gouvernement de Kher-son, il fut obligé de séjourner de longues années dans ses terres, ayant (considéré comme « suspect ») reçu l'ordre de l'administration tzariste de ne pas quitter ses steppes. C'est à cette période d'agriculture et d'élevage, dont il dirigeait avec beaucoup d'énergie tous les travaux, qu'il dut le sens pratique, réaliste, qui le distingua des autres dirigeants du mouvement, toujours trop rêveurs, trop « intellectuels ».

Il contribua beaucoup au développement de l'agriculture dans toute la région de l'Ukraine où se trouvaient ses propriétés. Il publia en outre d'excellents ouvrages qui firent date dans l'histoire de l'agronomie en Ukraine. Malgré toute la sévérité de la censure russe, même pour les publications de ce genre, on n'a pas été jusqu'à jeter l'interdit sur celles-ci, d'une incontestable utilité. Après

(1) Eugène Tchikalenko est mort à Prague en 1929, après plusieurs opérations très douloureuses qu'il supporta avec un courage et une patience qui firent l'admiration de ses médecins.

Chevtchenko, Tchikalenko fut certainement l'auteur le plus connu parmi les paysans ukrainiens.

Vers 1900, il va s'installer à Kiev où il devient, ainsi que nous l'avons dit, le vrai pivot du mouvement national jusqu'en 1917, date à laquelle il se réfugie dans une retraite volontaire. Homme généreux, il est un des mécènes de l'Ukraine. Il se trouva d'ailleurs dans le pays plusieurs hommes riches qui mirent une partie de leur fortune au service d'œuvres patriotiques. Parmi ceux-ci, nous citerons le nom de Vassyl-Semirenko, grand propriétaire foncier et sucrier, et que les Ukrainiens n'oublieront pas. Mais Tchikalenko aidait les jeunes écrivains, les savants, les artistes, non pas seulement par des subsides, mais par des encouragements, par des critiques parfois sévères mais toujours justes. Il avait un don de persuasion si prodigieux qu'il était difficile de ne pas suivre ses conseils.

En 1905, lorsque l'Ukraine connut une liberté aussi relative, hélas, que momentanée, Tchikalenko y fonda la presse quotidienne et divers autres périodiques. Ce n'était pas, alors, une tâche aisée que de créer un journal quotidien en langue ukrainienne. La presse ukrainienne, il est vrai, existait depuis longtemps en Galicie, sous la domination de l'Autriche, mais non pas encore sous la domination russe. Il fallait trouver des collaborateurs et former le journalisme ukrainien ; il fallait ruser avec la censure toujours en éveil ; enfin il fallait des subsides. Tchikalenko fut le principal soutien financier en même temps que l'âme de cette grande entreprise. Tel fut le rôle d'Eugène Tchikalenko, le « dernier précurseur » (si l'on peut dire) du réveil politique de l'Ukraine. Il a d'ailleurs laissé de remarquables mémoires sur cette époque préparatoire, la fixant inoubliablement pour les générations qui ne l'auront pas vécue.

## 7. LA RÉVOLUTION DE 1905

### L'UKRAINE EN EFFERVESCENCE. — 1917 APPROCHE

L'année 1905 marque une grande étape dans l'histoire du réveil de l'Ukraine. Bien que les manifestations des patriotes datent de beaucoup plus loin, c'est à partir de ce moment qu'elles devinrent de plus en plus énergiques et fréquentes. Les « Zemstvo (1) » avaient déjà, et à maintes reprises, formulé des protestations et des revendications, mais, terrorisées par l'administration, elles avaient dû se borner à soulever la question des écoles nationales, des publications en langue ukrainienne, etc. C'était déjà beaucoup d'audace à une pareille époque. En 1905 et en 1906, au contraire, de nombreux congrès présentèrent des revendications plus nettes et beaucoup plus hardies. On organisa à travers l'Ukraine des cercles nationaux et des « Prosvita » (organisations ayant pour but de reprendre le livre et l'instruction nationale en Ukraine). Enfin, dans la première et dans la seconde Douma de l'Empire russe, il y eut d'importantes fractions de patriotes ukrainiens qui s'unirent aux représentants des autres peuples opprimés : les Polonais, les Géorgiens, les Azerbajdjians, les Lithuaniens, etc. Ils formèrent ainsi le bloc des peuples mécontents. C'est

(1) Conseils régionaux élus d'après le principe censitaire. Ces institutions étaient jadis très importantes en Russie et en Ukraine. Les Zemstvo organisaient les écoles, les hôpitaux, des dépôts d'objets nécessaires aux paysans, surveillaient les routes, etc.

alors également que certains partis politiques ukrainiens commencèrent à agir presque ouvertement : les partis radical-démocrate et social-démocrate principalement.

Mais bientôt la réaction sévit à nouveau. La révolution de 1905 avait échoué. Les représailles reprirent de plus belle. Les deux premières Douma dissoutes, la troisième fut convoquée d'après une loi qui en excluait quasiment les patriotes ukrainiens. Tout le mouvement ukrainien se trouva de nouveau menacé vers 1907. Alors, laissant de côté les partis politiques, on créa une nouvelle organisation conspiratrice réalisant l'union de tous les patriotes ukrainiens (elle portait le nom de « Société des Progressistes ukrainiens » : T. U. P.) sans distinction de parti.

Cette organisation, dirigée par Michel Hrouchevsky, Eugène Tchikalenko, Illya Chrag et quelques autres, donna naissance à une soixantaine de filiales à travers toute l'Ukraine et jusqu'à Petrograd et à Moscou (à Moscou, Simon Petlura prenait une part active dans cette organisation). Toutes les manifestations nationales, la vie politique de l'Ukraine, les questions de propagande à l'intérieur, la représentation à l'étranger furent organisées par cette société. Il fallait lutter contre les répressions qui, avant la guerre et surtout pendant les invasions de l'armée russe en Galicie orientale, se faisaient de plus en plus dures.

Nous aurons bientôt l'occasion de dire quelle fut l'attitude des Ukrainiens pendant la guerre de 1914. Je me bornerai pour l'instant à affirmer qu'elle fut loyale. Ce qui n'empêcha pas le gouvernement russe, profondément hostile au mouvement ukrainien, de continuer ses persécutions avec acharnement. Les autorités russes interdirent d'un coup treize périodiques en langue ukrainienne qui paraissaient à Kiev. Il ne resta bientôt plus

aucun journal ukrainien. Elles firent également fermer presque toutes les « Prosvita », presque tous les cercles nationaux. Elles ordonnèrent des perquisitions chez un grand nombre de patriotes ukrainiens qui furent arrêtés et déportés. L'occupation de la Galicie orientale par les armées de Broussiloff fut un véritable désastre pour la population ukrainienne, car la Galicie et la Boukovie se trouvant sous la domination autrichienne, ce furent les seuls pays où les Ukrainiens aient eu leurs écoles, leurs bibliothèques, etc. Le fruit de tant d'efforts, de travail et de persévérance fut anéanti du coup. Les intellectuels de Galicie et jusqu'aux paysans eux-mêmes furent arrêtés en masse et emmenés comme otages en Russie, quand ils n'étaient pas déportés en Sibérie.

Ces mesures soulevèrent une telle indignation chez les Ukrainiens que non seulement elles ne tuèrent pas le mouvement, mais qu'elles le renforcèrent.

L'activité de notre filiale de la Société des Progressistes ukrainiens à Pétrograd a été très intense pendant la guerre. Nous avons même deux groupements : l'un composé des « vieux » et l'autre de plus jeunes, tout au moins de plus récemment recrutés. Je faisais partie de ce deuxième groupement composé de savants, d'avocats, de journalistes et de professeurs. Les filiales de Pétrograd ont joué un grand rôle. Surtout, il faut le reconnaître, le premier groupement auquel appartenaient le professeur Volkov, le publiciste renommé Maxime Slavinsky et deux patriotes infatigables : Pierre Stebnitzky et Alexandre Lotocky. Ces deux derniers furent les ambassadeurs officiels de l'Ukraine auprès de la Douma et des autorités de Pétrograd. Ce sont eux qui durent régler toutes les questions administratives, défendre diverses sociétés et certaines personnalités ukrainiennes contre les représailles tzaristes. Notre section des « jeunes » travaillait

plus ou moins de concert avec les « vieux », les aidant également dans leur tâche diplomatique et déployant une inlassable activité. C'est nous qui avons organisé et dirigé la nombreuse colonie ukrainienne de Pétrograd. Là comme à Moscou, les autorités étaient beaucoup plus tolérantes pour les Ukrainiens qu'en Ukraine même et nous pouvions publier des livres, des brochures et des périodiques, ce qui eût été impossible en Ukraine. C'est ainsi que pendant toute la Grande Guerre, Simon Petlura a pu diriger sans interruption une revue, alors très importante, *Ukrainskaia Jizn*, rédigée en russe, mais entièrement consacrée à l'Ukraine.

Notre activité fut d'autant plus intéressante que nous restâmes tout le temps en contact direct non seulement avec Kiev, mais avec toute l'Ukraine. En 1915 et 1916 surtout, nous avons senti la fièvre qui commençait à sourdre au sein du peuple ukrainien. Dans les villes, dans les bourgs, dans les villages mêmes, partout s'organisèrent des petits groupements patriotiques. Un mouvement encore invisible, mais déjà puissant, s'annonçait en Ukraine. Les lettres énergiques, exigeantes que nous recevions des patriotes ukrainiens ne laissaient aucun doute à ce sujet.

Enflammés nous-mêmes par cet esprit émanant de la patrie, notre enthousiasme et notre ardeur au travail ne connurent plus de bornes. Il fallait préparer le dossier des protestations à présenter aux députés de la Douma contre l'attitude des autorités en Ukraine. L'opposition, et surtout Paul Milioukov, ont quelquefois soutenu nos réclamations du haut de la tribune de la Douma. Malgré que Paul Milioukov se fût déclaré plus tard l'ennemi déterminé de nos revendications politiques, nous lui restons toujours reconnaissants de ses discours à la Douma.

Le 23 février 1917, je fus chargé de voir Alexandre Kerenski. Il me promit de faire une interpellation le soir même au sujet des persécutions dirigées contre le métropolitain André Szepticki, chef réputé de l'église gréco-catholique en Galicie. J'avais donné à Kerenski toute la documentation nécessaire. Mais l'interpellation n'eut pas lieu. Quand je suis arrivé dans la grande salle des séances à l'heure où Kerenski devait faire l'interpellation, tout le monde était dans un état de nervosité indescriptible.

Le président Rodzianko déclara que les interpellations annoncées seraient ajournées. Elles le furent pour toujours...

Le député Skobelev d'une voix tremblante, et Kerenski avec une éloquence remarquable, firent une seule interpellation extraordinaire au sujet de la *grève dans l'usine de Poutilof à Pétrograd et des événements qui suivirent*.

— Si vous ne cédez pas, déclarait Kerenski aux ministres du tzar, nous sommes perdus. Et vous (en désignant la droite) et nous (montrant la gauche). Le peuple affamé, quand il se soulève, ne s'arrête plus.

Paroles prophétiques, qui dépassaient même peut-être la volonté de l'orateur. Son discours, le premier discours révolutionnaire, fut applaudi avec enthousiasme.

La grande tragédie de la Russie tzariste commençait...



## II

### LA CHUTE DE L'EMPIRE



## 1. LA NUIT D'ANGOISSE

Au début de 1917, tout le monde savait que la révolution allait éclater du jour au lendemain, qu'elle était inévitable.

De quand date-t-elle au juste ? Officiellement, du 23 février 1917, jour où la grève fut proclamée, où le peuple se répandit en masse dans les rues de Pétrograd, jour où Kerenski prononça à la Douma son premier discours révolutionnaire.

Mais elle avait commencé bien avant. Le jour où un simple soldat, un inconnu, osa parler librement, sans crainte ni gêne, devant des femmes qui stationnaient des heures entières aux portes des boutiques pour obtenir des vivres, — dont les plus indispensables manquaient souvent, — ce jour-là on put se rendre vraiment compte que quelque chose avait changé dans la psychologie du peuple russe.

L'hiver est rigoureux à Pétrograd. Tremblant de froid, impatientes d'obtenir leur pain, les malheureuses femmes écoutaient avec une sympathie visible les paroles de ce soldat arrivé du front. Ses arguments étaient simples : il ne voulait plus « servir Raspoutine » et verser vainement son sang, il ne voulait pas mourir pour rien. Il s'exprimait avec la franchise accoutumée des tranchées. Il savait qu'il ne risquait rien, que personne ne l'arrêterait, car il eût alors fallu arrêter toute la Russie.

Même les plus modérés considéraient la révolution

comme fatale. Que dire alors des intellectuels, du Russe moyen libéral, démocrate ou socialiste ?

Je me demande s'il y a jamais eu au monde un pays où le mot « révolution » ait eu un sens aussi prestigieux que dans l'Empire des tzars ? Mais si les uns la voulaient, les autres la redoutaient, la haïssaient.

Depuis le jour qu'est apparu aux yeux de Catherine II le fantôme d'un monarque décapité par la révolution, les empereurs russes ont passé bien des nuits sans sommeil. Ils gardaient la vision de la tête ensanglantée du roi Louis XVI. Et ils exterminèrent systématiquement tout ce qui pouvait leur rappeler la « Révolution », tout ce qui leur paraissait suspect. Mais plus on tranchait de têtes à cette hydre rouge, plus nombreuses et redoutables elles renaissaient. Les tzars approchaient de l'abîme où devait s'engloutir avec eux la Russie elle-même, « une et indivisible ».

L'esprit révolutionnaire, le fameux « nihilisme », se répandait partout en Russie et prédominait non seulement les idées réactionnaires, mais aussi les idées modérées et positives. Certes, les libéraux ne manquaient pas en Russie. Également opposés au régime tzariste et aux idées trop avancées des révolutionnaires russes, ils finissaient cependant par reconnaître leur impuissance devant l'entêtement et la médiocrité du gouvernement des courtisans et des fonctionnaires qui ne songeaient pour la plupart qu'à leur propre carrière, sans se soucier des véritables maux de l'Empire, tout entier dirigé par une cour plongée dans un mysticisme morne, par un tzar sans volonté.

Les libéraux étaient d'ailleurs détestés par ce dernier, et le gouvernement les considérait souvent comme des hommes presque aussi dangereux que les révolutionnaires dont ils arrivaient à se rapprocher, qu'ils aidaient

même en cachette. Le changement de régime n'était possible que par la force. Et quoiqu'ils redoutassent plus ou moins la révolution, ils abhorraient assez le tzarisme pour en venir à la désirer franchement.

Tantôt vague, tantôt précise, l'espérance animait les esprits. Cette espérance était la quasi-raison d'être de « l'inteligenza » russe, des grands écrivains, des professeurs, des avocats et des riches propriétaires fonciers. Ils la souhaitaient avec ardeur, ils la saluèrent avec ivresse... Ils la maudirent presque dès le lendemain de son avènement, lorsqu'ils comprirent que le coup qu'ils avaient porté au régime tzariste allait leur être fatal à eux-mêmes.

\* \* \*

... Des jours lents, des jours inoubliables, une inquiétude accablée, invincible. Rester chez soi est insupportable. La rue pleine de vie, de mouvement attire comme un aimant. La vue de la foule surexcite et en même temps apaise : on se sent moins seul, moins abandonné. Tout le monde se connaît : on peut parler à n'importe qui et personne ne s'étonne de cette audace. Chacun dit ce qu'il sait et cherche à savoir davantage. C'est le triomphe de la rumeur.

Voici, quittant l'usine, un groupe d'ouvriers qui apparaît sur un boulevard, portant des drapeaux rouges, chantant des airs révolutionnaires. La police intervient encore et disperse les manifestants. Par moments, crépite au loin le bruit de la fusillade, rare encore les premiers jours...

Et la rumeur sévit sans arrêt. Elle jette par les rues une nouvelle après l'autre, certaines concordantes, d'autres contradictoires, mais dont l'effet est le même : semer

une panique qui va augmenter d'heure en heure.

— Sur le *Neuski prospect*, on commence à fusiller le peuple ; il y a des morts, des blessés...

Ces nouvelles impressionnent énormément.

— Protopopoff a fait placer des mitrailleuses dans les mansardes des plus grands bâtiments. Il veut fusiller le peuple en masse.

Protopopoff est l'ami de Raspoutine. On le prétend fou. Et sans doute cette réputation est-elle justifiée.

La police avait encore la possibilité de diviser Pétrograd en plusieurs parties : il lui suffisait pour cela de lever les ponts sur la Neva et la ville se trouvait aussitôt coupée en quatre portions principales. L'interdiction d'aller d'une partie dans l'autre irritait beaucoup les passants.

De temps en temps, une charge de cavalerie dispersait la foule. Peine perdue ! Le détachement n'a pas disparu que la rue est de nouveau grouillante de gens. Le bruit court que l'avenue *Liteini* est le théâtre d'une bataille rangée, et que les canons ont déjà tiré... Qui vaincra ? Peut-on détruire en quelques jours la domination séculaire qui, hier encore, paraissait invincible ?...

Des nouvelles inquiétantes arrivent.

— Les cosaques passent au peuple...

— Les régiments de la garde impériale sont en émeute...

— L'arsenal est pris par le peuple...

— Le *Château lithuanien* (1), le Tribunal sont en flammes...

— Le *Kresty* (1) est aux mains du peuple...

Le formidable édifice vacillerait-il déjà ?

Je venais de rentrer chez moi lorsqu'un de mes amis vint me chercher en m'annonçant des nouvelles auxquelles je ne pus croire tout de suite.

(1) Prisons.

Nous courons dans la rue. C'est une bagarre indescriptible. Un lourd camion arrive rempli par « le peuple armé... »

— Vive la révolution, vive la liberté !

Le camion passe à toute allure, mais il est bientôt suivi par un autre, puis par plusieurs, puis par une quantité. L'air vibre de l'enthousiasme qui se répand en cris, en vivats délirants.

C'est la révolution qui a triomphé. Une ère nouvelle commence.

La nuit tombe.

L'obscurité opaque, aucune lumière dans les rues. Les seules clartés viennent d'un ciel où se reflète la lueur des incendies qui s'élèvent de tous côtés. Le tribunal continue à brûler. Les commissariats sont également en feu. Tout à coup, un embrasement tout proche nous éclaire. Nous nous élançons vers le nouvel incendie. C'est une institution officielle quelconque qui brûle... Autour, des hommes rôdent, silhouettes fantomatiques bizarrement éclairées par les flammes qui sautent d'une fenêtre à l'autre. Qui sont ces hommes ?

Ils rient, ils ont l'air heureux, mais quel est ce bonheur-là ? Il semble diabolique... Est-ce à cause de l'inférieure lumière qui danse sur leurs visages ?

Malgré l'heure tardive, l'animation est toujours considérable sur les voies principales. Les autos révolutionnaires continuent leur va-et-vient parmi les acclamations. De temps en temps, une voiture s'arrête et l'on apprend qu'un « Comité provisoire de la Douma » vient d'être créé. Les orateurs calment le peuple et l'invitent à se soumettre *uniquement* aux ordres du nouveau pouvoir.

Une autre auto arrive et un jeune étudiant annonce que « le soviet des ouvriers et des soldats » est également constitué. Il engage la foule à obéir *uniquement* aux

ordres de ce pouvoir révolutionnaire. L'antagonisme est net. Cependant, un fait demeure certain : le pouvoir tzariste est aboli...

Une heure du matin. Le peuple est devenu plus silencieux, mais il reste là. Le ciel tantôt sombre, tantôt presque clair est parfois envahi de rougeurs sinistres...

Écrasé par les émotions de cette nuit, je regarde l'étrange firmament... De quelles promesses, mais aussi de quelles angoisses l'avenir était-il gros ?

Près de moi, contemplant aussi le ciel, une jeune femme s'appuie contre un mur... Ses yeux sont pleins de larmes...

## 2. LE LENDEMAIN DE LA VICTOIRE DU PEUPLE

La victoire avait été facile et les étudiants ne furent pas les seuls qu'égara la joie de ce merveilleux début : leurs vénérables et vénérés professeurs étaient aussi enthousiastes qu'eux. On se hâta de glorifier cette révolution qu'on proclama « grande et sans victimes ».

Cela même, d'ailleurs, était embellir les choses, car il y eut évidemment quelques victimes dès le début, mais très peu en comparaison du résultat obtenu : une centaine de morts donnaient la liberté à des millions de vivants. Le joug tzariste aboli à ce prix, ce n'était pas trop cher.

Les premiers jours de la victoire du peuple revêtirent le caractère d'une véritable fête nationale. Les grandes rues, *Nevsky Prospect* entre autres, étaient pleines de gens : des hommes de toutes classes, venus de toutes les contrées où, seule, la jeunesse dominait. Une foule d'étudiants, de lycéens, de jeunes filles s'entassaient gravement dans les autos révolutionnaires, un fusil à la main, prêts à tirer sur l' « ennemi ». Mais l'ennemi ne se montrait guère ! C'était le côté tragi-comique de la révolution qui, à mesure qu'elle avancera, suscitera des attitudes et des scènes de plus en plus théâtrales. C'est une des phases, sinon un des éléments de toute révolution.

A chaque croisement de rues, sur chaque place de la ville se dressait une tribune improvisée où discourait un

orateur. On prit bientôt l'habitude de ces meetings volants qui firent partie de la vie quotidienne de la révolution. Mais si parfois la foule se groupait à la parole d'un hardi tribun, la plupart du temps ce n'était pas un orateur particulier qui parlait, mais la foule elle-même. Les discussions s'engageaient facilement et se transformaient souvent en disputes où les passions se déchaînaient avec une violence extrême. Les premiers jours avaient été plus calmes, les controverses de la révolution se dessinaient à peine à l'extérieur.

Les incendies ne sont pas tout à fait éteints. Le feu calcine les restes des majestueux édifices, mais il a perdu sa brutale ardeur de la veille. Sur les trottoirs, ici et là, s'élèvent des autodafés où brûlent des monceaux de livres et de papiers. On détruit ainsi jusqu'aux archives d'un juge de paix. Quel rapport peut avoir la « Grande Révolution » avec des paperasses concernant quelques misérables querelles de voisins ou quelque vol vulgaire ? Il y a cependant autour de ces « bûchers » des hommes visiblement heureux de ce spectacle. En me désignant le dossier à demi consumé d'une affaire, un vieillard assez minable cherche mon approbation :

« Eh bien, camarade, qu'il juge maintenant ! »...

Qui sont ces gens-là ?

— L'élément criminel, eût-on répondu naguère, mais pendant la révolution, mieux vaut ne pas trop s'occuper de ces personnages suspects et passer outre...

Il y a d'ailleurs des cas plus graves. Voici par exemple les archives du Tribunal militaire qui brûlent. Mon cœur d'historien bondit devant un tel vandalisme. Je m'approche et profère à voix haute :

— Mais pardon, ce sont des documents historiques.

— Eh ! toi, cela t'intéresse ? est-ce que tu ne serais pas aussi réactionnaire ? soupçonne un individu en

m'arrachant des mains un papier qu'il jette aussitôt dans les flammes...

Ainsi fut anéantie une grande partie des archives de l' « Ochranka » (police secrète de toute la Russie) qui renfermait tant de secrets. Ainsi disparurent également les archives colossales du Tribunal général de Pétrograd. Pour quelle raison a-t-on fait cela ? Un hasard de la révolution ? Le vandalisme des masses ? Sans doute. Mais avant tout par ignorance, par incompréhension de la situation véritable : on ne se rendait pas compte encore que les documents de l' « Ochranka » n'étaient plus dangereux que pour elle-même, que pour ceux qui devaient maintenant répondre de leurs actes illégaux et cruels. On ne se rendait pas encore réellement compte que c'était bien fini, que le tzarisme n'existait plus. Les vainqueurs avaient trop aisément triomphé. Ils y croyaient à peine. Ils « attendaient » une trahison, l'apparition miraculeuse des troupes fidèles au tzar, en somme le retour de l'ennemi redoutable.

Cet état d'inquiétude était encore accusé par les « pharaons », comme on appelait alors les serviteurs de Protopopoff, ces agents de police placés (la rumeur fut confirmée), dans les greniers de diverses maisons de Pétrograd. Sans doute les y a-t-on oubliés. S'ils demeurèrent en général assez tranquilles, il arrivait néanmoins que tout à coup, comme sur un signal, les mitrailleuses commençassent à tirer. Ne savaient-ils pas que la révolution était victorieuse et que toute résistance était devenue complètement inutile ? Quoi qu'il en fût, ces derniers mohicans de l'ancien régime poursuivirent leur fusillade encore quelques jours. Les techniciens disaient qu'au surplus ces mitrailleuses étaient très mal placées, confiées à des hommes aussi peu expérimentés que possible dans ce genre d'armement. Ils ont peu nui maté-

riellement aux révolutionnaires, mais cette invention de Protopopoff a fortement irrité la population de Péetrograd. Plusieurs d'entre ces agents ont appris à leurs dépens ce qu'est la loi de Lynch...

Quand on l'a entendu, on n'oublie plus ce bruit sec, ce crépitement nerveux des mitrailleuses... Tout est tranquille dans la rue. Soudain, vous avez l'impression qu'on tire de tous les côtés. Les balles sifflent autour de vous, frappent les murs, brisent les vitres, tombent sur le pavé. D'où vient cela ? Personne ne le sait. L'écho des rues relativement étroites de Petrograd vous embrouille complètement. Les hommes et les femmes courent de tous les côtés et se réfugient où ils peuvent. Les rues sont vides quand, brusquement, à toute vitesse, arrive un camion rempli d'hommes armés ou une automobile blindée, petite forteresse mouvante munie de mitrailleuses et portant une inscription révolutionnaire...

La bataille s'engage immédiatement, on prend d'assaut la maison où on a enfin découvert le « pharaon », des coups de revolver claquent. La lutte continue jusqu'à la capture des agents de Protopopoff.

La chasse au « pharaon » devient la passion préférée du « peuple armé » qui n'avait pas toujours l'emploi des jouets dangereux tombés entre ses mains. On entendait jour et nuit en ville des coups de fusils isolés : c'est le plus souvent un soldat qui, sorti armé de la caserne, tire en l'air ! Pourquoi ? Contre qui ? Le sait-il lui-même ?

On chasse... Voilà toute une foule qui s'élançe à la poursuite d'une figure étrange : sans chapeau, accoutré d'une jupe et d'un manteau de femme en velours noir, le visage méconnaissable... Comment oublier les yeux du « pharaon » déguisé, finalement rattrapé ? Le « fauve » de la révolution, le peuple vainqueur le pousse devant lui. Qu'en fera-t-il ? Quelquefois, il se trouve un chevalier

de la révolution qui sait retenir le peuple, lui arracher sa proie et la mener devant le tribunal. Mais le sang qui a coulé réclame encore du sang. On ne se résigne pas facilement à voir gémir son ennemi. Et le sang coule, coule en abondance. La Grande Révolution « sans victimes » se plonge peu à peu dans le sang de centaines de milliers d'hommes.

Mais il serait inexact d'évoquer la révolution seulement comme une souffrance, comme un événement uniquement douloureux. Elle connut des moments vraiment sublimes. Les sentiments de la victoire, le rapprochement fraternel parmi tant d'hommes, la foi dans l'avenir, une élévation d'âme allant parfois jusqu'au délire, voilà le beau côté de la révolution, la grande récompense de ceux qui ont vécu ces périodes troublées. Mais quelle contre-partie, hélas ! A la joie succéda la déception la plus amère, la plus profonde, et quelles souffrances physiques n'éprouvait-on pas aussi : le froid, la famine, les épidémies ! Et l'angoissant souci du lendemain pour le pays, pour les êtres chers, pour soi-même, quel tourment à ajouter aux autres ! L'histoire est cruelle. Sans doute doit-il en être ainsi au moment des grands conflits d'idées, de classe à classe ou de peuple à peuple, au moment où s'achève un tome de l'histoire et où un autre va commencer, au moment où les grands empires tombent et où s'annonce la naissance des nouvelles nations... A ces moments-là, la vie individuelle, ses joies, ses tristesses, cela ne compte plus...

### 3. LES RÉVOLUTIONNAIRES UKRAINIENS

Le lendemain même de la révolution, les Ukrainiens de Pétrograd se réunirent. Ils établirent un Conseil national, composé de diverses organisations naguère conspiratrices, et s'entendirent immédiatement avec Kiev où les bases de la Rada centrale, notre futur Parlement, venaient d'être jetées.

Comprenant que le moment est décisif et que notre devoir devant notre peuple est de ne pas perdre une seule seconde, nous posâmes nos *desiderata* devant le gouvernement provisoire russe.

C'est avec les plus grands espoirs que nous avons envisagé le nouvel état de choses, mais il faut reconnaître que nous, intellectuels, n'y avons encore joué aucun rôle. On n'en peut dire autant des soldats ukrainiens. Ils étaient assez nombreux dans la garnison de Pétrograd, puisque la garde impériale se recrutait toujours parmi les Ukrainiens à cause de leur haute stature et de leurs vertus guerrières. Dans le régiment de Wolynie qui a pris une si grande part à la lutte, étant passé un des premiers du côté du peuple, les Ukrainiens avaient des organisations conspiratrices.

Déjà plus d'un an avant la révolution, j'avais fait la connaissance des deux principaux meneurs des soldats ukrainiens (eux-mêmes également militaires) : Avdienko et Gaidar. Ils étaient venus chez moi pour rencontrer clandestinement Wladimir Vinnitchenko, écrivain ukrainien alors très célèbre et révolutionnaire audacieux tou-

jours poursuivi par la police. Il était vraiment curieux de voir avec quelle admiration exaltée les deux soldats contemplaient cet homme aux yeux perçants et mystérieux. C'était leur dieu...

J'ai compris alors qu'à sa notoriété littéraire, Vinnitchenko allait ajouter son prestige politique.

De même que Vinnitchenko, les deux soldats appartenaient à la social-démocratie ukrainienne. Le premier, Avdienko, était visiblement sincère, convaincu, ardent. L'autre, Gaidar, se montrait plus calme, moins démagogue que son camarade, mais plus systématique, plus organisateur quoique aussi audacieux et même fanatique. Ils venaient tous deux du sud de l'Ukraine, de la région de Katerinoslav, région la plus industrielle du pays. Avdienko était un simple ouvrier métallurgiste, Gaidar peut-être un petit employé. Ils avaient dû tout récemment l'un et l'autre quitter la campagne où vivaient leurs parents, paysans pauvres et presque sans terres...

Chez ces hommes, l'esprit révolutionnaire, la haine du tsarisme, du capitalisme étaient intimement liés au vrai nationalisme ukrainien, à l'amour profond de la belle et lointaine patrie. En les voyant, on ne pouvait pas ne pas penser aux steppes immenses de l'Ukraine auxquelles ils avaient été brutalement arrachés par la misère, par le « le manque de terre » et amenés d'abord à la fabrique, ensuite au service militaire. D'instinct, ils détestaient tout ce qui les éloignait de ce paradis perdu, de leur village, de cette terre à laquelle ils avaient droit par leur travail.

Chaque paysan ukrainien était convaincu de son droit sacré sur la terre et ne considérait le noble propriétaire que comme un usurpateur... Peut-être le fait historique de la distribution des terres ukrainiennes par Catherine II aux courtisans complètement étrangers au pays donna-

t-elle naissance à cette idée, et la polonisation ou la russification des « pomiechtiks » (châtelains) n'a pu qu'affermir le peuple dans cette conviction profonde que les propriétaires étant des étrangers, la terre ne leur appartient pas de droit.

Les idées nationales et sociales des Avdienko et des Gaidar se conciliaient facilement avec le marxisme primitif.

Ce marxisme donne toujours à ses adeptes, et surtout aux hommes peu cultivés, la conviction que ceux qui n'appartiennent pas à la doctrine leur sont très inférieurs. Il est douteux que cet état d'esprit dogmatique soit favorable aux périodes de création, de construction, mais il est certainement utile aux moments où il faut détruire, ruiner, organiser la révolte... L'esprit dogmatique, qui en temps ordinaire aveugle parfois malencontreusement les gens, a son bon côté quand il faut agir avec violence. Si inférieur que soit l'esprit de destruction, il est des circonstances où il devient indispensable. Et je dois avouer que malgré mon aversion profonde pour le désordre, pour l'anarchie, j'enviais presque à cette époque-là ces hommes si bien faits pour la révolution. Il faut d'ailleurs ajouter qu'au point de vue ukrainien, il n'y avait plus rien à faire avec le gouvernement tzariste qui devait, tôt ou tard, être renversé. Dans leur grande majorité, les Russes eux-mêmes en convenaient. L'attitude d'Avdienko et de Gaidar se justifiait donc.

Dans ce genre d'événements, il est bien difficile d'évaluer quelle part d'activité revient à tel groupe plutôt qu'à tel autre ou à tel ou tel homme. Ce sont les masses qui les produisent. Il est toutefois certain que quelqu'un devait décider ces masses à l'action, que quelqu'un devait commander. La part des révolutionnaires ukrainiens ne fut donc pas la moindre, et là où il fallait être brave, entreprenant, Avdienko, Gaidar et leurs amis se révélaient

incomparables. On les a vus dans les endroits les plus dangereux, là où la bataille paraissait être décisive.

Le lendemain de la victoire, les chefs du mouvement ukrainien à Pétrograd se demandaient quelle tactique il fallait poursuivre dans les péripéties de la révolution. Les plus jeunes et les plus hardis optaient pour que nous prissions part à toutes les organisations révolutionnaires, ne sachant pas au juste où nous serions le plus utiles au point de vue national.

« Les Soviets des ouvriers et des soldats » de Pétrograd acceptaient alors tous les groupements « idéologiques » à caractère démocratique. Nous, progressistes ukrainiens, avons le droit de demander notre place aux Soviets. Mais fallait-il le faire ?

Le vieux Théodore Volkov ne voulait pas entendre parler des « Soviets » :

— Il faut les disperser à main armée, répétait-il.

Et à ceux de nos socialistes qui objectaient qu'il n'était pas « démocratique » de s'exprimer ainsi, que seul un « réactionnaire » pourrait tenir de tels propos, Volkov, ce vieux révolutionnaire et émigrant ukrainien répondait résolument :

— Il faut les disperser, parce que je vois bien où cela nous conduira : ils vont apporter l'anarchie, ils vont détruire l'œuvre de la révolution, et ils amèneront une réaction terrible.

A cela on répondait :

— Peut-être avez-vous raison. Mais s'il faut les disperser, qui s'en chargera, le nouveau gouvernement ne disposant d'aucune force réelle ?

Ou encore :

— Les soviets sont un fait, il faut tâcher de nous en servir dans nos intérêts. Plus tard on verra.

A ce moment, les sympathies générales, dans notre milieu, étaient du côté du gouvernement provisoire.

D'une part, nous avions l'espoir que le nouveau régime nous permettrait d'organiser notre pays, et même de reconstituer sa souveraineté, et d'autre part nous partageons tous plus ou moins les appréhensions de Théodore Volkov à ce sujet : nous n'étions pas bien sûrs que la révolution fût assez forte, et le désaccord entre le gouvernement provisoire et les Soviets nous semblait dangereux.

En tout cas, nous en tenant toujours à la formule : « Après on verra », nous décidâmes d'envoyer deux délégués aux Soviets. Le choix tomba sur mon ami Kortchinsky et sur moi. Quelques jours plus tard, les délégués aux Soviets des soldats ukrainiens et de quelques autres organisations ukrainiennes composèrent la fraction ukrainienne aux Soviets. Cette fraction possédait à peine une centaine de membres et ne pouvait pas jouer un très grand rôle dans le Soviet de Pétrograd qui était trois ou quatre fois plus nombreux que n'importe quel parlement européen. Mais le but était de saisir toutes les occasions de défendre les intérêts de l'Ukraine.

J'ai été bien étonné quand on m'a élu à l'unanimité président de cette fraction, car je crois que j'étais le seul, avec mon ami Kortchinsky, à n'appartenir ni au parti social-démocratique ni au parti socialiste-révolutionnaire. Nous étions tous les deux représentants de l'union des progressistes ukrainiens et par nos convictions politiques et sociales nous appartenions au parti radical-démocratique d'Ukraine. Non sans hésitations, n'ayant guère de sympathie pour cette institution si étrange, j'acceptai néanmoins ce titre. Je devais défendre partout et malgré tout les intérêts ukrainiens. Et puis, je voulais également connaître et comprendre cette organisation qui paraissait devoir jouer un rôle formidable. Pendant deux mois et demi, à part quelques interruptions pour aller à Kiev, je pus étudier les Soviets.

#### 4. LES SOVIETS

Au commencement de mars 1917, par une de ces belles journées d'hiver de Pétrograd, nous avons dû aller, Kortchinsky et moi, de « Vasilievski ostrov » (1) au Palais de Tauride, c'est-à-dire que nous dûmes traverser toute la ville.

Aucun moyen de communication : il fallait aller à pied. Mais la rue présentait toujours un spectacle si intéressant de ces journées révolutionnaires qu'on ne sentait pas la fatigue d'une longue marche. Partout des meetings « volants ». Plus on se rapprochait du centre politique, de la Douma, qui siégeait au Palais de Tauride, plus les rues devenaient animées. En passant, on entendait des phrases jetées au peuple par les orateurs pleins de fougue. Devant la grille du Palais, il est difficile d'avancer, tant la foule est dense.

Nous admirâmes une fois de plus l'énorme façade de ce palais, construit par Potemkine, le fameux favori de Catherine II, les lignes sobres, harmonieuses, et parfaitement proportionnées de sa coupole, de ses colonnes blanches se détachant sur un ensemble ocré.

Mais le palais a depuis longtemps oublié les carrosses dorés qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle, amenèrent tant de ministres, de courtisans, et même d'empereurs. Maintenant, c'est le « demos » qui est maître ici.

A grand'peine, nous pénétrâmes dans le vestibule du palais, puis dans les grandes salles... Hélas, qu'avait-on

(1) « Ile de Basile », quartier de Pétrograd.

fait en quelques jours des splendeurs séculaires ? Il a suffi d'une semaine pour que les parquets brillants soient recouverts d'une boue épaisse d'au moins un demi-centimètre, pour que les colonnes blanches qui soutenaient avec tant d'élégance les plafonds ornés de la salle de Catherine soient devenues jaunâtres, sales, écaillées en bas, tandis que le haut était tapissé de toutes sortes d'affiches révolutionnaires.

De-ci de-là dans la salle, sur des chaises, sur des bancs ou à même le sol, des hommes dormaient, pour la plupart des soldats armés. D'autres buvaient du thé, mangeaient, ne se souciant pas d'enlever les ordures qui restaient sur place. Une odeur étouffante alourdisait l'atmosphère de cette salle qui évoquait beaucoup mieux maintenant la caserne ou la gare régulatrice que la plus belle partie d'un palais.

C'était là que tous les événements des derniers jours, des jours tragiques venaient de se dérouler, là qu'avaient été prononcés les discours décisifs, annoncée la chute de l'ancien régime et proclamé le nouveau gouvernement provisoire.

Mais que sont devenus les députés de la Douma ? Où sont les maîtres de la maison ? Quoique jusqu'à présent on tolère encore leur présence, on ne peut les trouver que dans des ailes plus éloignées du palais. Les vrais maîtres sont maintenant les Soviets. C'est ici que se trouve leur comité exécutif et leur chancellerie.

Des petites tables sont placées dans la grande salle et dans les pièces voisines pour les « camarades » : jeunes hommes en chemise noire, jeunes filles assez nombreuses, quelques rares figures de vieux révolutionnaires russes à la barbe longue. Ce sont les chefs et les employés de la bureaucratie révolutionnaire. Parmi eux se trouvent les représentants de diverses nationalités de l'ancienne Russie, mais c'est le type sémitique qui domine.

On n'est pas encore habitué à ce renversement des relations humaines. Un général de l'armée russe entre, portant tous ses insignes (plus tard on préféra les cacher). Il est visiblement gêné et cherche à qui s'adresser. Une jeune fille vient à son aide :

— Camarade Général, que voulez-vous ?

« Camarade Général ! » Quelle apostrophe pour un personnage hier encore tout puissant ! Mais la voix féminine s'élève à nouveau :

— Camarade Tania, veuillez donner un *certificat au camarade Général...*

Il nous fallut également des certificats pour accéder à la séance des soviets. Ce n'était pas si simple que cela à obtenir. On devait attendre, aller d'une pièce à l'autre, et par conséquent voir bien des rouages de ces institutions.

Des particuliers, des délégations diverses se succédaient sans fin. Voici des ouvriers qui apportent une protestation contre leurs patrons, des infirmières qui crient toutes à la fois qu'elles ne veulent plus obéir aux médecins. En attendant, les malades restent sans secours...

Des fonctionnaires viennent également ici régler différentes affaires malgré l'existence du gouvernement et des ministres respectifs. Beaucoup de nouveaux bureaucrates sont embarrassés par leurs affectations récentes : ils ne savent que dire, que faire, mais il est parmi eux des hommes plus avertis ou plus présomptueux qui, parfois absurdes, parfois tout à fait sages, avec toujours un air de compétence absolue, ont réponse à tout. Mais on sent qu'ils cherchent avant tout à prouver qu'ils ne sont pas tellement terribles, qu'ils veulent aussi établir l'ordre. D'ailleurs, à cette époque, c'étaient encore, dans leur très grande majorité, les socialistes modérés qui régnaient aux Soviets.

« Le Comité exécutif » siégeait jour et nuit avec de

brefs intervalles. On n'y laissait entrer personne. C'était la réunion de tous les leaders socialistes qui parlaient, discutaient sans fin. Parfois exténué, le visage trop rouge ou trop pâle, l'un d'eux ouvre brusquement la porte sacrée, et alors on entend la voix d'un orateur, ou les répliques tumultueuses de ses adversaires. Ceux qui sont venus pour voir quelqu'un de ces dieux de l'heure se jettent sur le sortant, lui parlent avec animation, mais le dieu disparaît de nouveau derrière la grande porte...

J'assistai pour la première fois à une séance des Soviets quand fut rassemblée la *section des ouvriers* de Pétrograd, sans la participation des délégués des soldats. Mais les délégués ouvriers étaient tellement nombreux qu'ils purent à peine trouver place dans la salle des séances de la Douma, où s'installaient si facilement autrefois les députés de toute la Russie. Cette séance produisit plutôt une bonne impression sur moi, tant par le ton sérieux des discussions que par l'ordre et la discipline, et par l'autorité qu'exerçait le président. Les ouvriers eux-mêmes parlèrent beaucoup, mais leurs discours n'étaient pas trop longs et s'avéraient assez sobres et judicieux. Les dirigeants ne s'invectivèrent à aucun moment devant l'auditoire et purent encore faire accepter, au moins dans cette salle, une résolution raisonnable. Il s'agissait de faire cesser la grève qui avait été proclamée au cours de la lutte et qui maintenant (commencement de mars 1917), après la victoire, n'avait plus de raison de continuer. Au contraire, les leaders demandaient qu'on travaillât pour le succès de la révolution (1).

La résolution fut enfin prise de terminer la grève. Mais

(1) En réalité, la grève ne se prolongeait que pour des causes purement matérielles : on revendiquait *la journée de huit heures et l'augmentation des salaires.*

faire admettre les mêmes principes dans la vie fut beaucoup plus difficile. Ce furent les premiers symptômes du caractère véritable de la révolution russe : on évoquait solennellement les idées les plus élevées de la république et du socialisme, on redoutait apparemment la possibilité du retour du tzarisme, mais toute la vie quotidienne n'était remplie que par les questions économiques. Dans les conditions difficiles où on se trouvait, c'était compréhensible, mais loin de s'atténuer avec l'égarement du début, cette âpreté dans le « struggle for life » s'intensifiait de jour en jour. Bientôt, ce ne furent plus les nobles ambitions communes, mais les intérêts particuliers qui prédominèrent visiblement. On ne pouvait pas faire entendre aux ouvriers qu'il y avait un minimum de travail indispensable, un maximum de salaire indépassable pour éviter la ruine de la fabrique où ils travaillaient, — et par conséquent la leur.

Personne ne pouvait arriver à les convaincre que la révolution, que le nouveau régime nécessitaient de durs sacrifices, que la guerre avait exténué le pays, et qu'il fallait beaucoup de travail et d'abnégation pour ne pas sombrer dans le gouffre. Toutes paroles étaient vaines. Les ouvriers devenaient de plus en plus exigeants et audacieux. C'est ainsi qu'ils coururent au bolchevisme.

Voici une autre séance des Soviets, cette fois de la section des soldats. A l'ordre du jour, les grands problèmes de la réorganisation de l'armée. On aborda la question d'une façon assez simpliste, mais en même temps assez objective et sans trop de parti pris. Mais tout changea lorsque commença la discussion sur l'augmentation de la pension aux femmes de soldats. On se fût cru transporté soudain dans un asile d'aliénés. Le président et ses adjoints eurent beau tenter des efforts inouïs pour persuader les soldats qu'il était impossible d'augmenter

démessurément les pensions, que ce serait porter un grave préjudice au pays et à la cause, tout fut vain : le soviétique adopta une résolution augmentant de telle façon la pension des femmes de soldats qu'un orateur sensé a estimé que cette dépense ruinerait complètement à elle seule les finances russes...

Mais dès que les intérêts particuliers entraient en jeu, il n'y avait plus rien qui comptât, ni la révolution ni la Russie : tout cela devenait des mots, des mots sans signification profonde devant l'attrait du gain, du bien-être personnels, seul « idéal » véritable des soldats et des ouvriers russes...

## 5. VERS LA CHUTE DE L'EMPIRE

*(Le problème de la guerre)*

Les soldats ne voulaient plus se battre, ils ne voulaient plus de guerre et une contradiction formidable, un malentendu tragique se manifestèrent presque au lendemain de la révolution. Au cours des mois qui précédèrent celle-ci, l'opposition de la Douma avait fait des attaques acharnées contre le gouvernement du tzar et contre son entourage, contre Stürmer et Raspoutine. Elle accusait le gouvernement de germanophilie, et, comme l'a dit Paul Milioukov dans un discours célèbre, elle voyait dans tous ses actes « une sottise ou une trahison ». L'opposition voulait faire la guerre à outrance et réclamait à tout prix Constantinople avec les détroits.

Cette opposition modérée, c'est-à-dire les membres du « Bloc progressif » de la Douma, étaient trop prudents pour ne pas chercher à éviter la révolution, mais ils savaient bien que la conduite folle du tzar et le mysticisme de son entourage rendaient cette révolution inévitable. Plus que cela : beaucoup de patriotes russes, voire certains monarchistes finissaient presque par désirer cette révolution, qui devait être à leur avis le seul moyen d'écartier les germanophiles et les traîtres de l'armée et du gouvernement.

Quand ces patriotes des classes intellectuelles virent le peuple se soulever, quand ils virent le gouvernement

tzariste renversé, ils crurent sincèrement que le peuple était avec eux, et que c'est la mauvaise conduite de la guerre qui l'avait poussé vers la révolution, vers la suppression de l'élément germanophile dans l'armée.

L'illusion ne dura guère. Dès les premiers jours de la victoire du peuple, on ne lut qu'un seul mot sur les drapeaux : *la paix*. Le peuple avait fait la révolution parce qu'il était las de se battre, et qu'il ne partageait pas les idées patriotiques des classes intellectuelles.

Malgré tout ce qu'on a dit, l'idée qui souleva les nations, dans la guerre de 1914, ne fut ni celle de la lutte « dernière » et « défensive » contre le militarisme personnifié en Guillaume II, ni celle de la « guerre contre la guerre », de la « guerre pour la libération des peuples » : c'est l'idée patriotique qui dominait toutes les autres, c'est elle qui poussa des millions d'hommes à l'héroïsme que chacun sait. C'est enfin le sentiment national qui est la base réelle de chaque État moderne et qui depuis la Révolution française a fait des progrès immenses dans le monde entier. Mais jamais encore cet esprit patriotique n'avait obtenu tant de victoires à la fois que pendant la Grande Guerre. Même les socialistes internationalistes, qui avaient prêché la fraternité du prolétariat du monde entier dans sa lutte contre le capitalisme, se rangèrent tous à côté des drapeaux de leur patrie.

De cette rude épreuve, vainqueurs ou vaincus, des États comme la France ou l'Allemagne sortirent plus ou moins meurtris ou blessés, mais vivants, tandis que d'autres s'écroulaient : l'Autriche-Hongrie, l'Empire russe, États non basés sur l'esprit patriotique d'une nation consciente d'elle-même.

Les causes de la chute de l'Autriche-Hongrie sont connues de tous. L'effondrement de l'Empire russe reste encore une énigme pour l'opinion publique européenne.

C'est beaucoup plus simple qu'on imagine : l'Empire des tzars, comme l'Empire des Habsbourg, n'était pas composé d'un seul peuple. Quand on parlait de cent quarante millions de « Russes », on ne pensait pas que, parmi cette énorme population, soixante millions au moins appartenaient à différents peuples *non* russes. Les Finlandais, les Esthoniens, les Lithuaniens, les Lettoniens, les Polonais ont actuellement leur État indépendant, reconnu par tout le monde. A ces peuples, il faut ajouter les Ukrainiens, les Blanc-Russiens, les Géorgiens, les Azerbaidjaniens, les Arméniens, les peuples du Turkestan et différentes peuplades au nord de la Russie et en Sibérie.

Pour les peuples allogènes, pour les Finlandais et les Esthoniens, pour les Polonais et les Ukrainiens, le régime russe fut certainement beaucoup plus dur que ne le fut celui de l'Autriche pour les Tchèques, par exemple. D'où pouvait donc naître le patriotisme « russe » chez tous ces peuples ?

Il est vrai que l'Empire russe avait un gros avantage sur l'Autriche-Hongrie : le noyau purement russe (ou grand-russien) était tout de même énorme : quatre-vingts millions d'âmes occupant une immense plaine en Europe et en Asie. Mais, comme les Romains de la décadence, ils se sont égarés parmi les peuples qu'ils avaient vaincus. Eux aussi ont perdu ce patriotisme farouche qui fut la force de la grande Rome.

D'ailleurs, la masse du peuple russe était trop inculte pour se faire une idée exacte des aspirations patriotiques ou impérialistes russes. D'autre part, il est à souligner que, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, la Russie était entourée de tous côtés par des peuples allogènes : les pays baltes, les pays polonais, ukrainiens, le Caucase, etc. Le peuple russe n'avait aucun sens réel d'un danger quelconque venant de l'étranger. C'est justement ce danger, la

proximité du pays ennemi qui crée le patriotisme instinctif, naturel, irraisonné.

La Grande Guerre déclanchée, le peuple mobilisé est allé au front, il s'est battu parce qu'il est brave et n'a pas grand'peur de la mort, surtout *parce qu'il est habitué à obéir*. Mais il ne comprenait pas bien la raison d'une telle guerre : l'autorité de l'État l'y contraignant sans discussion possible, le soldat russe a fait la guerre, il l'a faite *non par besoin d'activité*, non par devoir patriotique, mais par soumission, et, si l'on peut dire, passivité. Tout changea dès que l'autorité de l'État commença à chanceler visiblement.

Depuis Pierre I<sup>er</sup> et jusqu'à Nicolas II, la Russie parut toute puissante. Même la guerre de 1812 et les défaites de 1856 n'avaient pas changé cette opinion. A vrai dire, la Russie n'avait eu jusqu'alors aucun ennemi qui par sa force et surtout par sa situation géographique pourrait l'atteindre : son heure est arrivée entre 1914 et 1916. La morbidité de cet État ne lui permit pas de supporter le fardeau de la guerre mondiale : il succomba dans la lutte gigantesque qu'il devait mener contre l'Allemagne.

Les spécialistes avaient tout prévu : jusqu'en 1917, leurs calculs affirmèrent que la Russie possédait tout le matériel indispensable pour finir victorieusement la guerre, qu'elle disposait d'assez d'hommes et de munitions (importées de l'étranger) et de beaucoup de vivres. Mais les spécialistes avaient oublié une chose : l'armée russe n'avait plus l'esprit de résistance, elle n'avait pas le sens de la patrie, pas la volonté de vaincre, aussi nécessaires que les canons et les mitrailleuses.

Comment prolonger la guerre, comment éviter la défaillance de leur politique ? C'est la grande préoccupation du gouvernement provisoire et des membres modérés des Soviets.

Tandis que partout, dans les rues de Pétrograd comme dans les provinces les plus éloignées de l'Empire, les soldats aussi bien que les adeptes de Lénine réclamaient la paix immédiate, une dernière tentative est faite auprès du Soviet de Pétrograd, de ce Soviet qui en réalité dirigeait déjà tout ou presque tout en Russie.

Je mènai souviens d'une séance monstre des Soviets de Pétrograd le 14 mars 1917 : les deux fractions, — celle des soldats et celle des ouvriers, — étaient réunies. Cela se passait dans la salle d'une des écoles militaires de Pétrograd qui pouvait contenir plusieurs milliers de personnes. Au moment le plus solennel de cette séance de grande parade, la musique militaire jouait des fragments de l'*Internationale*. Deux questions étaient inscrites à l'ordre du jour :

1° Un appel aux Polonais ;

2° Une proclamation adressée aux peuples du monde entier sur le problème de la paix.

La première question ne provoqua pas de grands débats. Une résolution fut admise reconnaissant le droit de la Pologne à l'indépendance (1).

C'est sur la seconde question que l'intérêt général se concentra. Le Comité exécutif des Soviets avait nommé comme rapporteur Nakhamkes-Steklov, lequel est devenu depuis une célébrité bolchevique en sa qualité de chef de la presse soviétique. Il est curieux de noter combien on ménageait les bolcheviks, alors en minorité, en leur confiant de telles responsabilités : les socialistes modérés s'imaginaient qu'en faisant des concessions aux bolcheviks, ils les domineraient mieux. Steklov, homme excessivement désagréable, doctrinal et emphatique, prêchait

(1) La fraction ukrainienne que je représentais à cette assemblée salua cet acte et posa également le problème de l'autonomie ukrainienne.

la paix en développant une argumentation marxiste apparemment scientifique, en vérité simplement triviale. L'auditoire qui commençait à s'ennuyer, accueillit le rapport assez froidement. Après qu'on eut lu l'appel à tous les peuples du monde, la discussion s'engagea. Plusieurs orateurs risquèrent différentes critiques de ce document, fruit des labeurs nocturnes du Comité exécutif des Soviets, tout au moins concernant les détails. Le président Tcheidze qui possédait le don incomparable de dominer les foules, crut devoir intervenir. Il s'exprimait avec un accent géorgien prononcé, mais clairement, et avec logique et simplicité. Son autorité était énorme ; il parla comme un « père » devant des enfants, comme un professeur de l'école primaire à ses élèves.

— Pourquoi ces discussions ? disait-il. Nous proposons la paix à tout l'univers et à nos ennemis même : aux Allemands. Qui dans cette salle est contre la paix ? Personne. Qui parmi vous s'opposerait à un appel au prolétariat allemand et au monde entier ? Personne non plus.

Cette fois, l'auditoire éclata en applaudissements : il avait enfin compris.

— Jusqu'à présent, le prolétariat allemand nous jugea très inférieur ; il voulait nous apprendre à renverser le tzarisme. Nous pouvons enfin lui répondre que ce pouvoir n'existe plus.

Et dans une ambiance de plus en plus exaltée, s'adressant maintenant aux Allemands invisibles, Tcheidze s'écrie :

— C'est vous aujourd'hui qui devez venir vous instruire chez nous, renverser à votre tour votre gouvernement réactionnaire ! Vous devez finir la guerre ! Et alors nous ferons une paix générale, démocratique, sans annexions ni contributions. Qui n'est pas d'accord avec nous ?

Naturellement, tout le monde était d'accord. Nul parmi ces esprits simples ne pouvait supposer qu'après cet appel sublime aux peuples, lancé par-dessus la tête de leurs gouvernements, la guerre allait se prolonger encore. Et d'un ton résolu, Tcheidze déclara que si le prolétariat allemand n'accomplissait pas son devoir, que si le gouvernement de Guillaume II n'était pas balayé, la démocratie révolutionnaire russe montrerait qu'elle sait défendre les armes à la main la liberté et la révolution, qu'elle sait lutter jusqu'à sa dernière goutte de sang. Des milliers de soldats et d'ouvriers de Pétrograd saluèrent ces paroles par une ovation sans fin, dans un enthousiasme frénétique...

Mais tandis que ces soldats s'imaginaient que c'était véritablement la fin de la guerre que venait de leur annoncer leur président, peut-être celui-ci lui-même, en tout cas les dirigeants modérés des Soviets, n'étaient pas assez naïfs pour croire que leur proclamation allait tout de suite arrêter la guerre. Ils pensaient seulement qu'au cas où celle-ci durerait encore longtemps, ils pourraient bercer le peuple d'une *nouvelle conception de la guerre qui la lui ferait accepter*.

Ils lui diraient : « *Nous avons proposé la paix démocratique, mais les Allemands l'ont refusée, nous sommes donc malgré nous obligés de continuer à nous battre.* »

C'était le dernier argument susceptible de rétablir le front, aucun autre, à commencer par l'idée du patriotisme lui-même, n'étant plus capable de gagner les soldats russes. Abandonnant armes et munitions, ils quittaient le front en masse...

Au fond, la politique étrangère des gauches (Kerenski, Terechtchenko) ne différait guère de celle des modérés : ils cherchaient seulement à prolonger la guerre par d'autres moyens. Milioukov lui-même reconnaît que son suc-

cesseur au ministère des Affaires étrangères, Terechtchenko, bien qu'adhérant à la politique des Soviets, a en réalité suivi la même politique que lui.

Si noble que fût la volonté de rester fidèle aux alliés, une question se posait : ne sera-t-il pas plus avantageux pour l'Entente elle-même de conclure dès le début de la révolution un armistice entre la Russie et les pouvoirs centraux ? Les Allemands garderaient certainement une armée puissante sur le front russe, ce qui dégagerait toujours d'autant le front occidental, tandis que la décomposition complète de l'armée russe allait permettre à l'Allemagne de retirer presque toutes ses troupes de ce côté-là.

Peut-être que si le Gouvernement provisoire avait loyalement reconnu qu'il lui était impossible de continuer la guerre, les événements de l'Est européen n'auraient pas dégénéré en une telle catastrophe. Parmi les hommes politiques russes, pas un seul n'avait assez de force ni assez de prévoyance pour empêcher la chute imminente de l'Empire. Ils ne voulaient pas, ils ne pouvaient pas psychologiquement avouer que leur peuple ne les suivait pas, que la Russie n'était qu'un assemblage de peuples avides d'indépendance, que le « moujik » russe, l'esclave d'hier, n'était pas prêt à devenir un citoyen d'aujourd'hui, qu'au lieu de rêver de l'Empire mondial, il fallait élever le peuple moscovite, vraiment russe, au niveau des autres peuples patriotes.

## 6. VERS L'ANARCHIE

### *(La controverse entre le Gouvernement provisoire et les Soviets)*

Il est certain qu'aux premiers temps de la révolution, chacun, en Russie, devait se demander qui, du Gouvernement provisoire ou des Soviets, avait remplacé le pouvoir du tzar ?

Le Gouvernement provisoire était composé de personnalités très populaires qui occupaient officiellement le pouvoir et en supportaient toutes les responsabilités. Mais les forces réelles, les forces militaires, malgré le serment prêté au Gouvernement, ne reconnaissaient que les Soviets et leur obéissaient aveuglément. D'autre part, les Soviets s'appuyaient sur l'élément le mieux organisé et le plus agressif, sur les ouvriers du Pétrograd.

On s'aperçut vite que de cette lutte avec les Soviets, le Gouvernement provisoire n'avait guère de chances de triompher. Mais il faut mettre au point les choses et insister sur ceci que, pendant les premiers mois de la révolution, les Soviets ne furent aucunement bolchevistes. Les bolcheviks ne représentaient à cette époque qu'une très faible minorité dans le Soviet de Pétrograd. Leur influence paraissait restreinte, mais ils se croyaient forts et ils ne se trompaient pas. Les Soviets alors dirigés par les menchévistes (social-démocrates modérés) et par les socialistes-révolutionnaires, étaient bien décidés à

soutenir le Gouvernement provisoire. Cela semblait donc créer une possibilité de conciliation entre le gouvernement et les Soviets.

Mais, nous l'avons déjà remarqué plus haut, les socialistes modérés menaient un jeu assez dangereux vis-à-vis des bolchevistes. En tenant compte de l'opinion de cette minorité, en leur faisant des concessions, ils croyaient pouvoir garder le front unique des gauches. De plus, ils n'avaient pas eux-mêmes une grande confiance dans ce gouvernement « bourgeois » (ou considéré comme tel), malgré la présence dans son sein du socialiste Kerenski.

Je n'oublierai jamais la séance des Soviets du 10 mars 1917 (celle qui précéda la séance dont nous avons parlé plus haut) réunie au théâtre Michel où s'étaient données naguère les plus brillantes représentations des troupes étrangères, où chanta Batistini, où joua l'incomparable Duse. Le théâtre avait à peine assez de place pour contenir les membres des Soviets. Le directeur était affolé à l'idée que son théâtre allait s'écrouler sous une telle invasion. Jamais, même aux soirs de ses représentations les plus fameuses, ce théâtre aristocratique et même impérial n'avait connu une affluence pareille... La séance n'était pas encore ouverte qu'une chaleur étouffante régnait déjà dans la salle et y créait, sans discours, sans cris, sans applaudissements, une atmosphère tout à fait appropriée aux circonstances.

Enfin, les membres du Comité exécutif parurent l'un après l'autre sur la scène et jetèrent là même, sur des chaises, leurs lourdes pelisses. Tcheidze, comme toujours, préside. La salle reconnaît ses chefs et les salue par des applaudissements très vifs.

Les discours commencèrent. Les orateurs officiels déclarèrent qu'il fallait soutenir le Gouvernement provisoire. Mais chacun d'eux exprima cette thèse d'après

une formule devenue célèbre : « postolko-poskolko ». On peut traduire ces deux mots russes par : « Nous le soutenons sous condition. » Sous condition qu'il n'ira pas à l'encontre des intérêts du prolétariat, de la révolution, de la démocratie et du socialisme. Mais, menaçaient-ils, si le gouvernement se laisse détourner de ce chemin, gare à lui : les Soviets sont les gardiens incorruptibles de la révolution.

La confiance qui fut votée au gouvernement était formulée de telle façon qu'un gouvernement digne de ce nom dans un pays parlementaire ne se fût jamais contenté de ce qu'on aurait pu plus justement qualifier de « vote de défiance ».

Et cela, ne l'oublions pas, au moment où on venait de renverser un pouvoir séculaire et où le Gouvernement provisoire qui faisait ses premiers pas avait bien besoin d'un appui qui lui aurait donné l'autorité indispensable pour gouverner ce grand pays bouleversé à la fois par la guerre et par la révolution. A en croire les orateurs officiels des Soviets, le Prince Lwow, chef du Gouvernement provisoire, envisageait l'appoint d'une force quelconque qui menacerait les Soviets.

Mais le gouvernement n'avait aucune volonté, et en outre pas la moindre possibilité de réduire la démocratie et la révolution. Au fond, tout le monde le savait. Ce qu'on peut seulement reprocher à ce gouvernement, c'est le manque de décision, la peur d'assumer des responsabilités au moment où il fallait le faire. Trop de discours, pas assez d'action. Mais c'était la maladie de tous les intellectuels russes et même de ces socialistes modérés qui occupaient la scène du théâtre Michel.

Pourquoi refusaient-ils la confiance pure et simple au Gouvernement provisoire, qui d'après ses principes n'était pas si loin de leur propre programme politique ? C'est

la question que je me posais le 10 mars 1917, perdu dans la foule soviétique du théâtre.

Voulaient-ils prendre le pouvoir ? En tout cas, pas encore. D'ailleurs, les modérés, les invitaient à le faire, leur offraient des portefeuilles importants. Plus tard, quand ils durent accepter le fardeau du pouvoir, ils le firent contre leur gré. Pour comprendre leur attitude vis-à-vis du gouvernement du prince Lwow, il faut savoir qu'ils étaient, eux, gauches, liés avec les masses, ou du moins qu'ils prétendaient l'être. Plus que cela : ils prétendaient guider ces masses. Or, ils ne faisaient que courir derrière elles, ils tâchaient de deviner et de prévenir leurs désirs, leur volonté. Ils étaient prêts aux plus grands sacrifices pour ne pas perdre la confiance des soldats et des ouvriers. D'autre part, ces chefs socialistes avaient été pendant toute leur vie dans l'opposition. Changer ses habitudes politiques n'est pas facile. Se soumettre à un gouvernement, même libéral, quelle perspective incroyable pour un socialiste russe d'autrefois !

Les bolcheviks pouvaient se réjouir : on travaillait pour eux. Le théâtre Michailovski s'enthousiasmait de plus en plus. L'assemblée était frémissante, passionnée. La grande expérience du président suffisait à peine pour maintenir un ordre au moins relatif.

Des « orateurs » parlèrent de leur place, dans l'impossibilité de gagner la tribune. Une voix s'éleva d'une loge du premier étage. C'était celle d'un simple soldat inconnu qui, se frappant la poitrine, déclara d'un ton pathétique :

— Nous donnerons notre appui au Gouvernement provisoire, mais nous n'oublierons jamais que ce sont des bourgeois. Nous devons toujours être en garde. Que les ministres se souviennent bien que derrière eux se trouvent nos fusils, nos mitrailleuses, nos canons. Nous leur donnons notre appui, mais s'ils font un pas contre

le programme que nous leur imposons, ils seront anéantis par nos fusils, nos mitrailleuses et nos canons.

— Que Milioukov n'oublie pas, s'écria de l'orchestre un nouvel orateur improvisé, un ouvrier cette fois, qu'il n'oublie pas qu'il n'est qu'un laquais du prolétariat, et qu'il fera tout ce que nous *lui ordonnerons de faire. Telle est la volonté du prolétariat.*

« Parce que tel est notre bon plaisir », sous-entendait chaque manifestation de ces esprits simples grisés par le pouvoir, le pouvoir d'un souverain à plusieurs milliers de têtes. Et la salle répondait à ces discours par des ovations infinies. Que de menaces dans ces cris, dans ces paroles, dans ces applaudissements ! Du fond de l'âme de ce peuple s'échappait la haine accumulée contre les tzars et leurs ministres, contre les « barines » de la campagne, contre tous ceux que la distinction, la fortune ou la culture semblaient séparer de lui...

Les meetings de la rue reflétaient les sentiments et les discours des Soviets. Le problème du pouvoir était partout discuté : les Soviets ou le gouvernement ? Tandis que la majorité des intellectuels et des fonctionnaires défendaient ce dernier, les soldats et les ouvriers soutenaient avec obstination les seuls Soviets. Comme les vagues sur l'Océan, les discussions de Pétrograd déferlaient jusqu'aux pays les plus reculés de l'Empire des tzars.

Nous avons déjà donné un aperçu de ce qui se passait dans les chancelleries des Soviets au lendemain de la victoire du peuple. Leur importance croissait de semaine en semaine. Les affaires d'État des différents départements venaient échouer dans cette bureaucratie nouvelle, les unes se perdant à tout jamais dans un entassement de papiers, les autres finissant tout de même par obtenir leur sanction. Rien de grave ne s'accomplissait en dehors des Soviets. Quand on s'adressait à un ministre ou à

un haut fonctionnaire quelconque, ceux-ci demandaient inmanquablement : « Avez-vous soulevé ce problème devant les Soviets ? »

Ce n'était plus un parlement, ce n'était plus un pouvoir législatif : c'était un *souverain*, un souverain absolu qui commande aux ministres et n'admet pas qu'on ose lui faire des objections. C'était aussi un souverain capricieux, maladivement jaloux du pouvoir. On ne pouvait vraiment pas envier ces malheureux ministres contraints d'obéir aux volontés de Sa Majesté soviétique.

Qui représentait exactement ce Soviet de Pétrograd ?

Plus tard, quoique encore sous le Gouvernement provisoire, on établit un Soviet des ouvriers, des soldats et des paysans de toute la Russie. Mais pendant les premiers mois ce Soviet de Pétrograd, qui dirigeait la Russie tout entière, qui intervenait dans toutes les affaires du gouvernement, se composait uniquement des soldats et des ouvriers de Pétrograd même. En France, Paris avait joué un rôle prépondérant pendant la grande Révolution de 1793. Son pouvoir a été discuté, contesté, mais au moins Paris est-il presque le cœur de la France, et, numériquement aussi, sa proportion est importante, tandis que Pétrograd ne représentait en Russie qu'une capitale bien éloignée, le siège du gouvernement, pas davantage.

La situation du Gouvernement provisoire était tellement délicate qu'après la chute de Milioukov, qui dut finalement, le 4 mars 1917, quitter le ministère, un gouvernement de *coalition* fut formé sur l'insistance des modérés eux-mêmes. Non seulement Kerenski, mais aussi Tchernoff (socialiste-révolutionnaire de gauche), Tsereteli et Skobelev (tous deux social-démocrates) et Pechekhnoff (socialiste) en firent partie. Il était dès lors plus difficile de taxer de « bourgeois » un gouvernement auquel

appartenaient plusieurs leaders du Soviet de Pétrograd. L'efficacité du changement ne dura pourtant que quelques semaines. Le Soviet n'attaquait pas officiellement les ministres socialistes qui assistaient souvent aux congrès soviétiques. Mais, par une propagande très habile des bolcheviks, un mouvement hostile à ces ministres commença bientôt à se manifester.

Ceux-ci n'étaient guère préparés à leur nouveau rôle, mais le pouvoir est une rude école. Le poids des affaires et surtout des responsabilités leur fit plus ou moins oublier leurs discours démagogiques de la veille. Sans doute regretterent-ils enfin la méfiance qu'ils avaient semée parmi le peuple avec leur formule conditionnelle de l'appui offert au premier gouvernement (« Postolko-poskolko »). Les gauches du gouvernement commencèrent à penser, sinon à agir, en hommes d'État. Mais c'est précisément cela qui provoqua leur séparation d'avec les masses qui siégeaient aux Soviets et qui se montraient nettement anarchistes et dépourvues de toute conscience patriotique, ne voulant consentir aucun sacrifice à l'État, qu'elles considéraient plutôt comme leur éternel ennemi. L'esprit de Stenka Razine et de Pougatchoff était profondément enraciné dans l'âme de ce peuple. Il y avait en lui cette brutalité d'un homme que la civilisation n'a pas encore dompté et qui, rompant ses liens, se sent subitement libre.

C'est alors qu'apparut Lénine. Ses adeptes acceptaient tout ce que le peuple voulait. Les socialistes modérés, les ministres de gauche s'efforçaient encore de contrebalancer les bolcheviks, mais ce fut peine perdue. Je me rappelle à ce propos une séance fameuse consacrée à la discussion de « l'emprunt de la liberté ».

Cette fois le Soviet de Pétrograd, toujours à la recherche de la plus vaste salle, siégeait au théâtre du Peuple,

le plus grand de la capitale. Le célèbre Tsereteli était le rapporteur officiel. Orateur très fin, marxiste érudit, il s'efforça d'argumenter sa thèse du point de vue social-démocratique, argumentation excessivement compliquée et souvent contradictoire. Il soutenait que cet emprunt était indispensable pour la conduite victorieuse de la guerre, pour le succès de la révolution, pour la stabilisation du nouveau régime, pour le soutien du Gouvernement provisoire, bien que celui-ci fût, d'après lui, « bourgeois ».

Kamenev, un des leaders bolchevistes lui répondait. Son discours était infiniment moins éloquent que celui de Tsereteli, mais beaucoup plus logique et plus clair. Tsereteli, tout en jugeant que la guerre n'est qu'un instrument de l'impérialisme dont il faut finir au plus vite, disait d'autre part qu'il fallait à tout prix rester sur le front et réclamait les crédits nécessaires pour cela.

Kamenev était d'accord avec Tsereteli sur le principe même de la guerre, mais il en tirait au contraire la conclusion brutalement logique qu'il fallait désertter et surtout n'accorder au gouvernement aucun fonds qui permet de continuer la guerre.

Tsereteli, socialiste, ne laissait cependant pas au vainqueur, le prolétariat russe, le droit de s'emparer des fabriques et des usines, et même il « osait » défendre l'industrie, c'est-à-dire les capitalistes contre les exigences démesurées des ouvriers.

Et Kamenev, socialiste lui aussi, dit à ces mêmes ouvriers : « Vous avez vaincu, eh bien ! tout est maintenant à vous... »

Plus la révolution avance, plus les arguments de Kamenev, c'est-à-dire des bolcheviks en général, gagnent du terrain.

La situation du Gouvernement provisoire était de

moins en moins forte, celle de l'intégralité russe à *fortiori*. Aucune classe de la population n'était capable de donner un concours efficace au soutien de l'État. La révolution a bien prouvé que l'organisme de la Russie tzariste se maintenait par la routine d'un appareil administratif séculaire.

Que faire, maintenant que tout est renversé ? Milioukov, avec une remarquable audace où il risquait de perdre sa popularité, avait subitement proposé (au lendemain de la révolution) d'appeler au pouvoir le frère de l'empereur déchu Michel Alexandrovitch. Milioukov croyait qu'ainsi serait créé un noyau, un centre de l'Empire russe rénové. Naturellement, son projet ne réussit pas. Comment le leader de Ka-de n'avait-il pas compris que ce n'était pas tant de la personne du tzar qu'on s'était affranchi que du régime proprement dit ? C'est tout l'appareil qui ne fonctionnait plus. Les Russes se rejettent les torts les uns sur les autres, alors qu'en réalité la situation était tout simplement sans issue.

La distance entre les intellectuels et le peuple était considérable : si les hautes classes russes étaient déjà au niveau de la civilisation du xix<sup>e</sup> et du xx<sup>e</sup> siècle, le peuple était en retard de plusieurs siècles. Et la révolution ne fut d'abord qu'une formidable émeute des masses populaires arriérées qui (comme déjà aux xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles) détestaient l'État, détestaient leur gouvernement, parce qu'elles n'étaient nullement préparées à supporter l'énorme fardeau qu'impose un tel empire.

## 7. MES ADIEUX

J'ai quitté Pétrograd le 23 mars 1917. Pas définitivement, car j'y suis retourné deux fois depuis. Mais psychologiquement c'est ce jour-là que j'ai fait mes adieux à cette ville où j'avais vécu neuf ans, à laquelle me rattachent tant de souvenirs personnels, tant d'amitiés. On n'oublie jamais ses débuts dans la vie, et c'est aux brouillards et aux froids de Pétrograd que sont liées mes meilleures années.

Certes, je reconnais toujours les qualités profondes de mes maîtres russes, ainsi que leur valeur littéraire, artistique ou scientifique. Mais plus j'ai avancé dans la vie, plus j'ai appris à comprendre les côtés dangereux de la culture russe.

La lutte entre la Russie et l'Ukraine s'engagea bientôt. De la lutte naquit la guerre, de la guerre procède généralement la haine. Il est cependant possible de s'élever au-dessus de la haine, jusqu'au niveau de l'impartialité et de la justice. Je n'éprouve aucune haine pour la Russie, non plus que pour aucun autre pays, mais j'ai néanmoins la conviction absolue que le salut de l'Ukraine dépend de notre capacité de créer entre nous et les Russes une certaine distance, une distance politique (qui se fait par la frontière) et une distance morale, qui est soumise au développement de notre propre culture. Nous ne pouvons être éternellement liés à ce peuple immense, toujours atteint des maladies les plus contagieuses : l'esprit de

nihilisme, d'anarchie, la mollesse, le mysticisme, l'affaiblissement presque total de la volonté indispensable à un peuple qui veut vivre et conquérir sa place parmi les autres nations du monde.

Il fallait rompre avec cet organisme qui, d'une extrémité, le monarchisme absolu, se jetait dans l'abîme du bolchevisme. Il fallait s'opposer avec force à cet impérialisme instinctif en même temps qu'opiniâtre, à ce besoin profond et séculaire, presque inconscient de dominer, d'élargir sa puissance le plus loin possible.

\*  
\* \*

Ce fut le 23 mars 1917 qu'eurent lieu les funérailles solennelles des victimes de la révolution. Une procession énorme, plusieurs processions venant de toutes les parties de la ville et se dirigeant vers le Champ-de-Mars, — choisi pour l'inhumation, — remplirent les artères de Pétersbourg. Les cercueils recouverts d'étoffes rouges étaient portés par les ouvriers et les soldats. Des régiments entiers défilèrent, entrecoupés par d'interminables colonnes d'ouvriers, dont la plupart étaient armés, et qui attiraient particulièrement l'attention. Ils brandissaient des drapeaux rouges aux inscriptions menaçantes. Mais l'expression farouche de leurs visages était à elle seule plus éloquente que tout l'ensemble de cette démonstration colossale.

Il n'y avait ce jour-là aucun moyen de communication dans la ville : ni fiacres ni autos ni tramways. Je devais me rendre avec deux amis à un Congrès de Kiev où nous allions représenter notre groupement ukrainien de Pétersbourg. Il fallait se hâter. Une valise à la main, je parcourus plusieurs kilomètres. Mais ce n'était pas facile. Le chemin était constamment barré par d'innombrables ouvriers

qui marchaient en troupes si serrées que je devais parfois m'arrêter plus d'un quart d'heure pour les laisser passer.

Le regard hermétique, ils avançaient en ordre parfait, dans un silence que seul rompait le bruit sourd des pas sur les pavés, et ce silence était cent fois plus impressionnant que la foule la plus tumultueuse. Je compris alors que quelque chose de terrible, d'irréparable se préparait. Les paroles prophétiques de Dostoïevski s'élevèrent en moi : « *Byt Péterbourgou poustou* » (1).

Elles ne devaient pas tarder à se réaliser. D'atroces et multiples souffrances allaient s'abattre sur cette ville, construite autrefois par la main toute puissante du premier empereur russe. Beaucoup moururent de faim et de froid ou succombèrent dans les terribles tchéka de leurs nouveaux maîtres, d'autres s'enfuirent n'importe où.

Des quantités de maisons en bois furent démolies pour faire du feu, prolongeant ainsi la vie de ceux qu'elle n'avait pas encore abandonnés. Seuls demeurèrent témoins de la chute de cet Empire les beaux monuments aux colonnes blanches du style classique de Saint-Pétersbourg.

A travers d'immenses plaines et d'interminables forêts, le train m'emportait à toute allure vers le sud, vers Kiev, vers un nouveau monde, vers d'enivrantes espérances, vers l'Ukraine renaissante.

(1) « Pétersbourg sera abandonné. »

### III

## LE RÉVEIL DE L'UKRAINE



## 1. LA RÉVOLUTION NATIONALE EN UKRAINE

L'écho des événements de Péetrograd se répandit à une allure extraordinaire, et l'expression confuse et inquiète des personnalités officielles confirmèrent les nouvelles avant même qu'elles ne fussent annoncées et saluées par la presse...

La marche victorieuse de la révolution ne heurta d'obstacle sérieux ni dans les provinces de l'Empire ni dans l'armée. D'une part, cette révolution fut ratifiée par le Comité provisoire (qui forma le gouvernement) à la tête duquel se trouvaient le président de la Douma lui-même et plusieurs députés plus que modérés, ce qui impressionna certainement les fonctionnaires, les gouverneurs, etc. D'autre part, le tzar Nicolas II, puis son frère Michel, ayant abdiqué l'un après l'autre, les militaires les plus disciplinés furent dégagés de leur serment à l'empereur, serment qu'ils prêtèrent quelques jours plus tard au nouveau gouvernement. Mais en dehors même de ces moments de pures formalités, la droite était tellement faible, ou plutôt tellement intimidée par les événements, par le mécontentement général, qu'elle ne paraissait pas elle-même très sûre de ses convictions et de ses droits. En tout cas, jusqu'à l'automne de 1917 elle ne tenta aucune réaction, aucune défense de la famille impériale. Nicolas II dut faire quelques réflexions amères : il n'y avait pas si longtemps qu'il faisait encore des visites officielles dans diverses parties de l'Empire, tou-

jours « acclamé par le peuple », et trouvant partout de fervents monarchistes qui déclaraient lui être dévoués jusqu'à la mort. Qu'étaient-ils devenus au moment le plus tragique de la vie du tzar ?

La révolution se propagea d'une façon presque identique dans les provinces de l'Empire. Le Gouvernement provisoire destitua automatiquement tous les gouverneurs et à leur place nomma avec le titre de « commissaires » les présidents de « Zemstvo » considérés comme plus dignes de confiance. Des émissaires du gouvernement, différents députés de la Douma, entreprirent de grandes tournées de conférences pour expliquer ce qui passait à Pétrograd. Les Soviets se montraient également actifs et lançaient des appels au peuple et à l'armée. Partout des meetings s'organisaient avec des discours enthousiastes et enflammés. Et partout se posa la même question qu'à Pétrograd : les Soviets ou le Gouvernement provisoire ?

Dans les villes des Comités unifiés furent organisés, composés des représentants des divers partis politiques et de toutes sortes d'organisations. Ces Comités remplacèrent vite les Doumas des villes (mairies), ne comportant en majorité que des éléments de droite.

D'autre part, se formaient les Soviets locaux des ouvriers et des soldats, et, plus tard, des paysans. Mais chez les peuples asservis par les tzars, en dehors de ces événements partout répétés, on entrevit, dès les premiers jours de la révolution, un élément capital dont on ne s'apercevait ni à Moscou ni à Pétrograd ni dans aucune autre ville purement russe : c'est l'esprit patriotique de chaque nationalité qui se préparait à la vie libre.

Certes, tout comme en Russie, il se forma des Comités révolutionnaires et des Soviets à Kiev et dans les autres villes d'Ukraine. Comme partout aussi, ces Comités et

ces Soviets se crurent un certain temps les maîtres de la situation, mais quelque chose d'inattendu survint pour les Russes, inattendu même pour ceux qui habitaient l'Ukraine : les traditions qu'on croyait oubliées réapparurent et la révolution en Ukraine revêtit un caractère nettement national et patriotique.

\* \* \*

Quand j'ai quitté Pétrograd le jour des funérailles des victimes de la révolution, j'étais hanté par ces scènes tragiques, par les plus noirs pressentiments. Le train m'emportait à travers l'immense Empire, si triste, si profondément triste et monotone... Mais à mesure que nous approchions de l'Ukraine, ma pensée s'éloignait elle aussi de la Russie et de ses terribles conflits sociaux et politiques pour s'élancer au-devant de ce qui m'exaltait par-dessus tout : l'Ukraine.

C'est avec une impatiente émotion que je traversai les grandes forêts de pins qui précèdent l'arrivée devant le Dniepre, fleuve si cher à chaque Ukrainien, tellement lié à toute notre histoire, et auquel tant de souvenirs personnels m'attachent... Le voilà enfin, magnifique, large au printemps de plusieurs kilomètres. Au-dessus du fleuve, sur de verdoyantes collines, se dresse Kiev lui-même, ses églises blanches et ses coupes tantôt dorées, tantôt vertes et bleues. Tout en haut, dominant ce tableau presque féérique, c'est le clocher de Lavra, le couvent millénaire...

C'est mon frère Vladimir qui vint à ma rencontre et qui me mit hâtivement au courant de tout ce qui s'était passé à Kiev, surtout les derniers jours. Et je me rendis compte que si on n'ignorait rien à Pétrograd des grands progrès du mouvement patriotique pendant les dix der-

nières années et surtout aux approches de la révolution, on ne savait absolument pas à quoi s'en tenir sur les proportions qu'avait pris ce mouvement depuis quelques semaines. Une grande manifestation nationale avait eu lieu à Kiev à la veille de mon retour. Non seulement des milliers et des milliers de patriotes de notre capitale étaient descendus dans les rues, mais aussi une quantité de paysans des environs, venus pour cette fête de la liberté. Cent mille hommes défilèrent dans les principales artères de Kiev et sur la place historique de la vieille cathédrale de Sainte-Sophie où s'élève le monument du grand Hetman Bogdan Khmel'nitski. Des drapeaux ukrainiens, jaune et bleu, flottaient partout, et le spectacle était impressionnant de cette « procession » patriotique et triomphale sous un radieux soleil de printemps.

Le célèbre artiste Sadovsky, interprète des grandes figures historiques de l'Ukraine, parut dans le costume du vieil hetman, sur un cheval blanc... Plusieurs discours enthousiastes furent prononcés, mais c'est celui de Michel Hrouchevsky qui produisit l'impression la plus intense.

Poursuivi par la police tzariste, déporté en Russie centrale, il avait pu rentrer dans le pays et la seule apparition du chef du mouvement suffisait à susciter une grande émotion parmi la foule. Historien de haute valeur, d'une capacité de travail immense, Hrouchevsky n'avait pas la réputation d'un grand orateur. Mais les événements ont prouvé qu'il fut à un moment donné capable d'enclorre en un discours toute son émotion profonde et d'incarner avec la force la plus pathétique et la plus entraînante les plus nobles aspirations de son pays.

Un congrès des coopératives du gouvernement de Kiev venait également de se réunir. D'ailleurs, il faut dire que le mouvement coopératif en Ukraine était déjà

très développé avant la révolution. Ayant pour but l'amélioration de la vie des paysans, les coopératives formaient des unions, faisaient paraître (malgré la censure) quelques petites revues populaires en langue ukrainienne et furent un des éléments essentiels de la propagande nationale.

La réunion de ce congrès coopératif de caractère plutôt économique eut cependant une signification politique très importante : de simples paysans, divers représentants de coopératives dispersées dans tout le gouvernement de Kiev, y ont formulé des revendications bien nettes, qui visaient non seulement l'établissement de l'école nationale et la pleine liberté de la langue mais *l'autonomie politique de l'Ukraine*.

La presse signala des réunions populaires patriotiques dans toute l'Ukraine. Dans les villes ou dans les campagnes, on formulait à peu près les mêmes revendications nationales. D'autre part, les soldats et les officiers ukrainiens, aussi bien dans le pays même que sur les fronts divers ou dans les garnisons les plus éloignées, oubliés quelque part dans la Russie du Nord, en Sibérie, dans l'Asie centrale, exprimaient les mêmes sentiments patriotiques. C'était comme un courant électrique qui traversait le cœur de tous les Ukrainiens.

Tel un feu qui ayant longtemps couvé sous la cendre prend tout à coup sa revanche en jaillissant par grandes flammes, tel le sentiment national ukrainien parut subit, inattendu, incompréhensible aux spectateurs étrangers. Les Russes s'en méfièrent aussitôt. Ceux que préoccupaient seuls à ce moment les graves problèmes sociaux et politiques ne comprenaient pas d'où pouvait venir ce « sentiment patriotique » des Ukrainiens...

Et ils crurent qu'un grand complot, une organisation formidable avait préparé ce mouvement si puissant et

si identique malgré les distances. Ils soupçonnèrent même les Allemands et les Autrichiens d'en avoir été les instigateurs.

Est-il nécessaire de réfuter des suppositions tellement absurdes ? Les Français, et tous les Occidentaux, ceux qui savent ce qu'est le sentiment national, comprendront que parfois assoupi, voire endormi, ce sentiment peut se réveiller et saisir brusquement une nation tout entière. Point n'est besoin d'une grande propagande pour que se serre le cœur des Français au moment où un danger menace leur patrie, point n'est besoin de les inviter à se réjouir quand une bataille est gagnée, quand la victoire se dessine...

La presse ukrainienne presque inexistante à la veille de la révolution, commença déjà à prendre de l'extension en mars 1917. Plusieurs périodiques parurent à Kiev. Le plus important d'entre eux fut *La Rada nouvelle* dirigé par Serge Efremov et où les articles énergiques de Hrouchevsky résumaient nos revendications nationales. Plusieurs maisons d'édition qui auparavant végétaient reprirent une grande activité, d'autres furent créées. A peine parus, les livres et les brochures en langue ukrainienne disparaissaient des librairies, aussitôt achetés par la masse des lecteurs. Les éditeurs pouvaient à peine satisfaire le désir du peuple ukrainien de posséder enfin un livre en sa propre langue.

Le problème de l'école se posa très vite. On en référa au gouvernement provisoire et le nouveau régime ne fit guère d'opposition. Mais comme toutes les écoles ukrainiennes avaient été rigoureusement interdites par le gouvernement tzariste, il fallait créer tout ce qui était nécessaire à leur organisation. Les livres scolaires qui existaient déjà furent réédités en grand nombre, de nouveaux manuels furent commandés. Les pédagogues

les plus renommés de Kiev et des principales villes ukrainiennes se réunissaient, formaient des commissions chargées de préparer les nouveaux programmes ou s'occupaient de faire établir une terminologie là où elle manquait. D'autre part, et surtout en été, on organisa dans toute l'Ukraine des cours spéciaux d'un ou deux mois pour donner aux instituteurs et aux institutrices des écoles primaires et même secondaires les enseignements indispensables à la transformation de l'école russe en école ukrainienne. Il y eut des cours de grammaire ukrainienne, d'histoire et de littérature, de géographie et de sciences. Je fus moi-même plusieurs fois invité à donner des leçons d'histoire ou à parler de la politique et de l'importance pour l'Ukraine des événements présents.

On dut tout créer ou réorganiser : l'école primaire d'abord, ensuite plusieurs lycées dans différentes villes, des chaires dans les universités, puis des universités ukrainiennes tout entières, une Académie des Beaux-Arts, et, plus tard (en 1918), une Académie des sciences et des lettres. Ce fut un travail considérable et ce travail constitue peut-être le meilleur et le plus durable souvenir du réveil d'un peuple de quarante millions d'âmes.

## 2. LA CRÉATION DE LA RADA CENTRALE

En même temps, l'Ukraine s'organisait politiquement. Dès le commencement du mois de mars, le Comité général de la Société des Progressistes ukrainiens (T. U. P.) eut l'idée de créer un organe qui serait le centre national de l'Ukraine. Partout (comme à Pétrograd, par exemple), des conseils (ou, en ukrainien, « Rada ») nationaux avaient été constitués. Il manquait un organe qui les aurait tous unis. C'est dans le but de constituer cette union que le Comité général des Progressistes groupa des représentants de toutes les organisations ukrainiennes politiques, économiques et autres. Ainsi fut formé le noyau de la *Rada centrale* dont on donna la présidence au professeur Hrouchevsky dès le retour de celui-ci à Kiev.

Bien qu'à la fin du mois de mars nombreux aient été les Comités dispersés à travers toute l'Ukraine ayant déjà reconnu l'autorité de la Rada centrale, son but n'était pas atteint : il fallait lui conférer une autorité véritable. A cette fin, un *Congrès national* se réunit à Kiev du 5 au 8 avril 1917.

Le principe était celui-ci : chaque organisation politique, économique ou sociale avait le droit, à condition qu'elle reconnût les revendications nationales de l'Ukraine (son autonomie politique avant tout), d'envoyer son représentant. D'autre part, chaque commune de pays qui se ralliait à ce principe avait également le droit d'envoyer son représentant.

Les préparatifs de ce Congrès se sont faits avec une rapidité qu'on ne connaît qu'au cours des révolutions et sa réunion à Kiev donna lieu à une grande fête nationale.

Le 5 avril, jour de l'ouverture, des délégués commencèrent bien avant l'heure à remplir la salle toute décorée de nos drapeaux nationaux, de fleurs et de guirlandes. L'émotion était grande, l'atmosphère nerveuse et solennelle. Enfin, Hrouchevsky (nommé président d'honneur) monta à la tribune et proclama dans une allocution aussi brève qu'énergique l'ouverture du Congrès. Plusieurs discours furent prononcés. Le premier par Dmitro Dorochenko, homme de lettres, historien et patriote bien connu qui fit avec beaucoup d'éloquence l'historique des revendications ukrainiennes. Les suivants par Matouchevsky, hélas mort depuis, Sadovsky, etc.

A mon tour, je dus prendre la parole à propos de l'organisation politique de l'Ukraine et de ses rapports avec la Russie. Malgré la gravité des circonstances, j'avais eu la témérité de ne pas écrire mon discours et de ne prendre sur moi que quelques notes indispensables. Cette imprudence m'a favorisé. Contrairement à ce que nous avons supposé, l'assistance comportait au lieu d'une majorité d'intellectuels, une majorité de paysans, d'hommes du peuple envoyés par de nombreuses communes de tous les points de l'Ukraine. Mille cinq cents délégués participèrent à ce Congrès qui obtint un grand succès. Nous eûmes là la preuve du sentiment patriotique des masses populaires ukrainiennes. Libre de tout texte, je pus facilement modifier mon discours, le rendre plus accessible à mon auditoire.

Les souvenirs de cette journée amènent chez moi quelques réflexions d'ordre plus général : il y a dans la vie des peuples des périodes où dominant tantôt la philosophie, tantôt la science, tantôt l'art ou la littérature.

La révolution, c'est l'ère de l'esprit oratoire. On vilipende trop facilement les « bavards » de la révolution. On oublie les sentiments qui suscitent et animent ce « bavardage ». L'art oratoire comporte parfois un élément mystique. Je ne peux guère qualifier autrement ce lien qui unit l'orateur à son auditoire. Tout ne dépend pas du premier. C'est l'atmosphère générale qui entraîne l'orateur, mais c'est à l'intuition de celui-ci qu'il appartient de saisir le sentiment de la foule, de trouver les paroles susceptibles d'enflammer la masse et de la maîtriser. Ceux qui ne connaissent les révolutions que par ce qu'ils en ont lu, ceux qui n'ont pas éprouvé cette nervosité, cet enthousiasme plein d'orgueil ou d'abnégation, ne peuvent pas comprendre l'émotion de la foule et celle du tribun qui l'entraîne...

Le Congrès poursuivit ses travaux, admettant des résolutions importantes et surtout donnant de nouvelles bases à la Rada centrale. Celle-ci fut constituée d'après les mêmes principes que le Congrès national : on forma dans les chefs-lieux de chaque gouvernement de l'Ukraine des Congrès locaux où on devait élire les représentants définitifs à la Rada centrale.

La Rada centrale devint bientôt une organisation très vaste qui ne pouvait pas se réunir constamment. A Kiev, le Comité de la Rada la « Petite Rada » siégeait en permanence, et la Rada centrale véritable ne se réunissait qu'une fois par mois pendant quelques jours.

Vers le mois de mai, on convoqua de tout l'Empire à Pétrograd des représentants des Soviets locaux de soldats, de paysans et d'ouvriers. Ces Congrès soviétiques se réunissaient l'un après l'autre. Les délégués ukrainiens de ces trois groupes furent également invités. Mais, pour mieux marquer leur patriotisme, les partis ukrainiens de gauche ont de leur côté réuni à Kiev les

représentants des paysans de toute l'Ukraine, ainsi que ceux des ouvriers et des soldats. Chaque commune paysanne sans distinction avait le droit d'envoyer son délégué. Ainsi, vers la fin du mois de mai, près de deux mille communes de l'Ukraine furent représentées. Ce Congrès formula les revendications ukrainiennes d'une façon encore plus absolue que le Congrès national du 8 avril. Et de semaine en semaine, de mois en mois, l'atmosphère patriotique devenait de plus en plus ardente en Ukraine.

Plus tard eut lieu le Congrès des ouvriers de toute l'Ukraine et, enfin, au cours des mois de mai et de juin, on convoqua deux Congrès des délégués des soldats ukrainiens dispersés sur tous les fronts et dans diverses garnisons. Près de trois millions de militaires furent ainsi représentés. Nous parlerons encore de leurs revendications particulières, mais nous devons signaler dès maintenant que ces Congrès furent avant tout nationalistes et que leurs projets révolutionnaires étaient si ardents que les dirigeants, surtout Simon Petlura dont l'autorité se manifestait déjà grande, durent faire beaucoup d'efforts pour apaiser ce patriotisme débordant.

Tous ces Congrès, celui des paysans comme ceux des ouvriers et des soldats de l'Ukraine, ont délégué un assez grand nombre de leurs représentants à la Rada centrale, augmentant d'autant son autorité et l'orientant de plus en plus à gauche.

Mais jusqu'alors seuls les Ukrainiens avaient participé à la Rada centrale. Il faut dire qu'en Ukraine il existe également des minorités : russes, israélites, polonaises et en outre quelques groupements d'autres nationalités (les colons allemands, tchèques, grecs, etc.), mais dont le nombre est insignifiant en regard de la population autochtone. Ces minorités composaient 20 % de la popu-

lation de l'Ukraine, mais quoique se trouvant plus ou moins dispersées dans le pays, ce qui diminuait considérablement leur importance, il ne faut pas oublier qu'elles habitaient en très grande majorité les villes, et que toutes les classes supérieures, la bourgeoisie et la grande masse des « pomiechtchik » (1) appartenaient à l'une des minorités nationales, ou tout au moins se considéraient comme leur appartenant (nous faisons surtout allusion aux Ukrainiens russifiés ou polonisés). L'importance de ces minorités était donc loin d'être nulle. Elles se considéraient elles-mêmes comme les vrais maîtres du pays. Il va sans dire que les Russes étaient protégés par le gouvernement tzariste : tous les « tchinovnik » (2) étaient ou se disaient russes. D'autre part, les intellectuels russes appartenant aux professions libérales, et ayant des convictions parfois révolutionnaires et socialistes détestaient ces « tchinovnik », mais ils profitaient néanmoins des privilèges accordés à leur langue et à leur culture nationale par ces agents du tzarisme.

Quoique persécutés par le gouvernement du tzar, les Polonais et les Israélites avaient aussi des privilèges sociaux : les grands propriétaires fonciers de toute la rive droite du Dniepre (qui coupe le pays en deux) étaient soit des Polonais soit des Ukrainiens polonisés, et toute la finance et presque tout le commerce et l'industrie (qui n'étaient pas entre les mains des étrangers) appartenaient aux Israélites.

Ainsi le mouvement patriotique ukrainien prit-il également un caractère social, dirigé contre ces minorités dominantes. Il y eut d'autre part une rivalité entre la campagne ukrainienne et les villes, surtout les grandes

(1) Châtelains.

(2) Fonctionnaires dans différentes institutions d'État.

villes (comme Odessa, Kiev, Kharkov) où dominaient les minorités. Les Israélites n'étaient évidemment pas tous riches : à côté des banquiers on trouvait des milliers d'artisans pauvres. Mais ceux-ci avaient également des intérêts spéciaux (ils allaient bientôt soutenir franchement les bolcheviks) très différents de ceux des paysans ukrainiens. On voit combien le mouvement patriotique en Ukraine se compliquait de graves problèmes d'ordre social et national. Et c'est ce qui explique la nécessité du paragraphe que les dirigeants de la politique ukrainienne ajoutèrent, dès le début de la révolution, à leur résolution : « Tout en garantissant aux minorités les droits qui les concernent. »

C'est aussi pourquoi au cours du Congrès national du 8 avril, un des discours officiels fut consacré aux minorités, et que, plus tard, alors que j'étais ministre des Nationalités, un statut spécial de « l'autonomie personnelle » fut élaboré en Ukraine pour les minorités.

Les Polonais, — surtout le parti démocratique, — se réconcilièrent très vite avec le mouvement patriotique en Ukraine et l'appuyèrent toujours. Les Israélites étaient divisés : un certain nombre d'entre eux se considéraient comme Russes et jouaient un rôle prépondérant dans les partis russes, notamment chez les « Ka-de » (parti de M. Milioukov) et dans tous les clans socialistes. Ils se montraient particulièrement intransigeants à l'égard du mouvement ukrainien. Mais la majorité des Israélites soutenait le parti *sioniste* et quelques autres qui entretenaient les relations amicales avec les Ukrainiens.

Les plus difficiles étaient certainement les Russes. Dès que la révolution fut connue à Kiev, ils y organisèrent comme ailleurs un Comité politique auquel prirent part les Polonais, les Israélites et les partis ukrainiens eux-mêmes. Les démocrates et les socialistes russes vivant en

Ukraine se considéraient en mars 1917 comme les maîtres de la situation. Ils étaient d'ailleurs toujours plus ou moins en relations avec les hommes politiques ukrainiens. Avant la révolution, ils semblaient même parfois sympathiser avec eux, mais ils jugeaient en réalité le mouvement patriotique ukrainien insignifiant. A Kiev, ils se considéraient comme « chez eux ». Il est difficile de faire admettre jusqu'à quel point ces Russes de l'Ukraine, ces habitants des grandes villes, ignoraient ce qui se passait dans le pays, quel progrès encore sourd mais déjà puissant accomplissait le mouvement patriotique à travers toute l'Ukraine. Quand, en mars 1917, la vérité éclata, ils en furent aussi stupéfaits qu'indignés. Partout où se rencontraient des Ukrainiens et des Russes, des discussions très violentes s'engageaient, et lorsqu'ils se trouvaient à bout d'arguments, la menace de faire agir les baïonnettes russes intervenait infailliblement.

Ce fut une lutte incessante entre ceux qui se croyaient enfin les maîtres (les agents tzaristes n'existaient plus) et ceux qui le devinrent véritablement. La popularité de la Rada centrale augmentait de jour en jour dans le pays. Elle avait déjà pris une telle importance en juin 1917 que le Comité révolutionnaire de Kiev (où les Russes dominèrent) commença les pourparlers avec elle. Plus que cela : les Russes (comme les Israélites et les Polonais) insistèrent pour obtenir des sièges dans cette institution qu'ils haïssaient profondément. Ils allèrent jusqu'à solliciter l'appui du Gouvernement provisoire lui-même qui, nous le verrons, le leur accorda.

De leur côté, les Ukrainiens ne demandaient pas mieux que de se réconcilier avec les minorités : au commencement de juillet, les Russes, les Israélites et les Polonais obtinrent 25 % des sièges, bien que n'ayant effectivement droit qu'à 20 %. Ce fut une très grande victoire de la

*Rada centrale et du mouvement patriotique en Ukraine.*

La Rada centrale étant définitivement formée, elle va établir les actes les plus importants pour l'Ukraine. Par eux elle fut et demeure encore à l'heure actuelle, en 1935, la cause d'âpres discussions. Les Russes contestent toujours son autorité, mais comment oublier qu'ils ont pris part eux-mêmes à ces travaux et qu'ils ont fait, en juillet 1917, le geste de la réconciliation ? Leur gouvernement, le président du Conseil Kerenski lui-même, viendra, nous le verrons, traiter avec la Rada.

Que représentait donc cette nouvelle institution ? Elle n'avait pas été constituée par des élections ordinaires démocratiques. Elle eut plutôt pour base une représentation corporative. Les monarchistes ukrainiens reprochent à la Rada centrale son orientation très à gauche. Il ne faut pas oublier qu'on se trouvait en pleine période révolutionnaire. Les gauches tout naturellement dominaient. Mais, gauche ou droite, chaque Chambre, chaque Parlement représente toujours les intérêts et *la volonté* du pays. La Rada centrale, si avancées que fussent ses réformes sociales, doit avoir, en ce qui concerne les problèmes nationaux, une autorité inébranlable et sacrée pour chaque Ukrainien.

D'ailleurs, on procéda à plusieurs élections générales en Ukraine en 1917 : élections universelles, égales, secrètes, directes et proportionnelles. En septembre 1917, l'Ukraine prit part aux élections à la Constituante de l'Empire et 75 % des députés qui furent élus en Ukraine appartenaient aux partis nationalistes ukrainiens. Plus tard, vers la fin de l'année, eurent lieu les élections à la Constituante ukrainienne, donnant un résultat encore plus frappant pour les partis politiques ukrainiens. D'ailleurs, ce furent les mêmes leaders ukrainiens siégeant à la Rada centrale qui furent réélus par le peuple. Malgré

tous leurs efforts, les partis russes furent battus partout dans la campagne ukrainienne. Dans les villes, ils durent également entrer en lutte avec les partis ukrainiens et surtout avec les partis israélites et polonais : il ne leur restait pas beaucoup de place. Leur seule consolation jusqu'alors fut dans les élections municipales des grandes villes. Ainsi, à Kiev, les Ukrainiens n'obtinrent que 25 % des sièges, le reste se répartissant entre les Russes, les Israélites et les Polonais. Mais plus les villes étaient petites, plus la proportion augmentait en faveur des Ukrainiens.

Ce sont surtout les élections pour le Zemstvo qui furent significatives. Les Zemstvo, institutions très importantes et utiles de la vieille Russie (1) étaient fondés sur les élections censitaires. Dès le début de la révolution, on les réorganisa sur des bases démocratiques. A ces élections du nouveau Zemstvo contribua toute la population de chaque district. Ce furent donc les patriotes ukrainiens qui y dominèrent d'une façon absolue, ayant plus de 80 % des voix. En 1918, Petlura devint président du Zemstvo du gouvernement de Kiev et président de l'Union de tous les Zemstvo de l'Ukraine. Ainsi, cette vaste institution eut les mêmes tendances nationalistes que la Rada centrale dont la popularité était manifeste. D'ailleurs, en juin 1917, elle n'était plus contestée par personne. Et tout le monde reconnaissait que c'est à elle que revenait toute la confiance du peuple.

— Pourquoi ne prenez-vous pas le pouvoir ? nous disait-on, vous êtes les seuls capables d'arrêter la marche de l'anarchie venant du nord.

C'était l'opinion de tous ceux que cette anarchie commençait d'inquiéter. On pouvait constater, nous

(1) Voir page 40 (remarque).

l'avons dit, des événements analogues dans les différentes parties de l'Empire, peuplées par les nationalités allo-gènes, c'est-à-dire non russes. Les Finlandais, les Polonais, les Esthoniens, les Lettons, les Lithuaniens éprouvaient de leur côté les mêmes émotions patriotiques et préparaient fiévreusement l'organisation de leur pays. Il en était de même au sud et à l'est de l'Ukraine, chez tous les peuples caucasiens, au Turkestan, chez les Cosaques du Don, chez les Tartares ; partout on travaillait, on s'enthousiasmait pour les mêmes idées patriotiques.

Ainsi se divisa l'ancien Empire russe : le noyau, la Russie, ou plutôt la Moscovie proprement dite, était en 1917 internationaliste et courait à l'anarchie et au joug bolcheviste. Ce furent donc les peuples non russes qui présentèrent à ce moment le seul élément d'ordre sur lequel on pût compter.

Le Gouvernement provisoire allait-il en tirer profit ? Et lequel des deux éléments devait l'emporter ? L'internationalisme et le nationalisme vivaient côte à côte. Pas de frontière politique entre eux. Ces deux éléments luttèrent avec acharnement. Et si l'ordre a pu triompher dans les pays du nord et de l'occident (Finlande, Pays Baltes, Pologne), l'Ukraine, le Caucase et le Turkestan furent finalement submergés par le soi-disant internationalisme, en vérité par l'impérialisme rouge de Moscou.

Mais il me faut revenir à la Rada centrale et aux revendications de l'Ukraine.

### 3. « UNIVERSAL »

Quelles furent les revendications politiques de l'Ukraine au commencement de la révolution, au moment où se formait la Rada centrale ?

L'idée de l'indépendance absolue qui est devenue en quelques mois le mot d'ordre de tous les Ukrainiens n'était pas encore formulée. Elle existait évidemment, on la discutait sans cesse, mais, jusqu'à l'automne de 1917, on s'en tint officiellement à la base de *l'autonomie de l'Ukraine et au lien fédératif* avec la Russie nouvelle, ainsi qu'avec les autres peuples qui avaient fait partie autrefois de l'Empire, et qui devenaient maintenant libres, comme l'Ukraine elle-même.

Ce sont ces mêmes idées de fédération que partageaient la plupart des hommes politiques ukrainiens au XIX<sup>e</sup> siècle. Bien que Chevtchenko détestât profondément les tzars et la Moscovie qui avaient dominé l'Ukraine et son peuple en le donnant en servage aux nobles, la « Confrérie Cyril et Methode », dont le grand poète était l'âme, et dont ses amis, l'historien Kostomarov et l'écrivain Koulich, furent les membres principaux, rêvait d'une confédération des peuples slaves, parmi lesquels l'Ukraine devait occuper une place égale aux autres.

Pourquoi ne posait-on pas nettement la question de l'indépendance ?

On la considérait comme un droit, mais on estimait qu'il n'était guère possible d'arracher du jour au lende-

main l'Ukraine au servage dans lequel elle était tombée.

L'idée panslaviste en général avait toujours un double sens : les faibles, par exemple les Tchèques dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, voyaient dans la solidarité slave une force morale et matérielle susceptible de contrebalancer le germanisme qui les menaçait surtout. Les Russes, tout au contraire, sous le masque du panslavisme et du « slavianofilstvo » ne voulaient que dominer en « guidant » soi-disant les faibles. Si les membres de la « Confrérie Cyril et Methode » s'attachaient à cette idée qui fut à la mode en 1848, c'est parce qu'ils croyaient qu'en réunissant tous les peuples slaves sur la base d'une confédération, on pourrait arriver plus facilement à obtenir l'autonomie de l'Ukraine même. Mais il y avait au fond de leur pensée beaucoup plus d'idéalisme que de calculs d'ordre pratique...

Infiniment plus réaliste fut le projet de Dragomanov, qui dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle prêcha nettement la réorganisation de l'Empire russe sur la base fédérative. Est-ce à dire que ce grand homme politique ne trouvait pas le peuple ukrainien digne d'être indépendant, d'avoir son État à lui ? Certes non ! Dans la polémique qu'il mena contre certains patriotes qui lui reprochaient d'être trop modéré, Dragomanov répondit qu'en principe il *reconnaissait le droit absolu de l'Ukraine à l'indépendance*, mais il voyait l'énorme force de l'Empire russe et il comprenait que pour s'opposer à elle, il fallait des circonstances politiques qui n'existaient pas encore à cette époque. Une tâche beaucoup plus élémentaire le préoccupait : il s'efforçait avec d'autres patriotes de réveiller le peuple ukrainien qui dormait sous le joug séculaire.

Ne voyant pas d'autre moyen, Dragomanov songea à réformer la Russie tzariste, à la reconstituer sur les principes démocratiques et fédératifs, et à créer ainsi de

nouvelles conditions d'après lesquelles le peuple ukrainien pourrait reprendre sa vie nationale.

Dragomanov fut donc le premier à donner aux Russes eux-mêmes un programme politique, le projet d'une constitution. Et c'est ainsi que le chef politique du mouvement patriotique ukrainien est devenu le *fondateur du parti libéral* en Russie. Autrefois, les libéraux russes avaient admis ces idées constitutionnelles, reconnaissant Dragomanov comme leur chef, mais ils combattaient son idée de fédéralisme. Maintenant, ils l'auraient volontiers acceptée. Peut-être parce qu'il était trop tard !

De leur côté, beaucoup d'Ukrainiens nationalistes renient aujourd'hui Dragomanov parce qu'il fut fédéraliste alors que nous sommes tous à présent pour l'indépendance absolue de notre peuple. Ils oublient que c'est grâce aux efforts de ce même Dragomanov que nous sommes parvenus à nos idées actuelles. Un des chefs des Tchèques au XIX<sup>e</sup> siècle, le grand historien Palacky était lui aussi fédéraliste et il s'efforçait de sauver l'Autriche coûte que coûte. Ce temps est révolu, les Tchèques ont fondé leur État, mais ils n'ont pas renversé la statue de Palacky et son nom est vénéré comme celui d'un des plus grands patriotes de l'histoire tchèque. Ce sont eux qui ont raison. Pour ma part, je me souviendrai toujours avec fierté d'avoir été appelé à saluer au nom des Ukrainiens la mémoire du grand savant, publiciste et patriote de l'Ukraine, Michel Dragomanov, lorsque, le 13 juin 1930, une plaque commémorative fut apposée sur la modeste maison qu'il habita à Genève de 1881 à 1889.

Ce sont ces motifs réalistes qui, en 1917, poussèrent tous les Ukrainiens à formuler la même adresse politique : l'autonomie de l'Ukraine et la réorganisation de l'Empire sur une base fédérative.

*Au printemps de la révolution, on caressait encore quelque*

*espoir de pouvoir s'entendre avec la démocratie russe. On croyait encore en elle. D'autre part, la Russie existait toujours. Elle gardait une certaine force de résistance. Nous n'étions qu'au début de notre organisation nationale. Et puis c'était la guerre. Était-il prudent dans une période si difficile de faire une tentative de séparation ? Avions-nous des finances, une administration, une armée ? Avions-nous préparé les puissances étrangères à nous admettre parmi elles à titre d'État libre ? Pour obtenir l'indépendance immédiate, un seul moyen nous était offert : nous appuyer sur les ennemis de la Russie, sur l'Allemagne et sur l'Autriche... Mais c'était un moyen absolument contraire aux vœux de tous les Ukrainiens, exception faite pour ceux qui résidaient précisément en Autriche. On voulait que l'Ukraine s'affranchît par ses propres forces.*

\* \* \*

Les grandes lignes de notre politique furent sérieusement discutées au cours du premier Congrès auquel j'ai assisté à Kiev, le 24 mars 1917, en arrivant de Petrograd. Il fut tenu dans la salle du Musée pédagogique de Kiev qui portait le nom du prince héritier de Russie, Alexis. C'est là qu'allait siéger la Rada centrale, et cet élégant bâtiment tout blanc et très simple restera toujours lié dans notre mémoire à l'année 1917.

Dès mon arrivée, à la veille du Congrès de Kiev, je fus informé de la scission qui s'était déclarée parmi les membres du Comité général de la Société des Progressistes. La majorité estimait qu'il ne fallait pas brusquer les événements ni faire aucune démarche susceptible de provoquer de grandes complications, voire même d'être fatales au mouvement patriotique en Ukraine. Mais il

y avait une minorité très radicale et l'importance de cette minorité fut d'autant plus grande que c'est Michel Hrouchevsky qui la représentait.

Les débats furent au début calmes et joyeux : les délégués venant des diverses provinces de l'Ukraine parlaient l'un après l'autre de l'énergie avec laquelle la révolution nationale éclatait partout.

Tout le monde était d'accord au sujet de nos revendications générales : l'autonomie de l'Ukraine, la réorganisation de la Russie sur la base fédérative.

Mais il s'agissait de savoir s'il fallait employer les moyens légaux vis-à-vis du gouvernement de Pétrograd, ou organiser l'autonomie nationale sans tenir compte de l'opinion des autorités russes. Fallait-il dès lors convoquer la Constituante ukrainienne ?

Dans les quelques discours qui furent prononcés à ce propos, ce fut la modération qui prédomina. Le plus énergique en ce sens fut M. Prokopovitch (futur président du Conseil), brillamment soutenu par l'éloquent discours de M. Dorochenko.

Mais voici que soudain Hrouchevsky prend la parole. C'était naturellement lui qui présidait. Plusieurs ovations lui avaient été faites au commencement et au cours du Congrès. Il était à l'apogée de sa carrière politique : tout le monde reconnaissait son autorité et son immense valeur politique, scientifique et littéraire. Son discours fut de ceux que l'on n'oublie pas facilement. Il parlait avec une conviction profonde, appuyée sur une ample et très logique argumentation. Il témoigna d'un grand esprit de prévoyance en émettant des doutes sur les capacités du Gouvernement provisoire pour accomplir sa tâche. Au moment où tout le monde voulait encore être optimiste (on n'était que le 25 mars 1917), Hrouchevsky fut le prophète du mal et de l'anarchie qui

devaient venir. Il conclut par conséquent en conseillant de ne pas attendre les décisions de Pétrograd pour commencer l'organisation effective de l'autonomie ukrainienne, — de proclamer immédiatement la convocation de la Constituante ukrainienne, — de créer le noyau du futur gouvernement de l'Ukraine sans compter sur le pouvoir du Gouvernement provisoire dont peut-être aucune trace ne resterait quelques mois plus tard.

Ce discours, écouté avec une attention particulière, produisit une impression considérable ; et je sentis que l'opinion de la grande majorité de cette assistance allait peut-être passer du côté de Hrouchevsky.

Mon tour étant de parler après lui, il me fallait à tout prix renverser cette logique d'apparence inébranlable. Je rendis un juste hommage à l'éminent historien et homme politique qu'était Hrouchevsky. Puis, suivant la méthode qui admet tout ce qu'on peut admettre parmi les idées de son adversaire, je me ralliai complètement à cet avis qu'il était indispensable de créer l'autonomie effective de l'Ukraine, mais je doutais qu'il fallût suivre les méthodes révolutionnaires vis-à-vis du Gouvernement provisoire, une révolte de notre part me semblant susceptible de contribuer à l'avortement de la révolution et à un rétablissement de l'ancien régime.

Je savais que tout le monde, et Hrouchevsky lui-même, restaient sous l'impression de la grandiose manifestation ukrainienne à Kiev et dans toute l'Ukraine. Mais il ne fallait pas se laisser éblouir par des fêtes, aussi enthousiasmantes fussent-elles. Il ne fallait pas oublier que, toujours prêt pour les réjouissances révolutionnaires, on ne l'est pas toujours pour la bataille. La guerre à nos portes, le front tout proche, comment pouvions-nous envisager une rupture complète avec Pétrograd ? Et les minorités nationales ? Pouvions-nous évaluer dès ce

moment l'importance de notre « Ulster » ukrainien ? Je dis à mes compatriotes que c'est au moment d'une révolution, où les vieilles lois tombent, qu'il faut savoir intuitivement saisir les lois qui doivent naître, les lois de la révolution elle-même. Si « tout est permis », il faut néanmoins être assez prudent pour ne pas devancer les événements. En un mot, je me résumai : « Allons vers l'autonomie, mais suivons des moyens loyaux. »

Les manifestations de l'auditoire prouvèrent que la cause était gagnée. Malgré les deux discours qui suivirent, se ralliant à la thèse de Hrouchevsky, celui-ci ne formula même pas sa motion et ne la présenta pas aux votes. L'esprit de modération avait triomphé. Hrouchevsky n'exprima aucun reproche à personne, mais nous comprîmes bientôt qu'il avait été très froissé. Il commença à s'éloigner de ses amis d'hier et se rapprocha des gauches, des socialistes révolutionnaires...

Cependant, Hrouchevsky dut se soumettre et suivre la politique légale et prudente que nous avons tracée le 25 mars 1917.

Il fallait donc présenter nos revendications au gouvernement de Pétrograd. Une délégation fut nommée parmi les membres du Conseil national à Pétrograd, présidé par un homme de grand mérite, M. Alexandre Lotocki. C'est avec celui-ci qu'un mois plus tard, après tous les Congrès de Kiev, je devais aller chez le prince Lwow, président du Conseil du Gouvernement provisoire. Nos délégations posèrent les revendications générales de la Rada centrale, réclamant surtout la nomination pour toute l'Ukraine d'un commissariat qui concentrerait la direction de ce vaste pays et préparerait les bases de son autonomie.

Le prince Lwow m'apparut comme un homme très agréable, très doux et pas tout à fait à son aise dans le

rôle énorme qui lui incombait. A notre question principale, il fit une réponse très vague, incertaine, qui produisit une mauvaise impression à Kiev.

Tandis que nous envisagions comme le maximum de nos concessions nationales l'acceptation de la fédération avec la Russie, et que nous faisons tant d'efforts pour rester loyaux vis-à-vis de Pétrograd, le Gouvernement provisoire nous considérait comme de véritables maximalistes nationalistes.

Vers la mi-avril, quelques Ukrainiens des plus notoires, notamment le vieux professeur Théodore Volkov, MM. Stebnitzky et Lotocki, organisèrent à Pétrograd une réunion avec des leaders russes modérés pour s'entretenir officieusement avec eux du problème de l'Ukraine. Je fus invité à y relater ce que j'avais vu à Kiev. Du côté russe, mentionnons d'abord, comme instigateur de la réunion, le célèbre philologue et académicien Chakhmatov qui avait manifesté beaucoup d'intérêt et de sympathie pour l'Ukraine (1). A cette réunion prirent également part le professeur de droit Kokochkine, tué plus tard par les bolcheviks, et plusieurs autres que je préfère ne pas nommer. Pour comprendre son importance, il suffit de rappeler que M. Milioukov y assistait aussi. MM. Stebnitzky, Volkov et Lotocki d'une part, les Russes de l'autre exposèrent tour à tour leurs idées. L'abîme était déjà profond qui se creusait entre eux. Le bon Chakhmatov était consterné que ses amis ukrainiens formulassent des demandes politiques qu'il ne pouvait admettre.

Une controverse s'engagea entre M. Kokochkine et moi. L'éminent professeur soutenait que la fédération

(1) Cet homme exceptionnel par ses qualités morales aussi bien que par son intelligence remarquable est, paraît-il, mort de faim sous le régime bolcheviste.

basée sur un principe national (l'Ukraine, la Russie, le Caucase, etc.), n'était pas possible en Russie, car les parties seraient trop inégales, et que la fédération normale suppose une importance approximativement semblable entre les États qui la composent. Bref, il consentait à accepter une constitution où les vieux gouvernements de la Russie (les départements) seraient établis comme des cantons autonomes de cette vaste fédération. C'est ce projet qu'il exposa quelques semaines plus tard au Congrès de son parti (Ka-De). Aux arguments de Kokochkine, j'objectai qu'en admettant même que nous reconnussions que la fédération entre l'Ukraine et la Russie n'était qu'une utopie, nous ne serions pas pour cela d'accord avec eux, et que si la fédération était vraiment impossible, nous viserions purement et simplement à l'indépendance de l'Ukraine.

Cette séance eut lieu le lendemain du premier renouvellement au sein du Gouvernement provisoire (dans les tout premiers jours de mai 1917), c'est-à-dire aussitôt après la chute de Milioukov comme ministre des Affaires étrangères. Cet homme réputé infatigable paraissait complètement exténué. Sa tête blanche s'inclinait à chaque minute : il semblait sommeiller. Il n'en écoutait pas moins si attentivement que dès que dans un rapport ou dans les discussions, on commençait à parler d'effervescence nationale en Ukraine, il ouvrait largement les yeux et semblait inscrire quelque chose dans sa mémoire. Quand je dis à Kolochkine :

— Pensez-vous donc que tous les Ukrainiens soient aussi traitables que nous ? Vous devez savoir que le mouvement patriotique ukrainien s'échauffe de jour en jour.

Milioukov répondit laconiquement pour Kolochkine :

— Je le sais bien.

Et lorsque j'ajoutai que s'ils ne voulaient pas s'entendre tout de suite avec nous, demain il serait trop tard, que « l'autonomie devait être donnée à l'Ukraine sans délai », Milioukov esquissa du doigt un signe négatif et dit :

— Vous n'êtes pas préparés pour cela... C'est tout ce que put dire ce soir-là l'ancien ministre écrasé de fatigue. Mais c'était assez significatif : Milioukov pensait encore qu'eux, Russes, étaient « préparés » à gouverner cet immense empire, qu'ils étaient préparés à « pacifier » l'Ukraine. Quelle illusion tragique !

Nous avons essayé de conférer également avec les socialistes modérés (« socialistes populaires ») qui ont eu comme leaders Miakotine et Piechekhonov. Le premier est un historien de haute valeur, grand travailleur, spécialisé dans l'étude de l'histoire sociale en Ukraine au xvii<sup>e</sup> siècle. Comme publiciste, il avait défendu autrefois l'idée fédérative pour la Russie, le droit à l'autonomie pour l'Ukraine. Cependant, après avoir entendu nos exposés, Miakotine déclara très nettement que s'il restait fédéraliste en principe, il estimait toutefois qu'il fallait attendre la convocation de la Constituante de tout l'ancien empire, laquelle avait seule qualité pour trancher cette importante question. Nous répondîmes que c'était une question entre nations et que la nation ukrainienne étant pour nous souveraine, nous ne pouvions pas nous en remettre à la décision d'une assemblée qui aurait certainement une majorité russe. D'autre part, nous ne savions pas quand cette Constituante allait se réunir, et il ne fallait pas risquer que l'anarchie fût à son comble pour instaurer l'autonomie. Mais Miakotine soutenait sa thèse avec un entêtement que nous savions partagé par tout le Gouvernement provisoire...

En quittant Miakotine, Stebnitsky (qui était avec

nous chez les socialistes) lui dit avec une ironie amère :

— Je vois que vous adoptez la formule célèbre de Stolipine : avant la tranquillisation, après les réformes.

Cette phrase, haïe de tous les démocrates et de tous les libéraux russes (ils étaient persuadés qu'après avoir fait « la tranquillisation », les réformes de Stolipine seraient bien douteuses), mit Miakotine en rage. Les circonstances s'y prêtaient admirablement : ce renvoi à la Constituante, c'est-à-dire *ad kalendas græcas*, de toutes les questions importantes qu'il fallait résoudre immédiatement sur place fut la source principale de tous les malheurs du Gouvernement provisoire.

Il est une autre question plus particulière que nous avons aussi posée devant les partis politiques russes et devant le Gouvernement provisoire, question concernant les militaires ukrainiens. Toutes les nationalités de l'ancien Empire formulaient unanimement le désir qu'on laissât se former des unités militaires composées de soldats d'une seule nationalité. La vieille Russie mêlait toujours dans l'armée les habitants des divers pays de son Empire. En demandant cette réorganisation, les nationalistes affirmaient aux autorités militaires qu'ainsi ils auraient des régiments sûrs, purs de tout bolchevisme, capables au moins d'une résistance passive sur le front, chaque soldat montrant sans doute plus de docilité quant il s'agit de défendre son propre pays : Pologne, Lithuanie, Estonie, Ukraine, etc. C'était strictement vrai. Mais les Russes eurent peur de laisser se concentrer des hommes de même nationalité. Ils craignaient que ces unités devinssent un jour les noyaux des armées nationales. Une très grave et longue discussion s'engagea sur la formation éventuelle des régiments ukrainiens.

Au ministère de la Guerre, on voulait que cette question fût posée devant les Soviets. En tant que président de

la fraction ukrainienne aux Soviets, j'ai dû tenter de défendre la thèse ukrainienne devant cet aréopage. A l'ordre du jour de la même séance des Soviets, figuraient également les questions concernant les autres nationalités. Quand on aborda le problème, une véritable fureur saisit cette assemblée de soldats russes, au commencement très paisible. Ils criaient, menaçaient, leurs poings serrés tendus vers la tribune. C'est à peine si je pus parler. Des invectives variées m'interrompaient sans cesse :

— Derrière vous se trouve la réaction.

— Nous les connaissons vos revendications ukrainiennes ; nous ne vous laisserons pas faire, etc.

Le président tentait de vains efforts pour les calmer. Dominant le vacarme, je pus enfin lancer une phrase :

— Si vous voulez vraiment constituer la fraternité des peuples, voilà l'occasion de le faire. Mais si vous vous opposez aux demandes les plus simples et les plus légitimes, vous savez qu'un mur infranchissable s'établira entre vous et nous.

De nouveaux cris, des menaces plus fortes saluèrent ma tentative. On dut disperser au plus vite cette assemblée belliqueuse. Un « mur infranchissable » s'élevait réellement entre la Russie et l'Ukraine...

Quelques semaines plus tard, quand je fus de retour à Kiev, Kerenski qui accomplissait sa tournée triomphale sur les fronts et à travers tout l'Empire, arriva dans la capitale ukrainienne. A cette époque (la seconde quinzaine de mai 1917), le fameux héros de la révolution était encore très populaire. La population russe de Kiev l'acclama avec enthousiasme, cela va sans dire, mais les Ukrainiens l'accueillirent également à bras ouverts : il fut convié à la Rada centrale où une large assistance était réunie et où il harangua la foule après avoir été reçu par Mikhnovsky, un des plus grands nationalistes

ukrainiens (qui, hélas, devait se suicider plus tard, sous les bolcheviks). Kerenski fut fêté d'une façon plus intime par les principaux membres de la Rada centrale. Hrouchevsky le salua par un discours auquel Kerenski voulut répondre. Mais il n'était pas dans la plénitude de ses facultés. La parole ne lui venait pas ; il s'exprimait avec une difficulté visible.

Invité à lui dire également quelques mots, je terminai ainsi ma brève allocution :

— Si vous ne réalisez pas la fédération de la Russie, si vous n'autorisez pas l'autonomie de l'Ukraine immédiatement, il sera trop tard et l'Empire russe n'existera plus.

Évidemment, loin de prendre une attitude menaçante, j'employai un ton de conseil amical. Mais Kerenski était trop fier en ce temps-là pour daigner tenir compte d'aucun conseil. Une discussion très amusante finit par s'engager entre lui et Hrouchevsky. Ce dernier s'efforçait de faire entendre à Kerenski que le mouvement patriotique se développait en Ukraine avec une telle intensité que nous-mêmes ne pourrions plus ni l'arrêter ni le modifier, que, par exemple, la volonté des soldats ukrainiens d'être groupés était plus forte que toutes les raisons possibles. Tous ceux qui eurent l'occasion d'approcher nos soldats savaient que Hrouchevsky disait vrai, mais Kerenski ne voulait pas le croire :

— Avec de la bonne volonté, on peut tout obtenir : un *socialiste peut persuader n'importe quelle chose à son peuple*, prétendait-il avec conviction.

Le vieux Hrouchevsky, en levant son doigt légendaire (duquel il menaçait toujours la Rada centrale quand elle n'était pas « sage »), lui répondit dans un sourire lumineux d'intelligence et de ruse :

— Gardez-vous bien, Alexandre Theodorovitch, de vous tromper !

L'orgueilleux jeune homme, dont la main était soutenue par une écharpe noire, cette main endolorie et gonflée par la pression des doigts de milliers de ses admirateurs et admiratrices, se contenta d'esquisser à son tour un très ironique sourire... Comme il était sûr de lui-même et loin de penser que l'abîme s'ouvrait déjà sous ses pas

*Aucune entente n'avait donc pu s'établir avec Kerenski.*

Vers la fin de mai, peu de jours après cette apparition de Kerenski à Kiev, une nouvelle délégation de la Rada centrale fut envoyée à Pétrograd. A sa tête, se trouvaient Serge Efremof et Vinnitchenko, deux hommes qui, après Hrouchevsky, étaient les plus populaires en Ukraine à ce moment. Comme la précédente, cette délégation devait demander :

1° La nomination d'un commissaire pour toute l'Ukraine ;

2° Qu'un autre commissaire, représentant les intérêts de l'Ukraine, fût admis au sein du Gouvernement provisoire et que ce dernier donnât un acte approuvant en principe l'autonomie de l'Ukraine ;

3° Qu'en prévision de la Conférence de la paix, une place fût réservée à l'Ukraine.

Et comme le mouvement patriotique en Ukraine croissait de jour en jour, Kiev requérait de ses chefs plus d'énergie. La délégation ukrainienne à Pétrograd, mieux soutenue et plus sûre de son droit, devenait plus exigeante.

*Malgré cela, elle se heurta à un refus absolu.* D'autre part, Kerenski, déjà ministre de la Guerre, interdit la réunion du II<sup>e</sup> Congrès des soldats ukrainiens à Kiev. Le Congrès se réunit quand même. Kerenski, après diverses protestations, lança un contre-ordre. Mais tout cela ne fit que surexciter les militaires ukrainiens qui voulurent au cours de leur Congrès proclamer immédiatement l'autonomie de l'Ukraine. Le Congrès des

paysans qui eut lieu environ à la même date à Kiev ne se révéla pas moins violent. Une grande indignation contre Pétrograd et le Gouvernement provisoire s'élevait de toutes les provinces ukrainiennes. La Rada centrale fut encombrée de protestations. Hrouchevsky, du haut de la tribune d'un de ces Congrès, jeta une phrase significative :

— La fête de la révolution est terminée ; les jours décisifs approchent. L'Ukraine doit s'organiser et devenir maîtresse de son sort.

Après la défaite de notre délégation à Pétrograd, après l'ordre dirigé contre le Congrès militaire, Kerenski perdit tout son prestige en Ukraine où tomba son auréole de chef de la révolution. L'agitation était telle à Kiev qu'on parlait déjà d'une révolte dirigée contre la Russie. Il semble que Hrouchevsky n'était pas loin de la désirer. Mais les hommes plus modérés firent tout leur possible pour écarter des événements susceptibles de compliquer la situation. Plus tard, une tentative du même ordre fut réalisée par un régiment ukrainien portant le nom historique de « Poloubotko », et qui fit à Kiev une sorte d'insurrection.

Vers la fin de juin 1917, après une journée très chaude à la Rada centrale, la soirée nous apporta la nouvelle de l'extrême agitation du régiment. Immédiatement, Vinnitchenko, Petlura et moi nous rendîmes à la caserne du régiment rebelle.

Toute la nuit, Vinnitchenko, et surtout Petlura, parlèrent à ces hommes qui reprochaient véhémentement à la Rada centrale et à ses chefs de ne pas agir avec assez d'énergie. Malgré ces discussions, le régiment sortit deux jours plus tard de sa caserne et cerna la Rada centrale. Fort heureusement, le mouvement fut étouffé sans aucune effusion de sang.

Si je mentionne cet incident, c'est à seule fin de montrer quelle fut l'effervescence en Ukraine, car, en ce qui concerne l'attitude de la Rada centrale, elle fut assez énergique pour qu'aucun reproche de ce genre ne pût lui être justement adressé.

Je me rappelle une séance du 8 ou du 10 juin 1917 à la Rada centrale, séance privée, presque conspirative, où Vinnitchenko venait de faire son rapport sur sa défaite à Pétrograd.

Plusieurs discours furent prononcés. Quelques-uns, menaçants pour Pétrograd, étaient pleins d'allusions sur l'opportunité d'organiser une « réponse » à main armée. D'autres combattirent avec ardeur ces propositions. Une certaine indécision régnait dans cette réunion quand Vinnitchenko prit de nouveau la parole.

— Comment ! Vous pensez que nous pouvons accepter tranquillement le refus du Gouvernement provisoire ? On a blessé profondément l'Ukraine et elle doit donner une réponse digne d'elle. *L'Universal !* voilà notre réponse à Moscou.

L'*Universal !* Le mot fut prononcé avec une violence extrême par cet homme robuste et résolu dont les yeux exprimaient une volonté plus farouche encore que ses paroles. Ce fut la plus grande journée de sa carrière politique. « L'*Universal* »... C'est ainsi qu'on appelait les lois et les ordonnances que les vieux hetmans de l'Ukraine donnaient au peuple. Ce mot « *Universal* » avait donc un sens mystique pour les Ukrainiens. — *Nous donnerons un Universal*, cela signifiait : *nous nous considérons déjà comme un peuple souverain.*

Une ovation sans bornes fut la réponse de la Rada centrale à Vinnitchenko. C'est à lui que fut confié le soin de rédiger le manifeste au peuple. Vinnitchenko possède un grand talent littéraire. Il ne l'employa malheu-

reusement pas toujours à bon escient, mais sa plume sait montrer autant de vigueur qu'elle peut créer d'harmonie.

Le manifeste écrit par Vinnitchenko relatait en termes brefs et solennels les tentatives d'entente avec le Gouvernement russe et l'échec de la Rada centrale. Désormais, c'est à l'Ukraine seule qu'il appartenait de construire sa vie, de travailler pour sa prospérité, de veiller à sa tranquillité.

C'est ainsi que *la tutelle de Pétrograd fut rejetée et que fut rétablie la souveraineté de l'Ukraine*. Les paroles magiques de l'Universal produisirent une impression formidable à travers tout le pays.

Mais la Rada centrale ne s'arrêta pas à la promulgation de l'Universal. Elle créa un secrétariat général composé du président et des secrétaires généraux de l'Intérieur, de la Justice, de la Guerre, des Finances, de l'Agriculture, de l'Instruction publique, du Ravitaillement et enfin d'un secrétaire pour les Affaires nationales.

La presse russe de Kiev jeta l'alarme. On considérait logiquement cette institution comme la fondation du gouvernement ukrainien.

Ce fut Vinnitchenko qui assumait la présidence et l'Intérieur, Simon Petlura fut nommé secrétaire général de la Guerre, Serge Efremov devait prendre le poste de secrétaire général des Nationalités.

On ne peut passer sous silence l'opinion d'Efremov qui était au fond contre l'organisation du secrétariat. S'il l'accepta, ce fut d'assez mauvais gré. Il trouvait bien téméraire d'endosser de telles responsabilités à un moment aussi difficile, quand l'anarchie se répandait de plus en plus dans tout l'Empire et jusqu'aux terres fécondes de l'Ukraine. Il craignait qu'en prenant le pouvoir dans ces conditions nous fussions écrasés par le lourd fardeau

de la succession russe — que, d'ailleurs, nous ne disposerions d'aucun moyen pour accomplir notre devoir considérable et que nous ne pourrions que décourager le peuple qui attendrait en vain des miracles que nous n'étions pas capables de lui révéler.

Efremov, l'homme le plus consciemment, le plus sincèrement dévoué à l'Ukraine, avait parfaitement raison. Encore ne voulait-il pas voir à quel point le Gouvernement provisoire était nul. En réalité, il ne gouvernait plus le pays. Les gouverneurs des provinces de l'Ukraine (plus exactement les commissaires gouvernementaux, correspondant aux préfets en France), que nous avons réunis à Kiev au mois de juillet, déclarèrent à l'unanimité qu'ils ne pouvaient obtenir aucune réponse à leurs nombreuses questions adressées à Pétrograd et qu'ils étaient abandonnés par le pouvoir central.

Voyant poindre l'anarchie, ceux-là même qui n'étaient pas des patriotes ardents, propriétaires fonciers ou simples bourgeois qui voulaient l'ordre avant tout, nous demandaient avec insistance quand nous prendrions le pouvoir, car le pays, l'Ukraine, ne reconnaissait plus que la Rada centrale. Dans ces conditions, et aussi risqué que fût ce pas vers le pouvoir, nous devions le faire. Refuser pour ne pas se compromettre eût été se compromettre bien davantage.

Si j'avais tant insisté moi-même deux mois auparavant pour qu'on ne brusquât pas les événements, j'étais maintenant persuadé que l'heure était venue d'agir.

A mon tour, je cédai à Efremov quand il m'offrit le sous-secrétariat d'État aux Affaires nationales.

#### 4. AUX PRISES AVEC LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE

L'Universal, la création du Secrétariat général de l'Ukraine, l'agitation extrême du pays attirèrent l'attention du Gouvernement provisoire qui essaya de lancer un appel au peuple ukrainien pour le « tranquilliser ». L'appel n'eut aucune influence. Alors, les ministres de Pétrograd comprirent qu'ils devaient s'entendre avec la Rada centrale.

Vers la fin de juin 1917, Terechtchenko, ministre des Affaires étrangères, Tsereteli, ministre sans portefeuille mais personnalité très influente, et Kerenski lui-même vinrent à Kiev. Des pourparlers avec la Rada centrale et le Secrétariat général furent engagés. Après de vives discussions qui se prolongèrent plusieurs jours, on se mit d'accord : le Gouvernement provisoire lança un nouvel appel et la Rada centrale, le *Second Universal*. Le Gouvernement promettait de laisser la Rada centrale libre de préparer l'autonomie de l'Ukraine. La Rada centrale promettait d'être loyale dans ses actes vis-à-vis du Gouvernement provisoire. Le Secrétariat général fut reconnu en principe comme ayant un pouvoir légal sur toute l'étendue du territoire ukrainien.

Ayant été absent de Kiev, je n'assistai qu'à la fin des pourparlers. J'appris que le parti socialiste-révolutionnaire s'opposait à cet accord, le considérant comme insuffisant pour le prestige de l'Ukraine. J'appris également que Hrouchevsky lui-même hésitait et poussait peut-être

les gauches vers cette opposition. Je fis alors tout mon possible pour aider Vinnitchenko qui était le principal négociateur dans cette affaire. En outre, je priai Serge Efremov d'intervenir, et il contribua beaucoup au succès des négociations.

Ce fut un grand pas en avant : le Gouvernement provisoire qui avait refusé toutes les demandes, même de beaucoup plus modestes, reconnaissait maintenant l'autorité de la Rada centrale et son droit de parler en souveraine, puisque les ministres russes l'invitaient eux-mêmes à donner un nouvel Universal, ce symbole de la souveraineté. Plus que cela : le Gouvernement provisoire, croyant apaiser ainsi l'ardeur de la Rada centrale, insista pour qu'on y admît les minorités nationales (1). De cette façon, il donnait à la Rada centrale une importance encore plus grande : si, jusqu'à cette extension, elle avait été principalement l'organe des *patriotes ukrainiens*, la Rada devenait *un organe représentatif de tout le pays, le Parlement de l'Ukraine*. Enfin, le Gouvernement provisoire reconnaissait le *Secrétariat général de l'Ukraine*, organe responsable devant la Rada centrale. Un statut provisoire devait être établi.

Ce fut une victoire pour l'Ukraine. Mais l'accord des trois ministres russes amena la révolte au sein du Gouvernement provisoire. Les ministres appartenant au parti Ka-Dé (c'est-à-dire les partisans de Milioukov) quittèrent le gouvernement, Chingarev en tête. Le prince Lwow démissionna lui aussi, et ce fut Kerenski qui devint président du Conseil.

Ce changement au sein du Gouvernement provisoire fut un bon prétexte pour les bolcheviks de Pétrograd. Pour la première fois, Lenine tenta de renverser le

(1) Voir page 115.

gouvernement. Ce fut plutôt une parade des forces rouges devant leur chef en marche vers son règne tout puissant. De véritables batailles eurent lieu à Pétrograd. Le Gouvernement provisoire triompha, mais d'une façon qui laissait peu de doutes pour l'avenir.

Après le départ des trois ministres russes, Kiev ne s'endormit pas. On établit définitivement les bases selon lesquelles les minorités nationales devaient entrer dans la Rada centrale : on leur donna, nous l'avons dit déjà, 25 % des sièges (c'est-à-dire davantage que la proportion exacte des minorités en Ukraine). Ce remaniement du Secrétariat général pour y faire entrer également les représentants de ces minorités ne fut pas très grand.

Le 15 juillet 1917, je fus nommé secrétaire général des Nationalités (1) avec trois sous-secrétaires : M. Zilberfarbe pour les Affaires israélites, M. Mickiewicz pour les Affaires polonaises et, plus tard, M. Odinetz pour les affaires russes. Ainsi, les trois minorités se trouvèrent représentées. Deux autres secrétaires généraux appartenant aux minorités furent également nommés.

Il restait à établir plus nettement les relations entre la Rada centrale et le Secrétariat général d'une part, et entre ces deux institutions et le Gouvernement provisoire de Pétrograd d'autre part.

Le Secrétariat général me confia l'élaboration du projet du statut provisoire de l'Ukraine.

Si mes collègues du Secrétariat admirent assez facilement les bases que je leur soumis, plus malaisée fut ma tâche au sein de la Rada centrale. On nomma une commission où fut rédigé le statut à peu près tel qu'il fut adopté par la Rada centrale. Dans cette commission,

(1) Dans le chapitre suivant, nous verrons que je dus assumer en même temps les Affaires étrangères.

j'eus surtout affaire avec Michel Tkatchenko, social-démocrate très à gauche, homme énergique qui commençait à jouer un grand rôle et qui devint très puissant vers la fin de l'année (1).

Ce furent surtout les rapports entre la Rada centrale et le Secrétariat qui furent discutés, les membres de la Rada centrale ayant quelque peine à admettre l'indépendance relative que nous jugions nécessaire d'accorder aux ministres : ils voulaient conserver un certain pouvoir exécutif en dehors de tout contrôle. Mais, une fois admis, le statut devint pour tous les Ukrainiens une véritable charte qu'ils considéraient comme une conséquence logique de l'entente survenue le 3 juillet entre les ministres russes et la Rada centrale.

Tel ne fut pas le point de vue du Gouvernement provisoire. Quand Vinnitchenko et deux autres membres du Secrétariat général présentèrent le statut de l'Ukraine aux membres du Gouvernement à Pétrograd, ils se heurtèrent à une opposition très vive, voire épouvantée. Sans même avoir consulté Vinnitchenko, le Gouvernement provisoire élaborait et remit au Secrétariat général une « instruction » (c'est-à-dire un autre statut provisoire), qui diffère essentiellement du « statut de l'Ukraine ». Nous donnons *in extenso* ci-après ces deux actes historiques.

#### LE STATUT DE L'UKRAINE

*(Admis par la Rada centrale en juillet 1917)*

Se basant sur l'entente conclue avec le Gouvernement provisoire le 3 juillet (vieux style) 1917, la Rada centrale, organe de la démocratie révolutionnaire de toutes les

(1) Il a dû mourir en Ukraine vers 1919 ou 1920.

nationalités de l'Ukraine, ayant pour but de préparer l'Ukraine à l'établissement définitif de son autonomie et de la gouverner jusqu'à la convocation de la Constituante ukrainienne et de la Constituante russe, — décide de créer le Secrétariat général, à qui appartient le pouvoir suprême en Ukraine.

L'activité du Secrétariat général doit se poursuivre provisoirement d'après les règles suivantes :

1. Le Secrétariat général de la Rada centrale est l'organe suprême de l'administration en Ukraine. Il est formé par la Rada centrale, est responsable devant elle, et sa nomination doit être ratifiée par le Gouvernement provisoire (russe) ;

2. C'est par l'intermédiaire de son Comité que la Rada centrale forme le Secrétariat (1) ;

3. La Rada centrale approuve la nomination du Secrétariat dans son ensemble en votant l'ordre du jour de confiance ;

4. Le Secrétariat général comprend quatorze membres : les secrétaires généraux de l'Intérieur, des Finances, de la Guerre, du Ravitaillement, de l'Agriculture, de la Justice, de l'Instruction publique, des Affaires nationales, du Commerce et de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, du Travail, des Communications, le contrôleur général et le secrétaire d'État. De plus, le secrétariat des Affaires nationales comporte trois sous-secrétaires pour les Affaires russes, israélites et polonaises. Les trois sous-secrétaires peuvent présenter personnellement leurs rapports au Conseil du Secrétariat général et ont le droit de vote sur les questions qui les intéressent directement. Leur nomination doit être approuvée par le Comité de la Rada centrale ;

(1) Connu plutôt sous le nom de « petite Rada ».

5. Le Secrétariat général exerce son pouvoir par tous les organes d'administration existant en Ukraine ;

6. Toute l'administration de l'Ukraine est subordonnée au Secrétariat général.

Remarque : Le Secrétariat général établit les institutions qui, dans certaines mesures et dans certains cas, peuvent correspondre directement avec le Gouvernement provisoire ;

7. Tous les fonctionnaires ukrainiens, quand ils ne sont pas élus par la population, sont nommés par le Secrétariat général ou par les organes qui lui sont subordonnés ;

8. Un secrétaire d'État pour les affaires de l'Ukraine auprès du Gouvernement provisoire doit être nommé par ce Gouvernement, d'accord avec la Rada centrale ;

9. Le secrétaire d'État doit défendre les intérêts de l'Ukraine auprès du Gouvernement provisoire et, s'il le juge nécessaire, envoyer certains projets de lois à l'examen de la Rada centrale par l'intermédiaire du Secrétariat général ;

10. Le Secrétariat général présente à l'approbation du Gouvernement provisoire les projets de lois établis par la Rada centrale ;

11. Le Secrétariat général transmet à l'approbation du Gouvernement provisoire les projets budgétaires de l'Ukraine établis par la Rada centrale ;

12. Les sommes qui parviennent à la Rada centrale sont mises à la disposition du Secrétaire général, qui les répartit d'après le budget établi par la Rada centrale ;

13. Le Secrétariat général soumet à la décision de la Rada centrale les affaires qu'il considère comme les plus importantes ;

14. L'activité du Secrétariat général, responsable devant la Rada centrale, est contrôlée par elle au moyen des

interpellations. Le règlement des interpellations doit être établi à part ;

15. Dans les intervalles entre les deux sessions de la Rada centrale, le Secrétariat général est responsable devant le Comité de la Rada qui la remplace dans toutes ses fonctions, exception faite pour celles établies dans le paragraphe 3 ;

16. Si le Secrétariat général ne souscrit pas à une décision du Comité, le différend doit être porté à la Rada centrale convoquée immédiatement ;

17. Si la Rada centrale émet un vote de méfiance vis-à-vis du Secrétariat général, celui-ci démissionne ;

18. Tous les actes de la Rada centrale sont contresignés par le Secrétariat général ;

19. Aucune loi du Gouvernement provisoire n'est valable en Ukraine qu'après sa publication dans l'*Officiel* de l'Ukraine. Il faut des cas exceptionnels pour que le Secrétariat général promulgue des lois d'une autre manière ;

20. Toutes les lois, décrets et décisions officiels sont publiés non seulement en langue ukrainienne, mais encore en langues russe, israélite et polonaise ;

21. Le Secrétariat général doit établir lui-même le règlement de ces travaux.

Tel fut ce document original, produit d'une époque tumultueuse et transitoire. Ce n'était pas à proprement parler une constitution, mais un acte provisoire établissant les rapports intérieurs entre le Secrétariat général et la Rada centrale. Nous reparlerons plus tard de ces relations intérieures, quasi constitutionnelles, et ne retiendrons ici que les paragraphes concernant les relations de la Rada centrale avec le Gouvernement provisoire, c'est-à-dire entre l'Ukraine et la Russie.

On admettait encore en Ukraine la possibilité d'une

Constituante de tout l'Empire, mais au fond d'elle-même s'élevait déjà l'idée de la *Constituante ukrainienne*. D'autre part, si l'on consentait encore à Pétrograd le droit de ratifier la nomination du Secrétariat, c'est du moins la Rada centrale seule qui le constituait. Le Secrétariat n'était véritablement responsable que devant la Rada centrale. Au Gouvernement provisoire, ce statut ne laissait qu'un rôle de monarque constitutionnel, mais qui possédait encore pas mal de prérogatives bien réelles.

En tout cas, ce statut fut un grand pas vers la liberté de l'Ukraine.

Le Gouvernement provisoire, nous l'avons dit, ne voulait pas accepter le *statut* tel qu'il fut présenté par la Rada centrale ; il élaborait un autre document. Le voici :

*L'instruction du Gouvernement provisoire  
au Secrétariat général de l'Ukraine*

1. Jusqu'au moment de la solution par la Constituante du problème de l'administration locale, le Secrétariat général est l'organe suprême du Gouvernement provisoire en Ukraine. Il est nommé par ce gouvernement d'après la proposition de la Rada centrale ;

2. Pleins pouvoirs sont donnés au Secrétariat général pour les gouvernements de Kiev, de Volynie, de Podolie, de Poltava, de Tchernygiv. Les districts de Mglin, de Sourage, de Starodoub, de Novozybkov sont exceptés. Ces pouvoirs peuvent être étendus à d'autres gouvernements ou districts, au cas où les institutions (électives) des Zemstvo établis d'après le décret du Gouvernement provisoire, se prononceraient pour cette extension ;

3. Le Secrétariat général se compose des départements suivants : a) Intérieur ; b) Finances ; c) Agriculture ; d) Instruction publique ; e) Commerce et Industrie ;

f) Travail. Il comporte également un Secrétariat général des Affaires nationales et un Secrétariat d'État.

Le contrôle des départements du Secrétariat général est assuré par un contrôleur général qui prend part au Conseil du Secrétariat avec voix délibérative.

Parmi les secrétaires généraux, quatre au moins ne doivent pas appartenir à la nationalité ukrainienne (1).

Trois sous-secrétaires doivent être adjoints au secrétaire des Affaires nationales afin que soient représentées les trois minorités nationales de l'Ukraine ;

4. Le Secrétariat général établit les projets de lois concernant l'Ukraine et son administration et les soumet à l'approbation du Gouvernement provisoire. Ces projets peuvent être préalablement présentés à la délibération de la Rada centrale ;

5. Les pouvoirs du Gouvernement provisoire concernant les affaires de l'administration locale, — tels qu'ils sont définis au paragraphe 3, — sont exercés par l'intermédiaire des secrétaires généraux. Les affaires en question seront exposées dans une annexe spéciale ;

6. Pour toutes les affaires indiquées dans l'article précédent, les autorités locales du pays doivent s'adresser au Secrétariat général, lequel, après les avoir communiquées au Gouvernement provisoire, transmet aux autorités locales les décrets et les ordres du gouvernement ;

7. Le Secrétariat général présente les candidats aux fonctions administratives prévues par l'article 5, et le Gouvernement provisoire prononce les nominations ;

8. Les rapports des hautes institutions d'État et de ses divers départements avec le Secrétariat et avec chaque secrétaire en particulier (et *vice versa*), s'établissent par

(1) C'est-à-dire que quatre secrétaires au moins devaient être choisis parmi les minorités de l'Ukraine.

l'intermédiaire du commissaire de l'Ukraine à Petrograd, nommé par le Gouvernement provisoire ; de même, ledit commissaire prend part aux diverses commissions gouvernementales préparant les projets de lois et les mesures concernant l'Ukraine, ainsi qu'aux travaux concernant l'État en général et chaque ministère en particulier, à condition toutefois que ces travaux aient un rapport quelconque avec l'Ukraine ;

9. Dans les cas urgents, les hautes institutions de l'État et les départements transmettent leurs ordonnances directement aux autorités locales et les communiquent en même temps au Secrétariat.

Pétrograd, le 4 août 1917.

*Signé : Le président du Conseil : KERENSKI.*

*Le ministre de la Justice : ZAROUDNY.*

Il va sans dire que dans l'histoire des relations ukraino-russes, ce document signé par le président du Conseil est de toute première importance.

Il suffit de parcourir cette « Instruction » pour voir combien elle diffère du premier « Statut », mais que néanmoins ses auteurs ont dû tenir compte du document présenté par la Rada centrale.

Si cette dernière ne voulait pas poser elle-même la question si importante des frontières, ayant des prétentions sur les territoires ethnographiques de l'Ukraine, le paragraphe 2 de l'« Instruction » du Gouvernement provisoire délimite au contraire strictement le territoire sur lequel s'étend le pouvoir du Secrétariat général. On n'y mentionne que cinq « gouvernements » (départements) alors que le territoire ethnographique de l'Ukraine en comprend neuf entiers, plus quelques districts d'autres « gouvernements ». On se demande pourquoi les auteurs de l'Instruction n'ont cité que ces cinq gouvernements

quand, dans le même paragraphe de l'Instruction (§ 2), ils reconnaissent aux autres pays ukrainiens, par la voix des Zemstvo démocratiques, le droit de se joindre à l'Ukraine. Pétrograd ne pouvait ignorer que dans la région de Kherson, de Katerinoslav, de Kharkov et de Tauride le patriotisme ukrainien était presque aussi ardent qu'à Kiev ou à Poltava. D'ailleurs, les Zemstvo de ces quatre gouvernements ne tardèrent pas à user de ce droit et à se soumettre au pouvoir du Secrétariat général.

L'Instruction tend visiblement à reléguer la Rada centrale au second plan (§ 4) et à ne faire guère état que du Secrétariat auquel on donne le titre significatif de Secrétariat général *du Gouvernement provisoire*, tandis que les auteurs du « Statut » l'avaient toujours désigné sous le nom de Secrétariat général *de la Rada centrale*.

Le Gouvernement provisoire réduit de quatorze à neuf le nombre des secrétaires, et il supprime le § 19 du « Statut » qui rendait obligatoire en Ukraine la ratification par le Secrétariat de toutes les lois et décrets du Gouvernement provisoire. En outre, il ajoute à l'Instruction le § 9 qui donne le droit au Gouvernement provisoire d'avoir des relations directes avec les autorités locales de l'Ukraine, mais seulement pour des cas exceptionnels. Le § 8 de l'Instruction accepte également d'accréditer un « Commissaire de l'Ukraine à Pétrograd, — prévu par le Statut aux § 8 et 9 (1).

Ce qu'il y avait d'essentiel pour nous, c'est que, de même que l'entente du 3 juillet, l'Instruction prouvait que le *Gouvernement provisoire reconnaissait la valeur nationale*

(1) Ce fut Stebnitsky, candidat de la Rada centrale, qu'on chargea un peu plus tard de cette mission. Homme très instruit, très au courant de tous les problèmes politiques et administratifs, il prenait part à toutes les séances du Gouvernement provisoire et intervenait très souvent dans les débats.

*de la Rada centrale*, et que s'il voulait diminuer l'importance de celle-ci, *l'Instruction était quand même une concession aux exigences de la Rada*. Les Russes ont donc tort quand ils prétendent aujourd'hui que la Rada centrale était une institution sans importance, et qu'en proclamant (plus tard) la République ukrainienne, elle s'arrogea des droits qu'elle n'avait pas. Car ils ne peuvent rien répondre quand on leur demande pourquoi, dans ces conditions, le Gouvernement provisoire russe a-t-il conclu l'accord du 3 juillet avec cette Rada ? Pourquoi poursuivait-il d'aussi longs pourparlers avec elle ? Pourquoi a-t-il donné cette fameuse « Instruction » à l'Ukraine ?

Mais revenons maintenant à Kiev, au commencement d'août 1917, moment où l'effervescence nationale battait son plein.

Dès que l'« Instruction » fut connue, le Comité de la Rada centrale se réunit, suivi d'une assemblée plénière. On y commenta passionnément l'Instruction qui souleva une indignation générale. Même les représentants des minorités la blâmèrent. Des discours violents furent prononcés par de nombreux députés.

Mais si tout le monde était d'accord (ou feignait de l'être) en ce qui concerne la critique de l'Instruction, la Rada se divisa en deux devant la politique pratique à suivre.

Tandis que les uns se prononçaient pour le refus de l'Instruction et son renvoi à Pétrograd, les autres préconisaient la prudence. Refuser, c'était rompre avec Pétrograd, c'était proclamer l'état de guerre entre l'Ukraine et la Russie.

Pouvait-on raisonnablement assumer une telle responsabilité ? L'Instruction n'avait pas été imposée spontanément par le gouvernement russe. C'est nous qui la lui

avons en quelque sorte arrachée. C'était donc un pas en avant. Renoncer, c'eût été recommencer les efforts que nous avions déjà faits. Eussions-nous mieux réussi ? Tels furent à peu près les arguments de Vinnitchenko, le principal défenseur de l'Instruction. Je partageais cette opinion et la défendis à mon tour à la tribune de la Rada centrale, soutenant que, malgré ses insuffisances, l'Instruction ne contredisait pas absolument l'entente du 3 juillet avec le Gouvernement provisoire. Cet acte avait été si vague qu'il était tout naturel que nous lui eussions donné une interprétation à notre avantage (« Statut ») et que les Russes l'aient modifiée dans le sens qui leur convenait le mieux (« Instruction »). C'était une étape dans notre lutte. J'attirai l'attention sur le § 4 de l'Instruction qui laissait au Secrétariat général le droit de présenter les projets de loi au Gouvernement provisoire et par conséquent le droit de présenter une nouvelle constitution à Pétrograd. Mieux valait accepter l'Instruction et continuer la lutte par les moyens légaux.

Tous les délégués représentant les minorités et une très petite partie des Ukrainiens m'applaudirent chaleureusement. Mais la grosse majorité de ceux-ci resta silencieuse, manifestement hostile à mes paroles comme à celles de Vinnitchenko. Ce discours me coûta cher : je me créai beaucoup d'ennemis, mais les résultats voulus furent atteints : l'Instruction fut critiquée ; elle ne fut pas repoussée.

Suivant cette Instruction, la Rada centrale devait présenter la liste des neuf secrétaires généraux pour leur nomination par le Gouvernement provisoire. Mais la victoire coûta également cher à notre Secrétariat général qui dut démissionner. Ainsi, le Comité de la Rada centrale (selon les § 2 et 3 du « Statut » qui restait au moins en vigueur pour ce qui concernait l'ordre

intérieur) fut obligé de confier la mission de former un nouveau Secrétariat à M. Dorochenko qui appartenait alors comme moi au parti radical-démocrate. Il avait été nommé au printemps précédent par le Gouvernement provisoire (d'accord avec la Rada centrale) gouverneur général de Galicie et de Boukovine, pays occupé par les armées russes. M. Dorochenko, étant mon ami intime, insista pour que je gardasse le poste de secrétaire général des Affaires nationales. Nous avons commencé ensemble les démarches pour la formation du nouveau Secrétariat général. Les pourparlers furent extrêmement laborieux et Dorochenko finit par renoncer à sa mission. Le Comité de la Rada centrale confia de nouveau la charge de former le Secrétariat à Vinnitchenko. Hrouchevsky, président de la Rada, dépêcha la liste suivante au Gouvernement provisoire :

MM.

*Président du Secrétariat et secrétaire général de l'Intérieur* . . . .

V. VINNITCHENKO.

*Secrétaires généraux :*

de l'Instruction publique . . .

STECHENKO.

des Finances . . . . .

TOUGAN-BARANOVSKY.

de l'Agriculture . . . . .

SAVTCHENKO-BILSKY.

des Affaires nationales . . . . .

A. CHOULGUINE.

*Contrôleur général* . . . . .

ZARUBINE (Russe).

*Secrétaire d'État* . . . . .

A. LOTOCKI.

*Commissaire de l'Ukraine à*

*Pétrograd* . . . . .

STEBNITSKY.

Il manquait un secrétaire.

Le Gouvernement provisoire accepta intégralement la liste et le 1<sup>er</sup> septembre (vieux style) nous fûmes nommés officiellement secrétaires généraux de l'Ukraine.

Quoique le travail du Secrétariat général ne se fût

guère interrompu depuis sa création en juin, une nouvelle ère commençait : *nous étions maintenant officiellement reconnus par Pétrograd*. Nous nous remîmes à l'ouvrage avec une ardeur rajeunie. Mais la tâche n'était pas facile. Le Gouvernement russe n'était pas disposé à collaborer loyalement avec nous. Déjà le ton de l'Instruction et surtout les commentaires de la presse russe et les paroles échangées avec les membres du Gouvernement provisoire prouvèrent aux Ukrainiens qu'une profonde méfiance régnait parmi les Russes... Ils ne voulaient pas croire que, tout en sauvegardant leurs intérêts, les Ukrainiens étaient disposés à soutenir la politique générale du Gouvernement provisoire aussi bien à l'intérieur du pays (contre les bolcheviks et les réactionnaires) que sur le front extérieur. Cette politique de méfiance provoqua la réciproque à Kiev. Elle était avant tout nuisible au Gouvernement provisoire lui-même qui ne sut pas utiliser contre les forces destructives de la Russie la force constructive de l'Ukraine et d'autres pays non russes...

Si l'Instruction donnait l'apparence de certaines concessions, la pratique (d'août à octobre 1917) a prouvé qu'à Pétrograd on ne tenait aucun compte de l'Instruction et que seul le § 9 fonctionnait, non pas à titre exceptionnel, mais constamment, et que les ministres de Pétrograd s'adressaient directement aux fonctionnaires ukrainiens sans jamais communiquer leurs ordres au Secrétariat. Pis que cela : en septembre 1917, le Gouvernement provisoire se préparait à entamer un procès contre le Secrétariat. Une lutte qui pouvait être longue et difficile allait s'engager, mais elle fut interrompue par de nouveaux venus : les bolcheviks. D'autre part, la collaboration avec la Rada centrale n'était pas non plus très aisée.

En simplifiant les choses, on pourrait dire que la Rada centrale jouait le rôle du Parlement, le Gouvernement

provisoire celui du monarque. Nous étions le gouvernement. On devine que le monarque collectif et en même temps étranger se montrait peu accommodant. Mais la Rada centrale s'est également révélée un parlement aussi exigeant que méfiant.

Les révolutions sont en général des périodes où chaque homme se croit capable d'agir et par conséquent de critiquer les autres. Cet esprit de méfiance était donc inhérent à l'époque. Au cours de la révolution française de 1789, ni la Constituante ni la Législative ni la Convention n'eurent jamais de présidents stables. Chez nous, malgré son influence, le président de la Rada centrale, Hrouchevsky, ne fut jamais nommé officiellement président de la République, même après la proclamation de l'indépendance de l'Ukraine.

La situation difficile du Secrétariat s'explique encore par le fait que la Rada centrale se pénétrait de plus en plus de l'esprit révolutionnaire que nous, secrétaires généraux, ne pouvions pas toujours approuver. Nous faisons l'impossible pour poursuivre nos travaux. Cependant, la situation à Pétrograd et sur le front devenait de jour en jour plus menaçante. Le Gouvernement provisoire luttait encore, mais sa fin était proche.



**IV**

**L'INDÉPENDANCE**



## I. LA CHUTE DE GOUVERNEMENT DE KERENSKI ET LA PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE UKRAINIENNE

Le Gouvernement provisoire se prépara à combattre le Secrétariat général de l'Ukraine et à lutter contre l'esprit national de ce pays au moment où la situation de l'ancien Empire des tzars devenait tout à fait désespérée. La discipline n'existait plus dans l'armée. Les soldats se moquaient de Kerenski quand il les suppliait de prendre l'offensive ou, du moins, de tenir ferme sur le front. Ils quittaient en masse leurs régiments. Avec ou sans armes, ils fuyaient le front pour regagner leur province, ou tout simplement pour vagabonder à travers le pays.

Les trains étaient bondés de soldats et de matelots qui ne prenaient même pas de billet de chemin de fer, estimant qu'après tant de souffrances ils avaient bien mérité de passer outre toutes « vaines formalités ». Et d'ailleurs personne, devant ces bandes de déserteurs, n'osait insister pour leur faire respecter les règlements. Ils s'installaient aussi bien en première classe qu'en troisième. Si les places manquaient, ils prenaient d'assaut les fourgons, s'accrochant aux plates-formes, grimpant sur les toits des wagons. Ils y restaient jour et nuit, grelottant de froid. Quelques-uns, parfois, tombaient sur la voie. Rien ne les arrêtait : coûte que coûte, ils voulaient échapper à la guerre.

La propagande de Lenine se répandait partout. L'anarchie venait du peuple lui-même. « Les esclaves en émeute », comme l'a dit un jour Kerenski, donnaient toute satisfaction au chef bolcheviste : il fallait seulement saisir le moment opportun de se servir de cette anarchie, la canaliser, la diriger tout en feignant de la laisser libre. Lenine savait fort bien qu'un jour viendrait où la « bête » serait bridée, domptée, soumise à lui, et qu'il pourrait alors facilement créer une sorte d'anarchie organisée qui remplacerait insidieusement cette anarchie désordonnée.

Le Gouvernement provisoire convoquait tantôt à Moscou, tantôt à Pétrograd, des Congrès connus sous le nom de « pré-parlements ». Kerenski se débattait en des discours fulgurants : rien n'y fit. Rien ne subsistait, en Russie, qui fût capable d'arrêter la marche de l'anarchie. La tentative du général Kornilov de changer le régime était vraiment naïve et d'avance condamnée. La masse du peuple ne respectait plus aucune autorité...

La fin du Gouvernement provisoire fut sanglante et non glorieuse. Ce gouvernement qui se croyait démocratique, socialiste, qui s'était lié avec les Soviets (modérés au début), fut renversé par la foule acharnée des soldats et des ouvriers. Les jeunes gens et beaucoup de femmes défendirent héroïquement le gouvernement de Kerenski. Mais celui-ci ne sut pas organiser la résistance, garder son unité, se replier en attendant le moment opportun de recommencer la lutte. Le Gouvernement fut battu, dispersé, et Kerenski lui-même, l'idole d'hier, dut se déguiser en matelot pour sauver sa peau. Tout était fini... La chute de l'Empire était accomplie, l'anarchie à son comble.

A ce moment, l'Ukraine subissait également de rudes épreuves. Le grand front sud-ouest et le front roumain se trouvaient sur son territoire, formés de soldats venant

de toutes les parties de l'Empire. Pour quitter le front et regagner leur pays, ils devaient traverser l'Ukraine, traînant derrière eux des canons, des mitrailleuses, pillant, bombardant même parfois les villes, massacrant la population...

Il était facile de prévoir que l'armée en déroute susciterait d'indescriptibles désordres. Et en juillet (1917), le Secrétariat général de l'Ukraine élaborait un plan de démobilisation générale ou partielle pour le jour où la guerre cesserait. On m'envoya avec ce plan au quartier général du front sud-est, qui se trouvait à Berditchev. Je devais conférer avec le général Doukhonine, alors chef d'état-major de ce front. Il me promit d'étudier la question, mais hélas, ici comme ailleurs, le Gouvernement provisoire ne sut rien faire et nous empêcha même d'agir comme nous le voulions. Ce malheureux Doukhonine devenait peu après le dernier généralissime des troupes russes et fut la grande victime de l'anarchie d'octobre. Je me rappelle cette séance du Secrétariat général où on annonça qu'à Mogilev les troupes rouges venant du nord sous le commandement de Krilenko (futur procureur général de l'U. R. S. S.) *avaient déchiré en lambeaux le corps du général Doukhonine...* De telles atrocités produisaient encore une impression formidable... Plus tard, on s'y habitua, tant elles devinrent banales et courantes dans le paradis du communisme militant...

C'est vers le 15 octobre que les bolcheviks s'emparèrent de Pétrograd et, presque aussitôt, de Moscou. A Kiev, les choses ne devaient pas se passer de la même façon.

Au moment de la chute du Gouvernement provisoire, Kiev était soumis à trois « forces » essentiellement différentes : 1° le Secrétariat général et la Rada centrale, soutenus par des régiments ukrainiens ; 2° le quartier général de l'armée russe de la région de Kiev, fidèle au gouvernement de Kerenski, bien qu'il fût renversé ;

3<sup>o</sup> les troupes russes franchement bolchevistes. Ces trois forces n'étaient évidemment pas d'accord entre elles.

J'étais néanmoins pour l'entente avec le quartier général et pour une action énergique contre les troupes bolchevistes. A ce moment, la bataille entre les bolcheviks et les partisans de Kerenski était décidée... Un soir, M. Alexandre Lotocky (qui remplaçait Vinnitchenko, absent de Kiev) et moi-même, devions nous rendre au siège du Quartier général qui se trouvait sur les hauteurs de Kiev, à Lipki. Une voiture nous y montait qui, aux approches du théâtre Solovcov, fut arrêtée par des soldats et des canons nous barrant la voie. Nous descendîmes de voiture et priâmes l'officier en uniforme de nous laisser avancer. Mais l'ordre était formel : personne ne pouvait passer la ligne. On nous avertit qu'on allait tirer dans un instant. Le fait est que les détonations ne tardèrent pas. Ayant résolu d'aller à pied par une autre rue, nous n'avions pas encore atteint le théâtre que les balles sifflaient déjà autour de nous. Lotocky me poussa vers une porte heureusement ouverte. Une minute d'attente et nous reprîmes notre marche. Nous nous heurtâmes de nouveau à des sentinelles, à des canons, à des mitrailleuses. On ne voulait pas davantage nous laisser passer, mais nous insistâmes si énergiquement que l'officier céda. Nous nous trouvâmes quelques minutes après devant le vieux et gros général Kwiecinski, mélancoliquement assis dans un fauteuil derrière une longue table, entouré de ses officiers d'état-major.

Kwiecinski est le chef du Quartier général de Kiev. Nous lui exposons notre but, la nécessité qu'il y aurait à nous entendre. Le général est aimable, attentif, mais hésitant et perplexe. Près de lui, la plupart des visages nous sont visiblement hostiles. La conversation est à chaque minute interrompue par des va-et-vient.

Une bagarre a lieu à ce moment même au palais dit royal où siègent les Soviets, et l'officier qui en fait le rapport l'achève dans une crise d'hystérie. Malgré cette atmosphère, l'accord allait s'établir entre nous quand tout à coup on apprend que les troupes tchèques venant du front sont arrivées. L'officier russe (Grigoriev) qui les amène va entrer. Il n'entre pas, il bondit dans la salle. Des applaudissements le reçoivent. Il annonce avec parade que les Tchèques sont fidèles au Gouvernement provisoire (déjà renversé), que d'autres troupes lui sont également dévouées, etc. On le croit, on s'anime et notre conversation devient plus difficile. Rien n'est rompu, mais aucun accord n'est conclu non plus quand, vers cinq heures du matin, Lotocky et moi quittons le général pour passer de nouveau devant les patrouilles et regagner nos maisons, marchant à travers les rues désertes et obscures.

Notre démarche auprès du Quartier général fut d'ailleurs mal accueillie par la Rada centrale : on ne voulait aucune entente avec le Quartier général. Nous l'avions désirée pour éviter à Kiev une bataille dans les rues et pour agir plus énergiquement contre les bolcheviks... Mais l'aile gauche de la Rada centrale trouva d'autres moyens pour sortir de cette situation.

Je dus d'ailleurs me rendre bientôt compte que si les troupes ukrainiennes étaient dévouées à la Rada centrale et disposées à la défendre, elles étaient en revanche manifestement opposées au quartier général des troupes russes fidèles au gouvernement renversé, et qu'elles n'acceptaient pas de marcher contre les troupes sympathisant avec le bolchevisme... Il fallait donc agir avec la plus grande circonspection. Mais l'autorité de la Rada centrale était si grande à ce moment et ses troupes si nombreuses (d'autre part, la position de nos deux adver-

saires s'avérait très incertaine) que le général Kwiecinski et les bolcheviks eux-mêmes reconnurent presque sans effusion de sang la Rada centrale et le Secrétariat général qui devinrent les véritables maîtres de la situation.

Nous nous emparons du quartier général de Kwiecinski et peu après désarmons les régiments russes bolchevisants...

Le même jeune officier (Grigoriev) qui avait amené les légions tchèques est maintenant en civil, modeste, dans les salons de la Rada centrale, ne sachant pas au juste si on le met ainsi à l'abri ou au contraire aux arrêts. Les Tchèques ont refusé d'intervenir, la tactique de leur chef Masaryk prescrivant aux légionnaires de ne prendre aucune part à la lutte civile du pays...

Le prestige des autorités ukrainiennes est énorme à cette heure de l'histoire, et la victoire de la Rada centrale complète. Les minorités nationales, toujours si fidèles au Gouvernement provisoire, tournent, maintenant que ce dernier est disparu, leurs regards vers la Rada centrale.

Un acte s'impose alors : l'Ukraine a déjà un parlement, un gouvernement et une armée, mais au point de vue juridique elle n'est encore qu'une province russe. Il faut mettre fin à cette situation équivoque et proclamer la République ukrainienne. Un mois auparavant, cette idée eût provoqué mille protestations, mille difficultés. Maintenant, même les Russes de Kiev la trouvent naturelle.

Le 7 novembre (vieux style), la Rada centrale a lancé son *III<sup>e</sup> Universal*, proclamant la République démocratique ukrainienne.

Il fut approuvé dans une séance plénière de la Rada centrale, parmi l'enthousiasme de ses membres (exception faite de quelques réserves sur les bancs des minorités). Sur la place Sainte-Sophie, une messe fut dite en présence

de Hrouchevsky, des membres du Secrétariat général, des troupes et d'une foule innombrable.

Malheureusement, l'acte du III<sup>e</sup> Universal contenait également des projets d'ordre social très avancés. Cela ne diminue certainement aucunement l'importance essentielle de cet acte qui donna naissance à l'État ukrainien, mais la droite qui se tenait dans l'ombre à cette période garda à l'égard de cet Universal comme envers la Rada centrale en général une certaine méfiance. Il n'eût peut-être pas fallu confondre dans le même document des questions aussi dissemblables, mais nous le répétons toujours : de *gauche* ou de *droite*, dans n'importe quel pays, un parlement exprime la volonté nationale. La Rada centrale fut notre parlement national sous la révolution. Nous avons précédemment insisté sur son importance capitale. Nous considérons l'acte de la proclamation de la République ukrainienne comme *l'expression de la volonté nationale de notre peuple*.

En proclamant la République démocratique ukrainienne, le III<sup>e</sup> Universal fit une réserve importante. Il stipulait que le lien fédératif entre la Russie et l'Ukraine n'était pas rompu. Cela, par traditionalisme et surtout par prudence, pour ne provoquer aucune difficulté du côté des minorités nationales, pour tenir compte également des troupes russes (quoique presque désorganisées) sur le territoire ukrainien... On ne considérait pas encore cet acte comme une proclamation définitive de l'indépendance de l'Ukraine. Ainsi s'explique le fait que les frontières du pays n'y étaient établies que dans des termes très généraux.

Mais si l'acte du 7 novembre 1917 se basait encore sur les « liens fédératifs » avec la Russie, si le gouvernement ukrainien essayait encore (au moins pour résoudre le problème de la paix) d'unir les républiques fondées sur

le territoire de l'Empire russe, les événements créaient une situation toute différente : avant même que le IV<sup>e</sup> Universal (22 janvier 1918) proclamât *l'indépendance absolue de l'Ukraine, notre République était déjà indépendante de fait.*

De telles affirmations nécessitent quelques précisions. Nous allons passer brièvement en revue les actes essentiels de notre politique étrangère durant cette période.

En réalité, la marche vers l'indépendance ne fut inventée ni dictée par personne : elle s'est développée spontanément et logiquement.

## 2. LA GRANDE GUERRE ET L'UKRAINE

La politique étrangère de la jeune République ukrainienne devait éclore au moment où la guerre mondiale entraînait dans sa quatrième année.

Quelle fut l'attitude de l'Ukraine et des Ukrainiens devant cette guerre ?

La déclaration de la guerre a produit ici, comme partout, une impression considérable, la sympathie allant à la Serbie, dont on considérait les droits comme violés. On lisait les journaux russes et on donnait tort à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie, raison à la Russie et à ses alliés. Mais, d'autre part, comment pouvions-nous défendre la Russie qui nous tenait en état d'esclavage, qui combattait avec tant d'acharnement toutes les manifestations de notre esprit national ?

Nous fûmes cependant entraînés malgré cette contradiction politique à prendre une position bien nette. A Moscou paraissait une revue mensuelle en langue russe *La Vie ukrainienne* (1), dirigée par Simon Petlura, le futur ataman en chef. Dès que la guerre fut déclarée, il publia un numéro spécial ne contenant qu'un seul article, véritable manifeste prenant parti pour l'Entente et rangeant l'Ukraine à ses côtés.

A Kiev, le journal quotidien en langue ukrainienne *La Rada* fit également appel à la population, l'invitant

(1) *Ukrajinskaju jizn.*

à défendre son pays contre l'invasion possible des armées allemandes et autrichiennes...

Donc, si la proclamation de la guerre n'a pas fait chanter par les Ukrainiens des dithyrambes à l'Empire russe, si nous gardions toujours une certaine réserve vis-à-vis de la Russie, nous restâmes cependant parfaitement loyaux à son égard.

Cela n'empêcha pas en 1914 le gouvernement tzariste de se défier énormément de tous les patriotes ukrainiens. Il est connu que l'Ukraine était divisée en deux parties : la plus considérable appartenant à la Russie, l'autre (la Galicie et la Boukovine) dépendant de l'Autriche-Hongrie. La Russie ignorait que les autorités autrichiennes considéraient également les Ukrainiens comme suspects, mais elle savait que les Ukrainiens (comme les Polonais) avaient organisé un détachement spécial dans l'armée autrichienne (il ne faut pas oublier qu'ils étaient sujets autrichiens).

Le gouvernement tzariste apprit aussi que l'Allemagne s'intéressait beaucoup au mouvement ukrainien et qu'elle voulait l'exploiter dans son intérêt. Profitant de cette sympathie, les Ukrainiens de Galicie fondèrent *l'Union pour la libération de l'Ukraine*, à laquelle appartenaient, outre des Ukrainiens de l'Autriche, quelques-uns des émigrés politiques de l'Ukraine russe (Skoropys-Yoltoukhovsky, V. Dorocho, André Jouk, etc.).

Au lieu d'imiter ses ennemis et d'utiliser également le mouvement ukrainien dans son intérêt en lui accordant des concessions, le gouvernement russe a répandu la thèse que « le mouvement ukrainien était inventé » par les Allemands et les Autrichiens.

La politique traditionnelle du gouvernement russe l'a bien vite poussé aux répressions les plus dures contre tout ce qui était ukrainien. Nous avons dit au commence-

ment de ce présent ouvrage le caractère abominable que prit cette réaction à Kiev, comment furent peu à peu interdits tous les périodiques en langue ukrainienne, comment on ferma presque toutes les institutions, scientifiques ou autres, portant des noms ukrainiens, comment on déporta en masse les Ukrainiens de la Galicie orientale, sans se soucier de savoir s'ils étaient « coupables » : c'étaient des Ukrainiens et cela suffisait. Devant de tels procédés, comment l'Ukraine se serait-elle crue encore obligée de soutenir les Russes ? Comment les alliés qui parlaient de guerre libératrice, de guerre pour les nationalités opprimées pouvaient-ils fraterniser avec la Russie tzariste ? La Société des progressistes ukrainiens (T. U. P.) exprima l'opinion quasi unanime en rédigeant un document dans lequel elle déclarait que la situation était telle que les patriotes ukrainiens, tout en gardant officiellement leur loyalisme vis-à-vis de l'État, *resteraient désormais neutres dans leur activité politique*. Elle ajoutait qu'elle désirait la paix et ne témoignerait de sympathie à aucun des partis belligérants...

La révolution modifia évidemment cette attitude. Au commencement de la révolution, beaucoup d'Ukrainiens crurent qu'on pouvait et devait retourner à ses premières positions, qu'il fallait s'entendre avec le Gouvernement provisoire qui allait reconnaître une large autonomie à l'Ukraine.

Les désillusions ne tardèrent pas non plus à apparaître de ce côté-là. Nous les connaissons. De plus, la volonté générale des soldats de finir la guerre jointe à la propagande bolchevique pour la paix gagnait toujours du terrain, atteignaient même les Ukrainiens les plus disposés à soutenir la thèse ententophile.

Hrouchevsky, lui, préférait garder la neutralité. Il évita longtemps de se prononcer au sujet de la guerre.

Mais parmi les militaires ukrainiens (surtout les officiers) l'esprit ententophile prédominait. Cela ne les empêchait pas de désirer la paix, mais une paix générale.

Nous avons déjà dit que les soldats ukrainiens formaient partout des réunions et demandaient qu'on les groupât dans les unités militaires spéciales. Ils avaient déjà réuni à Kiev plusieurs congrès militaires ukrainiens où étaient représentés des millions de nos soldats dispersés sur tous les fronts et dans les garnisons de l'Empire. Simon Petlura prit immédiatement la tête du Conseil général militaire qui s'installa à Kiev à côté de la Rada centrale. Il constitua un plan de réorganisation de l'armée de l'Empire sur le principe national et territorial. En ce qui concerne l'Ukraine, Petlura et le Conseil général militaire, soutenus par la Rada centrale, demandèrent non seulement de grouper les soldats ukrainiens, mais de remanier les troupes de façon que le front sud-ouest ne fût occupé que par des armées composées exclusivement d'Ukrainiens. Petlura espérait qu'ainsi l'armée deviendrait disciplinée, qu'ayant à défendre leur pays sur leur territoire même, les soldats ukrainiens ne quitteraient pas le front et qu'ils se battraient bravement contre les armées allemandes ou autrichiennes.

L'esprit patriotique qui animait les soldats ukrainiens paraissait être une garantie de la justesse de ce raisonnement.

Outre que cette réorganisation devait aider à la bonne conduite de la guerre, elle devait, au moment de la démobilisation, épargner à l'Ukraine le désordre des masses de soldats surgissant de tout l'Empire.

Enfin, bien qu'il appartint au parti socialiste, Petlura a le premier compris que l'Ukraine ne pouvait exister sans avoir son armée propre.

Ces avantages pour l'Ukraine n'échappèrent pas aux

dirigeants russes qui, malgré le profit matériel qu'ils pouvaient également tirer de ce plan, refusèrent de l'accepter. Des unités furent tout de même formées par-ci par-là ; certains corps d'armée du front sud-ouest furent ukrainisés ; mais on était loin de l'exécution du plan de Petlura et de ses amis. Il est difficile d'établir maintenant très exactement à quoi il eût abouti, mais il est en tout cas patent qu'après la victoire des bolcheviks à Pétrograd, quand les soldats russes quittèrent le front en masse, *seules les unités ukrainiennes* y demeurèrent jusqu'à la dernière extrémité...

En sa qualité de président du Conseil général militaire, puis (juin 1917) comme secrétaire général de la Guerre, Petlura lança de nombreuses proclamations aux soldats ukrainiens qu'il appelait à défendre leur patrie contre les armées des pays centraux.

L'esprit de ces proclamations, de même que le manifeste qu'il publia au commencement de la grande Guerre dans *La Vie ukrainienne*, étaient nettement ententophiles.

Mais si tel était le sentiment de Petlura et de certains milieux militaires (qui se mirent plus tard en rapport avec les missions militaires française et anglaise), la masse du peuple n'avait pas des idées très nettes quant à la politique étrangère.

Il serait absolument faux de croire qu'à ce moment-là les Ukrainiens étaient germanophiles ou austrophiles. C'est une légende qu'il est temps de discréditer. Mais on se trouvait trop sous l'influence des idées courantes répandues dans toute la presse socialiste et communiste *russe*. Ces idées empêchaient même très souvent les véritables patriotes ukrainiens de comprendre l'intérêt réel de leur patrie.

Dans ces conditions, la tâche du ministre des Affaires étrangères n'était pas facile.

### 3. LE DÉBUT DE L'ACTIVITÉ DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le Secrétariat général de l'Ukraine fut établi le 17 juin 1917, après la proclamation du 1<sup>er</sup> Universal. Le premier portefeuille des Affaires nationales fut confié à Serge Efremov qui m'offrit aussitôt le sous-secrétariat. Efremov, nous l'avons vu, ne devait garder ce poste que jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet. Quinze jours plus tard, au premier remaniement du Secrétariat (quand on y introduisit les représentants des minorités nationales), je fus nommé secrétaire général et le restai jusqu'au 14 janvier (vieux style) 1918.

Au moment de l'organisation de notre gouvernement, le secrétaire des Affaires nationales ne devait officiellement s'occuper que du problème des minorités nationales de l'Ukraine, et, d'une façon moins absolue, des autres peuples faisant partie de l'Empire. Il n'était pas question, officiellement du moins, des Affaires étrangères en général. L'Ukraine n'était pas encore proclamée République, mais les puissances étrangères commençant à s'intéresser aux problèmes de ce pays, il fallait que quelqu'un s'occupât également de leurs représentants, qu'il reçût les délégués des différents États voulant étudier de près ce qui se passait chez nous. Tandis qu'on approchait de la fin de 1917, la situation des Affaires étrangères pour

l'Ukraine devenait plus grave et plus compliquée. A partir du mois de novembre, c'est à elle que je dus consacrer presque tout mon temps. D'ailleurs, on me désignait déjà plus couramment sous le titre de secrétaire général des Affaires étrangères, et, au mois de janvier suivant, quand le Secrétariat général prit officiellement le nom de ministère, je devins automatiquement ministre des Affaires étrangères.

En ce qui concernait les minorités de l'Ukraine, la Rada centrale voulait appliquer les principes lancés autrefois en Autriche-Hongrie par un socialiste, M. Renner-Springer, qui avait proposé d'introduire dans son Empire le système de l'autonomie pour les nationalités qui se trouvaient sous le sceptre de François-Joseph. Ce ne devaient pas être des autonomies territoriales mais des autonomies soi-disant nationales ou personnelles. Chaque nationalité, en dehors de sa participation à la vie de l'État et de ses institutions, devait créer sa propre organisation, pouvait établir ses finances dont elle avait le droit de disposer à sa guise. L'éducation, l'instruction, la vie intellectuelle en général devaient être dans chaque nationalité dirigées par ses propres moyens et suivant ses aspirations ou ses traditions.

S'il était difficile de délimiter les territoires respectifs de chacune des nationalités de l'Autriche-Hongrie, les minorités nationales n'avaient en Ukraine aucun territoire défini, étant dispersées à travers tout le pays. Afin de satisfaire aux desiderata de ces minorités, nous décidâmes d'introduire le système de Renner-Springer en Ukraine. Et c'est au secrétaire général des Affaires nationales qu'incomba cette tâche. Avec la collaboration des sous-secrétaires d'État pour les Affaires israélites, polonaises et, plus tard, pour les Affaires russes, nous avons élaboré la loi de l'autonomie nationale pour les

minorités, qui fut votée par la Rada centrale le 9 janvier (vieux style) 1918 (1).

Mais revenons aux Affaires étrangères proprement dites.

En été 1917 de nombreux diplomates et des journalistes étrangers vinrent à Kiev nous interviewer. C'était moi qui les recevais le plus souvent, m'ingéniant à leur fournir le maximum d'informations possible.

Un des premiers qui apparut à nos horizons fut un journaliste français, M. Jean Pelissier. Il me dit qu'il avait reçu la mission officielle de faire un rapport sur l'Ukraine. Je crus pouvoir lui donner d'amples renseignements et le présenter à certaines personnalités politiques ukrainiennes.

M. Pelissier s'enthousiasma pour notre cause et fit plusieurs rapports à l'ambassadeur de France à Pétrograd, M. Noulens, ainsi qu'à ses amis de Paris. Vers la fin d'août, je dus me rendre pour différentes affaires à Pétrograd. J'y revis M. Pelissier qui y séjournait et qui me proposa de m'introduire chez M. Noulens. L'ambassadeur m'invita à déjeuner, et c'est ce jour-là qu'eut lieu pour la première fois une entrevue sérieuse entre le représentant de la France et un ministre ukrainien.

Je savais qu'alors le milieu diplomatique de Pétrograd

(1) Déjà en automne 1917, les Israélites et les Polonais commencèrent à organiser leurs minorités en Ukraine. Les communes israélites de toutes les villes et bourgades élurent leurs représentants au Conseil national israélite de toute l'Ukraine. J'ai dû inaugurer au nom du gouvernement ukrainien cette institution qui n'avait eu de précédent dans aucun autre État : Les événements tragiques qui suivirent ne permirent pas à cette organisation ni au système établi par la loi de la Rada centrale sur l'autonomie nationale des minorités de se développer. Plus tard, on prétendit, non sans raison peut-être, que cette loi plaça les minorités en Ukraine dans une meilleure position que les Ukrainiens eux-mêmes (surtout en ce qui concerne les écoles, les minorités ayant appartenu autrefois aux classes les plus riches de la population de l'Ukraine).

avait déjà perdu toutes ses illusions quant à la valeur des tentatives du gouvernement de Kerenski. M. Noulens me posa beaucoup de questions sur la situation en Ukraine, dont il avait déjà, je m'en rendis bientôt compte, des notions assez précises, quoiqu'il crût devoir, de temps à autre, se retrancher derrière sa volonté de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de la Russie. J'objectai à cette politique, d'ailleurs très compréhensible, le fait que le problème ukrainien n'était plus du nombre des problèmes intérieurs de la Russie, et que si le gouvernement de Pétrograd n'acceptait pas tout de suite la reconstitution fédérative de l'Empire (le programme officiel de l'Ukraine n'allait pas plus loin à ce moment), il serait trop tard, car l'Ukraine s'en détacherait complètement, — que, de plus, si les affaires restaient dans l'état où elles étaient, ce serait l'anarchie complète à bref délai. J'ajoutai que si la France voulait avec les autres alliés nous aider à maintenir l'ordre et à réorganiser d'une façon stable notre pays, l'Europe entière en bénéficierait. Il est évident que je ne pouvais obtenir aucun résultat positif après une première conversation diplomatique à laquelle j'attachai toutefois une grande importance. Et je garde encore un souvenir charmant du déjeuner que m'ont offert l'ambassadeur de France et Mme Noulens.

De retour à Kiev, j'eus peine à trouver le temps nécessaire pour recevoir non seulement les journalistes qui devenaient de plus en plus nombreux, mais encore les envoyés militaires de plusieurs gouvernements alliés.

D'autre part, j'observai un changement très net dans l'attitude des représentants officiels de la France vis-à-vis de l'Ukraine. Tandis qu'au mois de juin, M. Albert Thomas qui se trouvait à Kiev (au cours de son voyage ministériel en Russie), avait jugé inutile de rendre visite à la Rada centrale ou à son président, au mois de sep-

tembre, le général Niessel, chef de la Mission militaire française en Russie, n'a pas manqué, lorsqu'il passa à Kiev, de venir au Secrétariat général, accompagné par ses principaux officiers d'état-major.

Je me rappelle bien cette visite. Il était tard ; presque tout le monde était déjà parti quand on m'annonça le général Niessel et sa suite. La conversation s'anima vite. Le général Niessel s'interrompait souvent dans la discussion pour s'adresser à un général de son état-major, le chargeant de s'occuper de telle ou telle affaire dont nous venions de parler. Celui-ci, jeune encore, les yeux vifs et volontaires, était le général Tabouis qui fut détaché auprès de l'état-major du front sud-ouest. Il s'installa dès lors à Kiev, et nous eûmes beaucoup à faire avec lui. Nous en reparlerons d'ailleurs plusieurs fois.

A la suite de cet entretien, je me rendis chez M. Balachovski (consul honoraire de France à Kiev) chez qui était descendu le général Niessel. M. Vinnitchenko, président du Secrétariat général, alla également le lendemain chez le général et eut une conversation amicale avec lui. Puis j'assistai à l'inauguration de l'hôpital français comme représentant du Secrétariat général.

C'est à cette époque que commencèrent également mes relations avec le corps consulaire de Kiev. Au petit palais du Secrétariat pour les Affaires nationales, qui appartenait à la famille Terechtchenko, les consuls ou agents consulaires de tous les pays se montraient de plus en plus nombreux. Outre certains renseignements politiques, ils venaient chercher la protection pour les ressortissants de leurs États.

Le général Tabouis et ses adjoints venaient fréquemment parler avec nous de la situation en Ukraine, en Russie, des perspectives de la guerre et de la paix. Le général Tabouis était souvent accompagné par le major

Fitzwilliams, officier de l'état-major anglais. Nous recevions aussi la visite des représentants et des chefs des missions militaires italienne, américaine, yougoslave, roumaine, japonaise, mais c'est avec les Français et les Anglais que les relations étaient le plus suivies.

A la veille de la chute du gouvernement de Kerenski, nos arguments devenaient de plus en plus convaincants. Pétrograd avait tellement déçu les alliés que ceux-ci étaient tout disposés à croire à la force nouvelle, jeune, passionnée de l'Ukraine renaissante. Notre enthousiasme les gagnait peu à peu. Et voici qu'ils conçurent un plan, un plan purement militaire. Ils voulurent nous persuader de prolonger la guerre sans Russie anarchiste, en adjoignant aux forces ukrainiennes celles des Roumains, des légions polonaises et tchécoslovaques, enfin celles des Cosaques du Don, du Kouban, etc.

Le général Tabouis insista beaucoup pour l'exécution de ce plan, malgré mes objections. J'estimai impossible de faire aucune tentative militaire parmi cette anarchie générale. Si les plans de Simon Petlura avaient pu être réalisés, si l'Ukraine avait eu son armée organisée, peut-être eût-on pu discuter. Mais dans les conditions où nous nous trouvions en automne 1917, il n'y avait rien à faire. L'Ukraine était envahie par des bandes bolcheviques russes qui pillaient au cours du chemin qui les ramenait chez eux. D'autre part, les communistes exerçaient une propagande acharnée parmi les soldats ukrainiens, leur promettant, outre l'indépendance de leur pays, le paradis social sur la terre...

Que pouvaient faire quelques dizaines de milliers de troupes polonaises, tchécoslovaques et autres devant un tel état de choses ? Sur quel appui pouvions-nous compter ? Sur celui des Roumains ? Leur situation était presque aussi précaire que la nôtre. Non : la guerre

était littéralement impossible à cette époque tragique...

D'ailleurs, la plupart des troupes russes avaient déjà quitté le front et les pourparlers soviéto-allemands à Brest-Litovsk se préparaient. *Les bolcheviks avaient envoyé leur délégation qui avait signé en toute hâte l'armistice sans le concours de l'Ukraine qui, j'insiste sur ce point capital, n'avait alors aucun représentant à Brest-Litovsk. L'Ukraine n'a jamais signé d'armistice : elle fut mise par le gouvernement soviétique russe devant le fait accompli.* Quand, plus tard, les alliés accusèrent l'Ukraine d'avoir signé la première la paix de Brest-Litovsk, ils ont négligé ce fait que nous n'avons jamais signé l'acte initial et essentiel, — que si, d'ailleurs, l'Ukraine signa la paix en février 1918, c'est sous la contrainte de l'armée rouge qui, à ce moment, occupait déjà Kiev.

Quand l'armistice fut signé par le gouvernement soviétique russe, nous nous crûmes obligés de tenir compte de ce fait. J'ai envoyé alors au nom de notre gouvernement une note à toutes les puissances alliées. Elle avait pour but de préciser que tout en restant fidèles aux alliés et en aspirant à la paix générale, nous avions quand même été obligés de tenir compte de l'armistice. J'ai fait remettre cette note via Petrograd directement à chacun des diplomates respectifs, mais elle ne fut jamais publiée. Bien qu'il fût évident que dans la situation où nous nous trouvions, il n'y avait rien d'autre à faire, cet acte interrompit momentanément nos amicales relations avec les représentants des nations alliées.

Mais ils reparurent bientôt, et nous pûmes reprendre nos conversations de naguère. Le général Tabouis gardait encore l'espoir d'accomplir un jour son plan de renouvellement de la guerre.

Je m'efforçai de persuader que la seule chose que nous pouvions tenter était de retarder le plus possible la

conclusion de la paix, d'éviter une paix séparée à laquelle l'Ukraine était presque unanimement hostile. Mais, aussi bien, cela ne dépendait-il pas uniquement de nous : pour faire durer les conversations de la paix à Brest-Litovsk, il nous fallait résister à tous les dangers qui nous menaçaient, autant à l'extérieur qu'à l'intérieur.

L'aide de la France et de ses alliés nous était donc indispensable. De plus, il fallait envisager l'avenir : si l'Ukraine n'obtenait pas l'appui de l'Entente, l'influence politique et économique allemande y prédominerait tôt ou tard. Car il ne faut pas oublier qu'à ce moment-là, on envisageait sinon la victoire des Centraux comme probable, du moins que leur défaite ne fût pas ce qu'elle a été.

Nous voulions établir l'indépendance véritable de l'Ukraine et nous estimions qu'une Ukraine indépendante et forte correspondrait également aux intérêts de la France, qui avait à nos yeux l'auréole de la protectrice traditionnelle des peuples opprimés.

Le général Tabouis qui est, en même temps qu'un noble soldat, un homme d'énergie et de cœur, compatissait de plus en plus aux malheurs de l'Ukraine. Un jour, il m'annonça joyeusement qu'il s'attendait à une réponse affirmative de la part de son gouvernement, et il me demanda bientôt une audience auprès du chef de notre gouvernement, M. Vinnitchenko.

J'assistai à cette audience qui eut lieu le 18 décembre 1917. Le général, entouré de sa suite et du major anglais, formula ses propositions d'aide technique et financière. Il remit en même temps une note rédigée dans les termes amicaux que nous reproduisons *in-extenso* :

« Les puissances alliées n'ont pas encore pris de décision officielle vis-à-vis de l'Ukraine, mais j'ai déjà été chargé de transmettre à M. Choulguine la sympathie des Alliés pour les efforts que fait le gouvernement ukrainien

dans le but de rétablir l'ordre, de reconstituer une force de résistance et de rester fidèle aux Alliés.

« J'avais cru de mon devoir de ne pas attendre un mandat officiel et de vous demander de m'entretenir avec vous, dans le but de ne pas perdre un temps précieux, de ne pas être pris au dépourvu si le moment venait d'agir, et, par suite, de préparer les matériaux d'une discussion éventuelle relativement aux secours financier et techniques que les Alliés pourraient fournir à l'Ukraine pour l'aider dans son œuvre gigantesque d'organisation et de relèvement.

« Je suis heureux d'avoir pris cette initiative, car hier soir j'ai reçu ordre de vous inviter, en vue d'une aide financière et technique que la France pourrait apporter à l'Ukraine, à préciser et à faire transmettre, au plus tôt, à l'ambassade de France, le programme que le gouvernement ukrainien pense réaliser et les besoins correspondants.

« Par cette démarche que je fais, le premier, vous pouvez vous rendre compte que les sympathies de la France à votre endroit sont réelles et effectives. »

Ce fut un grand pas en avant. Je désirais hâter le plus possible ces pourparlers, mais il y avait beaucoup de difficultés à surmonter. Il fallait également fixer notre situation internationale. C'est pourquoi, au cours des conversations qui suivirent, j'insistai auprès du général Tabouis et du représentant anglais sur l'urgente nécessité de faire reconnaître l'Ukraine par leurs gouvernements respectifs. Ils me promirent d'agir par la voie télégraphique...

En attendant, les Soviets avaient déjà envoyé leur délégation à Brest-Litovsk pour commencer les pourparlers de paix. Cette délégation conféra avec les puis-

sances centrales au nom de tout l'ancien Empire russe, c'est-à-dire sans en excepter l'Ukraine.

Le problème de la paix était extrêmement discuté. Les uns, assez rares, souhaitaient une paix même séparée ; les autres y répugnaient profondément. Cependant, tout le monde était d'accord sur ceci qu'on ne pouvait admettre que les représentants soviétiques parlassent en notre nom. Quoi qu'il dût arriver, au moins fallait-il être présent à Brest-Litovsk. D'autre part, les bolcheviks poursuivaient une campagne formidable contre notre gouvernement et contre la Rada centrale. Dans leurs proclamations, dans les discours qu'ils venaient prononcer jusqu'au cœur même de notre pays, surtout parmi les soldats ukrainiens, ils répétaient sans cesse que la Rada centrale était « bourgeoise », qu'elle était « vendue aux capitalistes », qu'elle refusait la paix que tout le peuple désirait ; enfin, ils insinuaient que notre gouvernement ne voulait pas de la paix démocratique « sans annexions ni contributions » proclamée par la révolution russe... Cette propagande devenait dangereuse. De plus, nous étions toujours sous la double menace d'invasion par les troupes allemandes et les bandes rouges. Nous décidâmes d'envoyer une délégation à Brest-Litovsk et d'exposer nos principes dans une note adressée au monde entier. C'est à moi qu'échut le libellé de cette note. Mais mon texte n'eut pas l'heur de plaire à l'aile extrême-gauche du Secrétariat général. Or, il devait être au préalable accepté par les partis politiques. Mille discussions s'engagèrent autour de lui. Un des secrétaires généraux, M. Porche, rédigea un contre-projet qui modifia sensiblement le mien. M. Porche fut le mauvais génie de l'Ukraine renaissante : sans aucune conviction politique, ambitieux, orateur et démagogue habile, il s'avéra souvent funeste pour le pays.

La note fut en définitive agréée. Il prétendait combattre

les bolcheviks par leurs propres arguments, et par conséquent accordait le maximum de concessions à leurs idées et surtout à leur phraséologie... J'ai tout de même réussi à conserver les passages essentiels de mon texte et c'est ainsi que, quoique sans enthousiasme, j'ai signé la note me réservant le droit de prendre ma revanche en un prochain discours à la Rada centrale.

#### 4. LA RECONNAISSANCE DE L'UKRAINE PAR LA FRANCE ET L'ANGLETERRE

Dans sa déclaration du 11 décembre 1917, le Gouvernement ukrainien notifiait à toutes les puissances du monde que la République démocratique ukrainienne avait été proclamée le 20 novembre 1917 par le III<sup>e</sup> Universal de la Rada centrale. Le Gouvernement stipulait :

1<sup>o</sup> Qu'au nom de cette République, il se proposait de poursuivre une politique internationale indépendante et qu'il avait par conséquent l'intention d'entrer en relations diplomatiques avec les autres puissances ;

2<sup>o</sup> Que bien que désirant entreprendre une politique de paix, il n'avait jamais signé l'armistice accepté sur tous les fronts par le gouvernement des Commissaires du peuple de Moscou, sans aucune participation des représentants de l'Ukraine.

Une nouvelle délégation ukrainienne devant se rendre à Brest-Litovsk pour y discuter le problème de la paix, le Gouvernement ukrainien formulait quelques principes qui devaient être pris comme base de cette paix. L'Ukraine aspirait à la paix *générale*, à la paix conclue par tous les belligérants. Elle insistait surtout sur le droit de chaque nationalité à disposer d'elle-même. Elle déclarait que la paix doit être « sans annexions ni contributions ». Elle réclamait pour la République démocratique ukrainienne le droit de prendre part à tous les Congrès qui auraient lieu entre les puissances belligérantes et les autres. En

outre, l'Ukraine spécifiait d'une façon catégorique que le pouvoir des commissaires du peuple ne s'étendait pas sur tout le territoire de l'ancien Empire et particulièrement pas sur le territoire de la République démocratique ukrainienne. Que par conséquent les Soviets n'avaient nullement le droit de parler en son nom.

La note se terminait en ces termes :

« S'appuyant sur le principe de la paix démocratique et *générale*, aspirant à la réalisation prochaine de cette paix, le Secrétariat général attache la plus haute importance à toutes les tentatives qui peuvent la hâter. C'est pour cette raison qu'il juge nécessaire d'envoyer une délégation à la Conférence de Brest-Litovsk. De plus, le Secrétariat général espère que le point final sera apposé dans un Congrès international auquel le gouvernement de la République ukrainienne invite tous les belligérants. »

D'une part, l'Ukraine niait aux commissaires du peuple le droit de parler en son nom, d'autre part elle réclamait sa place dans la famille internationale. Il est à remarquer que trois fois dans cette note il est question de la paix *générale*, en opposition à la paix séparée pour laquelle l'Ukraine manifestait une répugnance profonde. Enfin, on prêtait aux pourparlers de Brest-Litovsk le caractère d'une conférence préliminaire devant précéder le Congrès général de tous les belligérants.

J'ai exprimé plus nettement ces idées dans un discours que je fis au lendemain de la publication de la note en question, c'est-à-dire le 26 décembre 1917.

Les représentants de l'Entente qui se trouvaient à Kiev en furent ouvertement satisfaits. Le journal *Kievlianine*, dirigé par mon oncle, Basile Choulguine, fervent monarchiste russe, adversaire acharné de l'indépendance de l'Ukraine, qui accusait systématiquement la Rada centrale d'être germanophile, publia un grand article

de son directeur sous ce titre : *Le chant du cygne*. Analysant avec une certaine ironie mon discours, Basile Choulguine me donnait tout de même raison, mais il en augurait que la Rada centrale, « germanophile », allait me renverser immédiatement. La prévision de mon parent et adversaire ne se réalisa pas.

Il nous faut revenir pour un instant quelque peu en arrière, afin de dévoiler les dessous de la politique, et expliquer ce qui amena mon discours.

A la vérité, je n'étais pas toujours d'accord avec la Rada centrale et son président Hrouchevsky. Après trois remaniements ministériels sous la présidence invariable de Vinnitchenko, j'étais devenu le seul modéré parmi un gouvernement très avancé...

Cette situation me gênait beaucoup, et malgré l'insistance de mes amis pour que je poursuivisse ma politique étrangère, je profitai de la publication du III<sup>e</sup> Universal (20 novembre), proclamant la République démocratique ukrainienne pour donner ma démission, sous prétexte que la nouvelle situation rendant particulièrement important le poste de secrétaire général des Affaires étrangères, je voulais laisser les mains libres au chef du Gouvernement. Les socialistes révolutionnaires furent visiblement satisfaits de mon départ.

Tandis que Vinnitchenko cherchait un successeur (entre le 20 et le 30 novembre vieux style), j'allai chez Hrouchevsky pour lui exprimer mon point de vue sur la politique étrangère de l'Ukraine. Le président de la Rada centrale approuva mes idées et, dès le lendemain, j'étais invité à en faire l'exposé devant une réunion privée des fractions ukrainiennes de la Rada centrale (sans la participation des minorités auxquelles on ne voulait pas confier tous les secrets politiques).

Je cherchai à communiquer à cette réunion les idées

politiques que je souhaitais voir adopter par mon successeur. N'étant plus en état de continuer la guerre, nous devons nous préparer le mieux possible à la paix. Nous allions nous trouver à Brest-Litovsk face à face avec les représentants de l'Allemagne et de ses alliés. Sur quelle force nous appuyerions-nous ? D'abord sur les autres peuples qui s'étaient, comme nous-mêmes, détachés de la Russie. Mais cela suffisait-il ? Non : nous devons également chercher l'appui de la France, de l'Angleterre, de l'Italie et des autres puissances de l'Entente. Non pas tant en ce qui concernait les pourparlers actuels de Brest-Litovsk qu'en vue de la Conférence générale qui devait réunir tous les belligérants.

C'est à peu près dans ces termes que je fis mon exposé. Personne ne s'éleva contre moi et plusieurs orateurs me soutinrent au contraire vigoureusement.

Quelques jours plus tard (je n'avais pas encore été remplacé au ministère), mes adversaires, les socialistes révolutionnaires, ceux-là mêmes qui s'étaient tellement réjouis de ma démission, se joignirent aux autres fractions ukrainiennes pour dire que je n'avais pas le droit d'abandonner mon poste avant la réunion de la Constituante ukrainienne. Je retirai donc ma démission, et c'est alors que je prononçai le discours cité plus haut. Malgré ce revirement, le jour que j'abordai la question concernant l'aide que la France nous avait proposée le 18 décembre 1917 par l'intermédiaire du général Tabouis, je me suis heurté du premier coup à une certaine opposition.

Les problèmes les plus importants s'élaboraient en un petit comité qui se réunissait dans le bureau de Hrouchevsky à l'issue des séances officielles de la Rada centrale ou du gouvernement. Ces réunions étaient ordinairement composées de Hrouchevsky, bien entendu, de Vinnitchenko, des socialistes de gauche Tkatchenko et

Porche, et de moi (1). Jamais commencées avant minuit, nos conférences privées finissaient souvent après trois heures du matin. Petlura était acquis d'avance aux propositions du général Tabouis que j'y formulai. Sans s'y opposer, Vinnitchenko exprima la crainte que l'acceptation de cette aide nous empêchât de faire la paix, qu'il considérait comme indispensable. Mais Hrouchevsky consulta surtout Porche, qui répondit par un discours d'un marxisme assez vulgaire où il se montra en définitive contre la proposition française. Avec beaucoup d'habileté, Hrouchevsky lui posa de nombreuses questions. La maîtrise avec laquelle il dirigeait ces débats intimes rendait tout appui inutile. La thèse de Porche ne résista sur aucun point : tout le monde finit par comprendre que si la proposition française était réalisée, notre situation financière et commerciale, et par conséquent politique, serait considérablement améliorée. Porche prit de nouveau la parole et refit un discours où il prétendait expliquer, du point de vue pratique, son discours « de principe ». Il expliqua si bien que ses conclusions furent diamétralement opposées à celles de son discours précédent...

Les propositions françaises furent donc acceptées en principe. Mais elles parurent bien difficilement réalisables dans les conditions où nous nous trouvions, alors que la situation s'aggravait de jour en jour...

Mais revenons à nos conversations avec les représentants de l'Entente. Le général Tabouis ne protestait plus contre l'envoi d'une délégation à Brest-Litovsk

(1) Si je n'ai pas nommé Petlura, c'est qu'il n'y assistait pas toujours et en tout cas qu'il n'y prit plus jamais part après la mi-décembre : les relations personnelles entre Vinnitchenko et Simon Petlura devinrent telles que ce dernier préféra quitter le ministère. Il avait d'ailleurs d'autres raisons à cela.

qu'il avait dû juger inévitable. Il m'invitait seulement à ne pas hâter les pourparlers, m'assurant de la prochaine intervention américaine et pensant que celle-ci entraînerait la paix générale et qu'il serait évidemment de notre intérêt de ne rien conclure de définitif à Brest-Litovsk. Je répondis au général que notre gouvernement n'était nullement favorable à la paix séparée et que nous nous réjouissions si la Conférence générale devait réellement avoir lieu bientôt. Nous n'étions pas pressés de conclure la paix avec les Centraux. *Je lui promis en tout cas personnellement de ne rien faire de définitif sans le prévenir et de ne conclure aucune paix séparée tant que je serai au pouvoir.* Je lui promis également de le tenir au courant des conversations de Brest-Litovsk. Le général Tabouis insista même pour que j'y prisse la tête de la délégation ukrainienne. Cette marque de confiance me toucha beaucoup, mais je ne voulais à aucun prix m'engager dans cette affaire, prévoyant qu'il me serait impossible de tenir mes promesses et que, dans ce cas, mieux vaudrait démissionner à Kiev qu'à Brest-Litovsk. Les événements ne me donnèrent malheureusement que trop raison.

La délégation, composée par la Rada centrale elle-même, prit un caractère semi-parlementaire : les pourparlers ne dépendaient donc pas entièrement de moi. Je ne cessais cependant pas d'être en relations télégraphiques avec notre délégation.

Nous avons voulu être le plus indépendants possible vis-à-vis des Allemands, et dans ce but nous avons dirigé nos efforts du côté des autres peuples de l'ancienne Russie en les invitant à nous soutenir.

J'allai si loin dans les concessions que, pour la première et la dernière fois de ma vie, j'envisageai la possibilité d'une entente avec le président de la délégation soviétique, c'est-à-dire avec Trotzky lui-même. Je proposai à notre

délégation de faire une tentative dans ce sens. Je voulais que les conditions de la paix fussent à la fois bonnes pour l'Ukraine, qu'elles gardassent un caractère provisoire et qu'elles ne portassent atteinte à aucun des autres belligérants. Mais cette tentative échoua, bien entendu. Loin de s'entendre avec lui, notre délégation dut combattre Trotzky à Brest-Litovsk, ce que la délégation allemande a certainement utilisé dans ses intérêts. Il est curieux de noter à ce propos que chaque fois que je commençais à donner des instructions peu agréables aux Allemands, le télégraphe cessait de fonctionner pendant plusieurs heures sinon pendant plusieurs jours...

Le 29 décembre 1917, le général Tabouis m'annonça qu'il venait d'être nommé commissaire de la République française en Ukraine. Les relations entre Kiev et Pétrograd étant déjà rompues. Le général Tabouis ne communiquait avec son gouvernement que via Jassy. C'est le général Berthelot et le ministre de France en Roumanie, le comte de Saint-Aulaire, qui lui transmettaient les instructions nécessaires. Le général Tabouis m'avait remis la veille le texte télégraphique de la lettre signée par M. de Saint-Aulaire (lettre qui me fut donnée quelques jours plus tard), conçu dans ces termes :

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le gouvernement français vous a désigné comme Commissaire de la République française en Ukraine.

« Je vous prie de bien vouloir en informer le secrétaire général des Affaires étrangères du Gouvernement ukrainien, en remettant entre ses mains la présente lettre, qui vous accrédite en cette qualité. »

Après avoir lu ce texte, j'avouai au général que, si heureux que je fusse de sa nomination, j'aurais souhaité qu'elle indiquât plus nettement auprès de qui il était

accrédité. En réponse à cette observation, le général m'adressa une lettre demandant une audience officielle et dans laquelle il voulait bien me donner pleine satisfaction. En voici le texte :

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le général  
commissaire  
de la République

Kiev, 3 janvier 1918.

*Le général Tabouis,  
Commissaire de la République française  
auprès du Gouvernement de la République ukrainienne,  
à Monsieur le Secrétaire général des Affaires étrangères  
de la République ukrainienne*

« MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

« J'ai l'honneur de vous prier de porter à la connaissance du Gouvernement de la République ukrainienne que le Gouvernement de la République française m'a désigné comme commissaire de la République française auprès du Gouvernement de la République ukrainienne.

« Je vous demanderai, en conséquence, de bien vouloir me faire savoir quel jour et à quelle heure je pourrai faire au chef du Gouvernement ma visite solennelle de présentation officielle.

« Veuillez, Monsieur le Secrétaire général, agréer l'assurance de ma haute considération.

« *(Signé)* TABOUIS. »

Je remerciai vivement le général Tabouis et lui ménageai une audience chez le président du Conseil pour le

lendemain 22 décembre 1917. Nous reproduisons ici le communiqué officiel qui fut publié dans tous les journaux de Kiev :

#### LA RÉCEPTION DU GÉNÉRAL TABOUIS

Le 22 décembre 1917 a eu lieu à la présidence de Conseil (rue Institutska, 40) la réception officielle du représentant de la République française auprès du Gouvernement de la République démocratique ukrainienne. Le général Tabouis était accompagné du vice-consul de France, récemment envoyé à Kiev, M. Arquet, et des attachés militaires, les colonels Vanieu et Dens.

Les délégués français ont été reçus par le chef du Secrétariat général, M. Vinnitchenko, en présence du secrétaire d'État pour les Affaires étrangères, M. A. Choulguine, et d'autres membres du gouvernement. Le général Tabouis a adressé au président du Conseil ukrainien les paroles suivantes :

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

« Désirant confirmer ses intentions amicales envers la République ukrainienne, le Gouvernement de la République française m'a fait savoir par télégraphe (le seul moyen de communication existant actuellement) qu'il me nommait représentant de la République française auprès du Gouvernement de la République ukrainienne.

« Voici bientôt un an que je me trouve sur le territoire de l'Ukraine. Pendant ce temps, j'ai eu l'occasion d'étudier l'histoire de l'ancienne Ukraine, j'ai suivi avec attention le développement de son mouvement national et j'ai pu constater les efforts accomplis par la République ukrainienne dans le but de créer et d'établir les forces morales et physiques nécessaires à l'organisation d'un État. Tout cela, je l'ai suivi avec un intérêt toujours croissant et je suis heureux et fier, Monsieur le Président, de voir qu'aujourd'hui cet intérêt n'est pas seulement personnel, car en me nommant son représentant, le Gouvernement de la République française approuve ma manière d'agir et m'autorise à poursuivre officiellement les excel-

lentes relations qui se sont déjà établies entre nous. Je vous apporte l'assurance formelle que la France, qui est la première à faire ce geste décisif, soutiendra de toutes ses forces morales et matérielles la République ukrainienne dans les efforts qu'elle accomplira pour continuer à marcher dans la voie que se sont tracée les Alliés et qu'ils poursuivront sans hésitation à l'avenir en pleine connaissance de leurs droits et de leurs devoirs, devant la démocratie du monde entier et de l'humanité.

« Personnellement, je me consacrerai à cette tâche avec toute l'énergie d'un soldat et avec le cœur d'un Français. »

Dans sa réponse, prononcée en français, le président du Conseil des ministres, M. Vinnitchenko, a exprimé toute la satisfaction avec laquelle le Gouvernement de l'Ukraine a reçu la nouvelle de la nomination d'un représentant officiel de la France auprès de lui.

M. Vinnitchenko a déclaré que le peuple ukrainien apprécierait à sa juste valeur la sympathie que sa libération du joug séculaire et sa volonté de se créer une vie nouvelle sur son propre sol ont rencontrée dans la libre France.

« Dans nos cœurs », a ajouté M. Vinnitchenko, « l'amitié pour la France républicaine a toujours été très vive et les idéals pour la réalisation desquels la démocratie française a lutté ont toujours été vivants dans la tradition du peuple ukrainien. Le chemin historique, parcouru par le peuple français dans ses aspirations constantes vers les principes de liberté, a toujours servi d'exemple aux peuples dans leurs propres efforts vers la libération ».

En terminant, M. Vinnitchenko a salué le général Tabouis comme premier représentant officiel d'un État étranger sur le territoire de la République d'Ukraine, sur le sol même du peuple ukrainien libéré.

Après l'échange de salutations entre le représentant de la République française, le général Tabouis, le président du Conseil des ministres, M. Vinnitchenko, et le ministre des Affaires étrangères, M. Choulguine, un entretien a eu lieu entre eux sur les affaires politiques, au cours duquel la question de la paix a été abordée. M. Choulguine a souligné que l'Ukraine désirait sincèrement la paix, mais une paix qui répondît aux intérêts,

non seulement de l'Ukraine, mais de la démocratie en général. La reconnaissance officielle de l'Ukraine et de son gouvernement par la République française donnait à l'Ukraine l'appui moral qui lui était si nécessaire et qui l'aiderait à défendre ses intérêts nationaux au Congrès de la paix.

Le général Tabouis a répondu que la France, comme ses alliés, désirait la paix, mais une paix fournissant une garantie de durabilité.

Quoique l'impression produite par ce communiqué ait été très grande, le fait lui-même ne fut apprécié à sa valeur que plus tard... Il équivalait exactement à la reconnaissance de l'Ukraine par la France. Des événements tragiques suivirent en Ukraine, les gouvernements s'y succédèrent. La France a pu ne pas tenir compte de ces gouvernements successifs : la *reconnaissance* de l'État ukrainien demeurait un fait accompli. Et elle reste la preuve qu'aux yeux du Gouvernement français, l'Ukraine était en 1917 un État régulièrement organisé. C'est seulement la fatalité des événements qui ruina ensuite notre pays.

L'exemple de la France fut suivi par l'Angleterre. Nous avons déjà indiqué plus haut que le général Tabouis était fréquemment accompagné par le major Fitzwilliams, officier d'état-major britannique. Plus tard, Lady Muriel Paget arriva à Kiev ainsi que M. Picton Bagge, ancien consul général de Grande-Bretagne. Il était en rapports constants avec le général Tabouis ; leurs propositions étaient analogues, ainsi que mes réponses. J'insistais donc vivement sur la nécessité d'établir des relations officielles entre les Gouvernements anglais et ukrainien. Deux ou trois jours après la réception du général Tabouis, M. Picton Bagge se présenta à son tour devant le chef de notre Gouvernement. Au cours de cette audience, M. Bagge

prononça un bref discours dont le texte signé me fut remis et que je reproduis ici *in extenso* :

Représentant  
de la  
Grande-Bretagne

Janvier 1918.

*A Son Excellence le Président du Conseil des ministres  
de la République nationale ukrainienne*

« EXCELLENCE,

« J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté britannique m'a nommé, par la voie télégraphique, la seule possible actuellement, représentant de la Grande-Bretagne en Ukraine.

« Mon Gouvernement m'a chargé de vous donner l'assurance de sa bonne volonté. Il appuiera de toutes ses forces le Gouvernement ukrainien dans la tâche qu'il a entreprise de faire œuvre de bon gouvernement, de maintenir l'ordre et de combattre les puissances centrales, ennemies de la démocratie et de l'humanité.

« En ce qui me concerne en particulier, j'ai l'honneur, Monsieur le Président, de vous donner l'assurance de mon entier concours pour la réalisation de notre idéal commun.

« Picton BAGGE,  
*Représentant de la Grande-Bretagne  
en Ukraine. »*

Nos relations avec les représentants de la France et de la Grande-Bretagne se poursuivaient avec la plus grande cordialité. Mais les événements fatals se rapprochaient, la situation devenait de plus en plus critique.

Le 11 janvier 1918, le général Tabouis nous adressa une nouvelle note. La voici :

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le général  
commissaire  
de la République

Kiev, le 11 janvier 1918.

*Le général Tabouis,  
Commissaire de la République française  
auprès du Gouvernement de la République ukrainienne  
à Monsieur le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères  
du Gouvernement de la République ukrainienne*

« MONSIEUR,

« Le 19 décembre, dans une entrevue à laquelle assistaient M. Vinnitchenko, président du Conseil, et les secrétaires d'État aux Affaires étrangères, aux Finances, au Ravitaillement, aux Voies et Communications, à la Justice, j'ai eu l'honneur de présenter la demande suivante : (suit la répétition du texte de la note verbale du général Tabouis, du 5 décembre, c'est-à-dire d'une date antérieure à sa nomination comme ministre du Gouvernement français auprès de la République ukrainienne).

« *Depuis cette date, la France est entrée en relations officielles avec l'Ukraine.*

« Vu la marche rapide des événements, et pour éviter toute perte de temps, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire cette réponse aussitôt que possible.

« TABOUIS. »

Je pressai mes collègues de présenter le plan demandé. Une réunion extraordinaire du Conseil fut décidée, mais

elle ne devait jamais avoir lieu : la tragédie se précipita. Les troupes rouges étaient presque aux portes de Kiev. On ne pouvait plus guère exécuter le plan proposé par le représentant de la France qui nous promettait de faire venir les marchandises indispensables à la population. Cela eût beaucoup modifié la situation en Ukraine, mais comment faire venir ces marchandises ? De Vladivostok ? Était-il admissible que les Soviets, avec qui nous étions déjà en guerre ne s'y opposassent pas ? Hélas, pour parer à l'agression des Soviets, un seul remède était désormais possible : la paix avec les pays centraux. Ainsi, malgré les succès obtenus, les jours de mon ministère étaient comptés, mais je résolus de tenir jusqu'au bout.

Vers le 23 janvier, je reçus deux protestations, l'une du général Tabouis, l'autre de M. Bagge. Ils s'élevaient contre la « conclusion de la paix séparée ». Je fus très étonné des faux renseignements qu'on leur avait donnés et, par l'entremise du colonel Dens, je leur réitérai ma promesse de ne conclure aucun acte important à leur insu et de ne jamais signer de paix séparée. Ils pouvaient donc, tant que je serais ministre, être tranquilles à ce sujet. Nous n'avions d'ailleurs reçu jusqu'ici que *le projet* d'un traité de paix entre les pays centraux et l'Ukraine. L'examen de ce projet me le démontra sans danger apparent pour l'Ukraine. Il semblait même devoir être avantageux pour elle, bien qu'il présentât pour l'avenir un danger évident...

Mais pouvait-on négocier encore ?

Le 9 février, jour de la signature du traité, les troupes rouges prenaient Kiev et le gouvernement devait se retirer à Jitomir.

Il n'y avait donc pas d'autre issue pour l'Ukraine que de signer la paix et, par conséquent, pas d'autre solution pour moi que de me retirer : je ne voulais à aucun prix faillir

à la parole donnée au général Tabouis et à M. Picton Bagge.

Précisément le 26 janvier 1918, le cabinet de Vinnitchenko démissionna. C'est Goloubovitch, candidat des socialistes-révolutionnaires ukrainiens, qui devait assumer le pouvoir. Il m'invita très vivement à faire partie de son cabinet. Bien entendu, je refusai. A son tour, Hrouchevsky insista avec force.

— Si vous partez, vous anéantissez votre propre politique.

— Hélas, les événements ne m'ont pas attendu.

— Certes, la paix avec les pays centraux est devenue inévitable, mais, si vous restez, les puissances de l'Entente se rendront compte que nous y sommes contraints et que cela *ne signifie pas du tout que nous avons changé notre orientation politique, qui est également la vôtre.*

— Non : si je reste et si je signe le traité, on dira tout simplement que j'ai trahi les représentants de l'Entente. Et je veux tenir ma parole.

Extrêmement nerveux à cet instant, Hrouchevsky finit par me dire qu'un homme politique doit se montrer capable d'avaler n'importe quoi et que je n'avais qu'à me soumettre à ses objurgations. Je ne maintins pas moins catégoriquement mon refus et ma démission.

Je ne reproduis cette conversation que parce qu'elle prouve combien Hrouchevsky et les amis de Goloubovitch tenaient à la politique que j'avais défendue et qui avait abouti à notre rapprochement avec la France et la Grande-Bretagne.

Malgré toutes les calomnies dirigées contre lui, il était bien difficile à Hrouchevsky de faire ce pas vers la paix de Brest-Litovsk. Lui, homme si intelligent, comment son désespoir l'amena-t-il à vouloir me faire réaliser l'impossible et soutenir en pleine guerre la politique de la paix de Brest-Litovsk en même temps que nos relations avec l'Entente ?

## 5. VERS L'INDÉPENDANCE

Ce fut une période bien courte dans la vie du peuple ukrainien, mais aussi bien grande, que les mois de novembre et de décembre 1917.

La Russie semblait déjà dans l'anarchie que l'Ukraine réagissait encore. Les espérances de l'Entente se tournaient vers notre pays en même temps que celles des puissances centrales. L'Ukraine devint un des centres de la lutte des peuples libérés de l'impérialisme russe contre l'anarchie bolcheviste.

Le désastre qui survint au commencement de 1918 fut d'autant plus tragique. Mais dans ce chapitre nous devons parler encore du côté positif de cette période, de nos succès plutôt que des malheurs qui s'abattirent sur nous...

Nous avons indiqué déjà que la France et l'Angleterre ne furent pas les seules à se rapprocher de l'Ukraine : les représentants de l'Italie, des États-Unis, de la Serbie, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie naissante nous manifestèrent officiellement leur intérêt. Mais nous eûmes des relations particulièrement suivies avec la Roumanie et la Tchécoslovaquie.

Le premier chef de la Mission militaire roumaine qui s'installa à Kiev, en automne 1917, fut le général Coanda qui devait devenir président du Conseil, délégué à la Conférence de la paix et signataire du traité de Versailles.

M. Coanda fut un des hommes qu'on rencontrait

le plus souvent au ministère des Affaires étrangères d'Ukraine. Non seulement il s'intéressait à nos affaires en général, mais nous avions encore beaucoup de questions pratiques à régler concernant le front roumain et les dépôts militaires que la Roumanie avait (encore sous le tzarisme) installés en Ukraine. Le général recevait constamment des instructions télégraphiques de son président du Conseil, Jean Bratiano, et c'est par son intermédiaire que commencèrent mes relations personnelles avec l'éminent homme d'État roumain. Tant que nous pûmes « tenir », je tâchai de donner toutes les satisfactions possibles aux demandes bien légitimes du général. La reconnaissance officielle de l'Ukraine par la Roumanie était imminente quand survinrent les événements tragiques du mois de janvier 1918. Lorsque les bolcheviks furent aux portes de Kiev, je tentai une démarche désespérée auprès du général Coanda pour essayer de sauver notre capitale et de combattre les troupes rouges sans recourir à l'Allemagne. Hélas, le général Coanda qui avait proposé lui-même de nous donner quelques trains blindés venait de recevoir de nouvelles instructions : la Roumanie déclarait ne pas se trouver en état de nous aider...

Au souvenir de cette époque reste liée pour moi la noble figure de M. Masaryk, futur président de la République tchécoslovaque. Le professeur Masaryk fut en effet notre hôte au cours de l'automne et de l'hiver 1917. Après avoir constitué le Comité national tchécoslovaque à Paris, T. G. Masaryk, son président, s'était rendu en Russie pour y organiser les légions tchécoslovaques composées des prisonniers de guerre faits par les armées russes. Après ses démarches auprès du Gouvernement provisoire à Pétrograd, démarches qui, paraît-il, ne furent pas toujours très heureuses, il vint à Kiev aux environs

duquel se trouvait le camp de concentration des prisonniers de guerre de nationalité tchécoslovaque et où on organisait leurs légions... Malgré son âge déjà avancé, M. Masaryk fut l'âme de toute cette affaire. Il lui fallait soutenir moralement ses compatriotes, les guider, les garder contre toutes les mauvaises influences : contagion du bolchevisme et tentative de certains partis politiques locaux de les entraîner dans la lutte civile... Les discours que M. Masaryk prononça à cette époque devant les soldats tchécoslovaques furent, comme tous ceux du grand homme, clairs, persuasifs et pénétrés d'une seule idée : que chaque Tchèque, chaque Slovaque se devait tout entier à la cause nationale, c'est-à-dire à la reconstitution d'un État libre tchécoslovaque.

Leurs légions n'avaient pas encore achevé leur formation quand le gouvernement de Kerenski s'effondra... Les légionnaires se trouvaient sur le territoire de l'Ukraine, de la jeune République démocratique ukrainienne. C'est donc au gouvernement ukrainien que M. Masaryk dut s'adresser pour atteindre son but immédiat.

Dès notre première rencontre, M. Masaryk m'inspira la plus profonde admiration. Je le connaissais déjà en tant que philosophe, je connaissais l'auteur du livre *La Russie et l'Europe* ; j'apprenais à connaître en lui l'homme d'État, le patriote. M. Masaryk venait me voir et m'exposait sa volonté de créer un État tchécoslovaque. L'analogie de nos aspirations était trop frappante pour qu'elle ne nous unît pas. Ma sympathie était acquise d'avance aux revendications patriotiques de cette nation slave. M. Masaryk ayant exprimé le désir d'avoir une conférence avec nos hommes d'État, j'organisai une réunion dans le cabinet de Hrouchevsky à la Rada centrale, réunion très amicale à laquelle assistèrent également Vinnitchenko

et quelques autres ministres. Au cours de nos rencontres, M. Masaryk ne manquait jamais d'approuver mes intentions de me rapprocher de la France et des autres puissances de l'Entente.

A propos de la cause qui lui tenait le plus au cœur (la formation des légions tchécoslovaques), il me proposa de conclure une convention et m'exposa les bases principales de son projet. Il insistait pour que nous reconnussions dans le premier article de notre convention que seul le Comité national tchécoslovaque était qualifié pour parler au nom de la nation, et qu'au cas où l'Ukraine serait obligée de signer une paix séparée avec les pays centraux, nous les laisserions quitter librement notre pays. Il était prévu que, dans ce même cas, les armes que nous leur avions données nous seraient restituées avant leur départ.

Le but principal de cette convention était la formation définitive des légions, qui manquaient encore de munitions. Tout en accédant à ces demandes, je proposai d'autre part que, tant qu'elles se trouveraient sur notre territoire, les troupes tchécoslovaques servissent de gardiennes aux usines et aux diverses institutions contre les bandes de déserteurs qui pillaient partout. A cette suggestion, très importante pour nous, M. Masaryk souscrivit immédiatement.

Je présentai le rapport de cette entrevue au Conseil des ministres. Une opposition était à craindre du côté gauche, les légions tchécoslovaques ayant la réputation d'être dévouées non seulement au gouvernement de Kerenski, mais encore au tzarisme russe, à l'ancien régime. On les considérait comme russophiles ardents, par conséquent peu favorables à la cause ukrainienne. Mais M. Masaryk s'adressant à nous, gouvernement ukrainien, il était facile de rejeter cette dernière objection. En ce qui

concerne la réputation « réactionnaire » des légionnaires, elle datait d'avant l'apparition de M. Masaryk en Ukraine : nous savions que le futur président réclamait de ses compatriotes la stricte neutralité.

Je pus vaincre la méfiance des gauches contre les troupes tchèques en posant au président du Conseil et ministre de l'Intérieur Vinnitchenko une question d'ailleurs assez désagréable pour nous tous : « Avons-nous assez de troupes disciplinées capables de garder au moins les usines et les fabriques appartenant aux étrangers ? » La question était justifiée car les consulats m'assiégeaient pour obtenir qu'on défendît les intérêts matériels de leurs compatriotes contre l'anarchie qui peu à peu engloutissait l'Ukraine. On se rendit donc à cette évidence que les légionnaires tchèques nous rendraient les plus grands services.

Les principes posés par M. Masaryk ne rencontrèrent aucune opposition : bien que nous eussions déjà envoyé notre délégation à Brest-Litovsk, on reconnut que seul le Comité national, avec M. Masaryk en tête, avait le droit de parler au nom du peuple tchécoslovaque. On ne se souciait guère de la stupéfaction que pourrait éprouver à Brest-Litovsk le comte Czernin.

Les bases de la convention adoptées, il restait à l'établir en détail. Une commission mixte, composée des représentants du ministère des Affaires étrangères et du ministère de la Guerre fut nommée. M. Masaryk, accompagné tantôt par M. Maxa, tantôt, je crois, par le D<sup>r</sup> Girska (les deux futurs ministres plénipotentiaires de Tchécoslovaquie) venait prendre personnellement part à la commission.

Le projet de la convention fut bientôt terminé et signé, par M. Masaryk au nom du Comité tchécoslovaque, par moi au nom de la République démocratique ukrainienne.

Les légions tchécoslovaques purent achever ainsi leur

formation. Malheureusement, leur départ de Kiev ne fut pas tel qu'il avait été prévu par la convention : les troupes tchèques ne rendirent pas leurs armes à l'Ukraine. Dès la première invasion bolcheviste, elles conclurent un accord avec nos envahisseurs... Mais c'est une histoire qui nous entraînerait trop loin, et je tiens en tout cas à préciser que le président Masaryk était parti avant, et que par conséquent nos relations gardèrent toute leur cordialité, cordialité qui fut soulignée par M. Masaryk lui-même dans les discours qu'il prononça un peu plus tard, en Russie et en Sibérie, devant ses légionnaires.

Parallèlement à la convention survenue avec le Comité tchécoslovaque, nous conclûmes des arrangements avec les troupes des Géorgiens qui se trouvaient sur notre territoire et avec les Cosaques du Don. Il était également question des légions polonaises et de quelques autres nationalités issues de l'ancien Empire.

Mais ce n'est pas dans des accords purement militaires que consistait notre politique vis-à-vis de ces peuples qui, comme l'Ukraine même, se détachèrent de la Russie. Une amitié plus ancienne nous unissait tous. Au temps de la première et de la seconde Douma, en 1906, il existait déjà une union des représentants des nationalités opprimées.

Dès le commencement de la grande révolution de 1917, tous ces peuples avaient les yeux tournés vers ce qui se passait en Ukraine. Ils envoyaient des représentants à Kiev pour se mettre en contact avec les dirigeants ukrainiens. Certains d'entre eux même, comme les Blancs-Ruthènes, comme les Moldaves (Roumains) de Bessarabie, imitaient les institutions politiques de l'Ukraine renaissante.

L'idée fut lancée à la Rada centrale d'organiser à Kiev un congrès de tous les peuples de l'ancien Empire.

C'est en été 1917 que fut créé le Comité spécial chargé de convoquer ce congrès qui se réunit à Kiev en septembre, sous la présidence de M. Hrouchevsky. Y prirent part les délégués du Caucase, de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan, de l'Estonie (représentés en outre par leur futur président, M. Strandman), de la Lettonie et de la Lithuanie. Ces derniers comptaient parmi leurs délégués le futur dictateur Voldemaras. Les Polonais avaient leurs observateurs qui prirent part aux débats, en déclarant que leur situation était spéciale, leur peuple étant divisé en trois parties. Il est intéressant de signaler la présence au congrès des Cosaques du Don, qui formulèrent le désir bien net de constituer un État et qui consentaient tout au plus à faire partie d'une fédération, mais n'acceptaient pas de se confondre avec la masse amorphe de l'Empire russe. Ils déclarèrent même que quoique parlant la langue russe, leur histoire était très particulière, et que leur organisation, leurs coutumes, leur origine même les distinguaient si complètement de la Moscovie qu'ils se considéraient comme une nation indépendante.

Les délégués israélites furent également représentés, surtout les sionistes en violent désaccord avec les différents partis politiques juifs, qui ne pouvant pas exiger une autonomie territoriale dans l'ancien Empire, formulèrent des revendications d'ordre intellectuel et religieux tendant vers une autonomie personnelle sur les étendues de tout l'Empire.

Le Gouvernement provisoire a prouvé l'importance qu'il attachait à ce congrès en y envoyant son représentant officiel, ami intime à moi, l'écrivain ukrainien bien connu, Maxime Slavinsky. Le choix qui s'est porté sur ce délégué, acquis d'avance à nos idées, prouve également qu'en plein désastre, M. Kerenski essayait de se concilier la sympathie des peuples renaissants.

Ce congrès auquel je dus prendre une part active contribua certainement beaucoup au développement du mouvement patriotique et à l'organisation politique de tous ces peuples.

D'ailleurs, leurs relations avec l'Ukraine ne s'en tinrent pas là. Les représentants de ces républiques naissantes restaient presque constamment à Kiev, et je reçus souvent au ministère des Affaires étrangères la visite des Caucasiens, des Tartares de Crimée, des Cosaques du Don et du Kouban, et des peuples baltes. Qu'il me soit permis de placer ici quelques mots particuliers sur la République du Kouban, située au nord-ouest du Caucase, d'un côté sur la mer Noire, de l'autre sur la mer d'Azov, et peuplée en grande majorité par les Cosaques ukrainiens, petits-fils des Cosaques des Zaporogues, chassés de l'Ukraine par Catherine II. L'Ukraine, après avoir reconnu cette République, l'aida tant qu'elle le put et conserva toujours avec elle des relations particulièrement amicales, voire fraternelles.

Après l'effondrement du gouvernement de Kerenski et l'établissement du gouvernement bolcheviste, après la proclamation de la République démocratique ukrainienne et le commencement des pourparlers de Brest-Litovsk, le Gouvernement ukrainien désirait plus que jamais le rapprochement avec tous les peuples délivrés de l'Empire russe. Il a lancé plusieurs appels signés par Vinnitchenko et moi, les invitant à s'unir. L'idée d'une fédération des peuples de la mer Noire était très populaire en Ukraine à cette époque-là.

Nous avons dit déjà combien le gouvernement ukrainien et son ministre des Affaires étrangères se préoccupèrent de ne pas rester seuls devant les pays centraux très puissants, combien ils désiraient s'appuyer non seulement sur les pays de l'Entente, mais aussi sur les

peuples issus de l'Empire russe. Nous invitâmes ceux-ci à former immédiatement un gouvernement fédéral pour envoyer nos représentants *communs* à Brest-Litovsk, ou, tout au moins, pour y dépêcher leurs propres délégués. Dans le cas où ni l'une ni l'autre de ces suggestions ne leur conviendrait, nous leurs propositions de nous confier la défense de leurs intérêts. Tout cela demeura plus ou moins à l'état de propositions : parmi le désordre de la guerre contre les bolcheviks que tous les peuples durent entreprendre, il était très difficile de réaliser ce plan politique d'une collaboration aussi large. Seuls les Blancs-Ruthènes et les Lithuaniens eurent la possibilité d'accepter notre concours et nous chargèrent de soutenir leurs intérêts en prenant d'abord leurs représentants dans notre délégation. Du côté lithuanien, ce fut M. Voldemaras à qui nous donnâmes le titre de conseiller de notre délégation à Brest-Litovsk où il se rendit immédiatement.

\*  
\* \*

Ainsi l'Ukraine était devenue à cette époque (*novembre-décembre* 1917) un centre politique très important dans l'Est européen. D'autre part, nos relations diplomatiques officieuses et officielles, — on s'en souvient, — s'élargissaient de jour en jour. La France et la Grande-Bretagne avaient reconnu l'Ukraine. Les pays centraux étaient en pourparlers diplomatiques avec la délégation ukrainienne à Brest-Litovsk (1). Enfin, l'Ukraine fut reconnue par le gouvernement russe lui-même, c'est-à-dire par les commissaires du peuple de Moscou. Comme tout ce

(1) L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie reconnurent officiellement l'Ukraine un mois plus tard, par le premier article du traité de Brest-Litovsk.

qui passe au pays des Soviets, cet acte s'avéra assez original : tout en reconnaissant la République démocratique ukrainienne, le gouvernement soviétique de Moscou lui imposait un ultimatum dont les clauses étaient telles que la guerre devait éclater immédiatement. Les hostilités ayant commencé, tous les liens avec la Russie, prévus par l'acte du III<sup>e</sup> Universal (20 *novembre* 1917), tombèrent du coup. L'Ukraine était un pays indépendant. Et le IV<sup>e</sup> Universal de la Rada centrale proclamant l'indépendance de l'Ukraine le 22 janvier 1918, devait seulement confirmer par un acte juridique ce qui était devenu un fait accompli.

Alors qu'au début de la révolution de 1917, nous l'avons vu, on se contentait de réclamer l'autonomie pour l'Ukraine au sein de la Russie fédérée, alors qu'on avait encore le vague espoir de s'entendre avec la démocratie russe, les événements de l'été 1917, toute la politique du Gouvernement provisoire de l'Empire russe ont confirmé la volonté de l'Ukraine d'aller vers l'indépendance absolue. Après l'avènement du règne bolcheviste, il ne pouvait plus s'agir d'aucune entente avec les nouveaux maîtres de la Russie. D'autre part, l'Ukraine réveillée à la vie libre, exaltée par les circonstances, avait confiance en ses forces. Elle était lasse de son esclavage séculaire ! De plus, l'acte de l'indépendance s'imposait par les événements mêmes... La Rada centrale ne pouvait plus agir différemment.

L'anarchie générale ne se prêtait guère à la création d'un État de l'importance de l'Ukraine. Les difficultés à surmonter furent énormes. Mais on croyait en l'avenir : l'Ukraine est une nation qui, géographiquement et économiquement, est appelée à constituer un grand État. Sa situation au bord de la mer Noire, ses richesses naturelles, son sol incomparable, ses mines de fer, de manganèse, sa

population si laborieuse, tout cela donne au pays des avantages tellement évidents qu'il était légitime d'envisager l'avenir avec optimisme. Après les grandes épreuves, qui étaient, hélas, à prévoir, on avait foi dans le résultat final.

La Russie est trop vaste pour être un pays comme les autres. Immense, mystique, irrationnelle, elle est toujours malade. Et ses maladies, tantôt le tzarisme, tantôt le bolchevisme, sont aussi dangereuses que détestables pour ses voisins, et combien plus encore pour ceux qui sont obligés de vivre sous sa domination ! Si, pour combattre le bacille du communisme, les États puissants, organisés, « stabilisés » ont à peine assez de leurs forces et de leurs ressources, que dire de cette lutte pour un organisme jeune, inexpérimenté, fragile, qui n'avait pas encore eu le temps de poser entre lui et la Moscovie rouge, sinon un mur infranchissable, au moins une frontière politique...

La proclamation de l'indépendance de l'Ukraine, tout en mettant un terme à une période de son histoire, ne fut à son tour que le commencement d'une longue lutte, d'une terrible épreuve pour le peuple ukrainien, épreuve et lutte qui sont loin d'être achevées au moment où j'écris ces lignes...

V

LE BAPTÊME PAR LE FEU ET PAR LE SANG



## 1. « MORITURI TE SALUTANT »

C'est au moment où les succès diplomatiques et politiques commençaient à favoriser l'Ukraine que s'annonça la grande catastrophe. Le mois de janvier fut une des périodes les plus funestes pour le pays, et une des plus tragiques de ma vie personnelle.

Cette catastrophe eut sans aucun doute comme cause immédiate la nouvelle guerre avec la Moscovie et la propagande bolcheviste.

Nous avons dit dans le chapitre précédent que déjà au début du mois de décembre 1917, les commissaires du peuple de Moscou nous avaient lancé un ultimatum insolent. Ils reconnaissaient la République démocratique ukrainienne et son gouvernement, mais ils posaient d'autre part des conditions absolument inadmissibles. Ils exigeaient en outre que nous laissions passer par notre territoire leurs troupes se dirigeant vers la République du Don, notre voisine de l'est. Au reste, même si nous avions eu l'indignité de leur consentir ce « droit », ils auraient aussitôt trouvé un autre prétexte pour jeter une armée sur l'Ukraine et accaparer ce pays particulièrement riche.

Ils n'admettaient pas non plus que les autorités militaires luttassent contre les bandes de soldats bolchevistes russes en Ukraine, les désarmant en masse, les enfermant dans des wagons et les refoulant vers le nord. L'ultimatum nous mettait en demeure de cesser ces mesures. Comment

pouvait-on y renoncer sans sacrifier un élément d'ordre nécessaire à notre civilisation, à notre existence même ?

On ne pouvait d'ailleurs pas traiter avec les bolcheviks que l'on considérait comme des bandes désorganisées, barbares, sanguinaires. Il n'y avait pas à choisir : la guerre était inévitable.

Les hostilités ne tardèrent pas à se déclarer. Pas uniquement par les armes. La méthode bolcheviste n'est pas de commencer par attaquer ses adversaires en face : la propagande jouait déjà et joue toujours le premier rôle dans leurs moyens d'action. Et cette arme était plus redoutable encore que leurs canons et leurs mitrailleuses. Il était plus facile à cette époque de désarmer d'un coup quarante mille soldats bolchevistes (le colonel Kapkan fit à Kiev une opération semblable au cours d'une seule nuit, en décembre 1917) que de saisir les agitateurs dispersés à travers toute l'Ukraine. Il aurait fallu plus de temps et une meilleure organisation de police pour lutter contre un élément aussi sournois.

Voyant les masses ukrainiennes à la fois tellement dévouées à l'idée nationale et si peu cultivées, les perturbateurs les haranguaient à peu près de cette façon : « Soyez tranquilles, vous paysans, ouvriers et soldats d'Ukraine ! Nous, les bolcheviks de Moscou, nous ne ressemblons pas au gouvernement du tzar : nous reconnaissons l'indépendance de l'Ukraine et tous vos droits nationaux. Nous voulons seulement vous aider à remplacer votre Gouvernement, le gouvernement de la Rada centrale, qui est une institution bourgeoise, par un gouvernement de paysans et d'ouvriers. Le Secrétariat général ne veut pas faire la paix, il est vendu à l'Entente (1) ; il ne veut

(1) D'autres fois, ils prétendaient le contraire : que la Rada centrale se précipitait trop vers la paix...

pas nationaliser les usines, il ne vous donne pas purement et simplement la terre, il lui faut toujours des lois, un ordre, exactement comme ce maudit gouvernement de Kerenski, renversé par nous... »

D'autre part, dès qu'ils eurent pris Kharkov, une des villes les plus importantes du nord-est de l'Ukraine, ils proclamèrent un « gouvernement des commissaires du peuple de la République soviétique socialiste ukrainienne ». Ce n'était évidemment qu'une fiction, mais une fiction peut fort bien servir à la propagande : c'est au nom de ce gouvernement fictif qu'ils poursuivirent leur offensive sanglante vers Kiev...

La propagande bolcheviste produisait une grande impression sur les soldats ukrainiens : ils croyaient en toute sincérité que le gouvernement de la République démocratique ukrainienne était vraiment responsable de cette guerre avec les Soviets. Ils pensaient que loin d'être terribles, les bolcheviks cherchaient à créer le paradis sur la terre, en Ukraine notamment.

Il est vrai qu'à ce moment l'Ukraine n'avait rien d'un paradis... Et les soldats qui, six mois auparavant, avaient cru que la Rada centrale et le Secrétariat général sauveraient miraculeusement l'Ukraine, avaient été affreusement déçus.

La révolution est la période des illusions et des désillusions, une période où la foule domine, et la foule est un élément essentiellement instable, infiniment changeant. Ce qu'avait prévu Serge Efremov au moment de la fondation du Secrétariat général se réalisait : le pouvoir pesait trop à nos épaules. Nous n'avions ni finances, ni appareil administratif, ni armée véritablement organisée. Tout se faisait en hâte et sans ordre, sous la pression des événements.

Les membres du Gouvernement n'étaient pas, assu-

rément, des génies, mais les hommes les plus expérimentés, les plus capables, les plus éminents n'eussent pu faire beaucoup plus que ce que nous avons fait. La situation était inextricable. Organiser un grand État dans une telle effervescence populaire, au moment de la liquidation d'une grande guerre, était une tâche surhumaine... Quand j'eus un instant de liberté pour examiner la situation, je me rendis bien compte que nous étions tout près de l'abîme. Mais il fallait espérer, travailler, lutter malgré tout et jusqu'au bout. J'estimai, et chacun, j'imagine, estimait avec moi que plus nous tiendrions, plus nous servirions la cause nationale.

Je pensai souvent et je répétais même publiquement que parmi les maux dont nous avait accablés la Russie, le plus fatal pour nous peut-être était d'avoir elle-même succombé trop vite.

De même que la France à la veille de la Révolution, l'Empire russe avait été dirigé par des fonctionnaires, par une bureaucratie réactionnaires. Tout élément progressiste était résolument écarté de la vie politique, morne et sans mouvement. Les pages classiques de Tocqueville sur l'ancien régime en France, sur le rôle contemplatif des classes intellectuelles, conviennent exactement à l'époque pré-révolutionnaire en Russie. Ici comme là, les beaux esprits, dépourvus de tout sens pratique, poursuivaient en réalité aussi bien qu'en rêve une politique de chimère. Et le peuple, lui aussi exclu de la vie politique, n'était pas moins privé de sens critique et laissait tenter des expériences qui devaient plus tard lui coûter cher...

Oui, l'Empire russe avait fait trop rapidement le saut du régime des tzars dans la liberté absolue. Si le gouvernement de Kerenski avait eu assez de force pour se maintenir, si la lutte que nous avions entreprise en été 1917

avait pu durer un an ou deux, le peuple ukrainien et ses dirigeants auraient eu le temps de se faire à leurs rôles nouveaux.

Il faut également se souvenir, en évoquant la catastrophe de 1918, du plan conçu par Simon Petlura (réorganiser l'armée sur la base nationale, rappeler en Ukraine tous les soldats ukrainiens et les réunir dans des unités militaires, chasser d'Ukraine les troupes russes) et qui n'avait pu être réalisé, non plus que le projet envisagé dans nos pourparlers avec le général Tabouis et M. Picton Bagge.

Au commencement de janvier 1918, la situation était tout à fait compromise. Les Soviets prenaient une ville après l'autre, les émeutes organisées par leurs agents éclataient partout.

Il fallait faire face à tous ces malheurs, user ses dernières forces, lutter dans le désespoir... La majorité des soldats, démoralisés par la propagande bolcheviste, restaient « neutres » :

— A quoi bon se battre puisque les bolcheviks reconnaissent l'indépendance de l'Ukraine et nous promettent au surplus ce paradis sur terre tant attendu ?...

Les fidèles, les braves, ceux qu'aucune propagande néfaste ne pouvait atteindre firent des efforts inouïs.

Devant la lâcheté s'éleva l'héroïsme. Le sang de nos premiers héros coula sur la terre ukrainienne...

Le 31 décembre (vieux style), plusieurs hommes politiques ukrainiens se réunirent en un banquet. Les visages étaient las. On croyait certes dans la victoire finale, mais après quelles souffrances ? Le lendemain n'était assuré pour personne, pas plus pour nos proches que pour nous-mêmes. Et l'un des convives en levant son verre, salua l'année qui allait naître de ces paroles antiques : *Morituri te salutant.*

## 2. LA CHUTE DE KIEV

L'Ukraine flambait d'un bout à l'autre. Les hordes rouges arrivaient du nord en masse, rôdaient partout, épouvantant la population de leurs férocités. La terreur rouge commençait. Vers le 25 janvier, Kiev était menacé. Des bruits divers circulaient, semant la panique.

Après la proclamation du IV<sup>e</sup> Universal, Vinnitchenko, très fatigué et qui, de plus, se trouvait depuis quelque temps en mauvaise intelligence avec les socialistes révolutionnaires de la Rada centrale, porta la démission de son ministère. Quoique démissionnaire depuis le 26 janvier, je restai en fonction pendant près d'une semaine encore, jusqu'à ce que fût formé le nouveau cabinet du socialiste-révolutionnaire Goloubovitch.

Vinnitchenko se hâta de transmettre ses pouvoirs. Il coupa même ses moustaches pour qu'on ne le reconnût pas et disparut pendant plusieurs mois. Cette conduite lui valut de violentes critiques : on l'accusa même de poltronnerie. C'est aller un peu loin ! Il ne faut pas oublier que Vinnitchenko est avant tout un écrivain, un poète, un homme chez qui le sentiment les passions dominent toujours la raison. Et il avait trop souvent risqué sa vie sous l'Empire pour qu'on le puisse qualifier de lâche. Non : il était las, ses nerfs étaient à bout ; il céda. Et c'est ainsi que s'acheva cette carrière politique si glorieusement commencée. Vinnitchenko revint bien, une fois encore, à la politique : il devint même président du

Directoire en 1919, mais ce rappel au pouvoir ne devait guère ajouter de lauriers à sa tête...

Pour donner une idée du caractère de Vinnitchenko, j'évoquerai le jour qu'à la veille de notre démission, nous avons tenté une démarche désespérée auprès du général Coanda (voir le chapitre précédent) pour lui demander l'aide de la Roumanie contre les hordes soviétiques. Dans la voiture qui nous emmenait, Vinnitchenko s'abandonnait à sa fureur :

— Ah ! comme je les hais, ces bolcheviks, comme je les hais ! Si je pouvais, je les écraserais, je les tuerais de mes propres mains.

Et ses doigts se crispaient convulsivement, et son regard était lourd de colère et de douleur. Il était sincère. Il fut aussi sincère quand, en 1919, il s'accusa de mal agir vis-à-vis de l'Ukraine et des masses ouvrières en combattant les bolcheviks, ses ennemis d'hier pour lesquels il s'exaltait maintenant. Ce socialiste qui s'était conduit en vrai patriote en 1917 se tourna peu à peu vers le communisme. En 1920, devenu simple particulier, émigré même, il fit un voyage en Russie et en Ukraine soviétique, se désillusionna encore une fois, abandonna définitivement, paraît-il, la politique.

Poète capricieux, « orageux », aussi peu fidèle (souvent même perfide) à ses idées qu'à ses amis et à ses collaborateurs, il a néanmoins prouvé en 1917 qu'il était capable de dominer les masses, de tenir sous son autorité le Conseil des ministres, voire toute la Rada centrale.

Simon Petlura même ne semblait pas, au Conseil des ministres, de taille à combattre cet homme si « fort ». Il était trop modeste vis-à-vis de son ancien camarade, devenu son adversaire acharné. Les événements prouvèrent cependant que le feu brusque et violent de Vinnitchenko n'était qu'un feu d'artifice : il éclate, s'élance

au firmament, enthousiasme la foule... et s'éteint. Il n'en reste rien. Mais le feu qui embrasait le cœur de Petlura, et qui n'attirait pas du premier coup l'attention, même de ses amis, ce feu-là était de ceux qui couvent longtemps, gagnent peu à peu le cœur des patriotes, puis se transforment en un incendie formidable. L'incendie qui a saisi l'Ukraine tout entière brûle encore aujourd'hui, alors que Petlura, assassiné par la balle ennemie, dort en France son dernier sommeil.

Petlura quitta le gouvernement de Vinnitchenko vers le 15 décembre 1917 : les deux hommes ne pouvaient plus s'entendre. D'ailleurs, Petlura n'abandonna pas pour cela son activité, au contraire : devant le désordre général, la décomposition des troupes, l'effondrement de ses plans militaires, il forme un détachement de volontaires et s'élance dans la lutte contre l'envahisseur rouge.

Il ne faut pas oublier que Petlura n'était pas un soldat de carrière. Ce n'est jamais en chef militaire qu'il commanda ce détachement de cosaques dont il était l'âme. Il s'adjoignit des stratèges et des tacticiens. Quand il fut à Kiev, quand il prit l'arsenal, occupé par les bolcheviks, les soldats furent stupéfiés : ils le voyaient, pâle mais absolument tranquille, se promener, la cigarette aux lèvres, au milieu des balles qui sifflaient de tous côtés. L'émotion ne le gagnait que lorsqu'il les haranguait, les adjurant de continuer bravement la lutte. Il accomplit toute cette campagne pénible comme un simple soldat, vivant, souffrant avec les autres et comme les autres...

Avec une intuition surprenante, il disait toujours le mot qu'il fallait dire à ces esprits simples. Mais il savait surtout que c'est *par l'exemple* qu'on entraîne les hommes. Et déjà en 1918 il était extrêmement populaire en Ukraine...

Les troupes rouges approchèrent de Kiev par le nord.

Ces bandes sauvages ébranlaient la résistance des patriotes. Petlura dut reculer jusqu'aux portes de Kiev, les bolcheviks marchant derrière lui...

Mon frère Vladimir appartenait à une troupe composée surtout d'étudiants, patriotes ardents pour lesquels le danger personnel ne comptait pas, tout absorbés qu'ils étaient par l'idée de la tragédie nationale.

Il fallait avant tout sauver son honneur, notre honneur, dût-il en coûter à chacun sa dernière goutte de sang.

Hélas, les troupes de Mouraviev, infiniment plus nombreuses, avançaient malgré tout. Elles furent bientôt à cent kilomètres de Kiev, puis à cinquante, enfin aux portes de notre capitale. La bataille de Krouty était perdue.

Mon frère ne se trouvait pas parmi ceux qui en revinrent. Ses camarades ignoraient ce qu'il était devenu. Kiev bombardé, mon frère disparu, les inquiétudes particulières chevauchaient l'angoisse patriotique...

Outre le danger du dehors, outre les troupes rouges qui marchaient sur Kiev, les agitateurs bolcheviks avaient organisé des émeutes dans la ville même. Les petits artisans de Kiev, une partie des ouvriers n'étaient ni d'origine ni de nationalité ukrainienne. Russes et surtout israélites, ils furent très facilement accessibles à la propagande communiste. Le mot d'ordre donné, ils s'insurgèrent. Des batailles éclatèrent dans différents quartiers de Kiev. Au prix d'efforts inouïs et après quelques sanglantes escarmouches, ce soulèvement, bien que soutenu par la canonnade des troupes rouges, fut étouffé.

Douze jours durant, le malheureux Kiev fut le théâtre de la guerre. Les insurgés réussissaient parfois à atteindre la Rada centrale. Les mitrailleuses crépitaient sans arrêt. Il était parfois impossible de pénétrer dans certains quartiers momentanément cernés. Une de ces bagarres

éclata un jour près de la maison que nous habitons, m'empêchant de sortir. De minute en minute, on attendait la prise de notre quartier. Mon sort, dans ce cas, ne pouvait faire aucun doute pour moi. J'avais eu assez d'exemples sous les yeux pour savoir à quoi m'en tenir. Mais nos cosaques prirent le dessus. Dehors, il fallait marcher le plus vite possible : les balles sifflaient sans cesse et partout. Vers le soir, des lueurs sinistres ensanglantèrent un ciel déjà rouge...

Tout près de chez nous, un incendie formidable embrasait cette nuit qui ne s'effacera jamais de ma mémoire. Les cris déchirants des femmes, des enfants, les éclats d'obus, le sifflement des balles, l'enfer ! Deux obus tombèrent sur notre maison et détruisirent l'appartement du cinquième étage. Personne ne fut atteint. Mais on ne fut pas aussi heureux partout. Beaucoup de gens furent tués sous leur propre toit : une famille, au moment de se mettre à table, fut anéantie par un obus. Les assiégeants n'épargnaient même pas les hôpitaux. Ma femme, docteur en médecine, trouvait, à l'hôpital Alexandre où elle assurait son service, les malades presque abandonnés par le personnel qui ne pouvait ou n'osait pas venir à l'hôpital bombardé. Quelques médecins et des infirmiers tentaient de placer les malheureux à l'abri du danger. Mais que pouvaient-ils parmi un tel désordre ?

Ce fameux soir, vers 9 heures, la fusillade cessa brusquement, puis bientôt après, la canonnade. La ville fut plongée dans le silence et l'obscurité : aucune lumière aux fenêtres, plus personne dans les rues... Les assiégeants, les insurgés se reposaient...

Soudain, le téléphone sonne : on m'appelle au télégraphe. C'est de Brest-Litovsk qu'on veut me parler... Il faut traverser toute la ville. Je prends un revolver et je sors. Aucun véhicule. Je vais à pied, seul dans la pénombre

opaque. De temps en temps, je croise une de nos patrouilles : elles m'arrêtent, me reconnaissent. Je passe.

Au télégraphe, deux ministres m'attendent. Je suis démissionnaire. Eux aussi, mais ils appartiennent à l'aile gauche : ils restent avec Goloubovitch. Je suis venu parce qu'en un pareil moment, il est impossible de ne pas répondre à un appel... Le télégraphe est perturbé. La délégation demande des informations, des conseils. Je donne les informations, refuse les conseils : je ne suis plus ministre. Je leur souhaite d'agir bien, suivant leur conscience. Le nouveau gouvernement leur donnera des instructions. Nous ne cachons pas que Kiev est terriblement menacé. La conversation est interrompue à chaque instant. Elle durera des heures et des heures, presque jusqu'à l'aube. Tkatchenko, ministre de l'Intérieur dans le Cabinet de Goloubovitch, sort avec moi. Nous nous consultons pour savoir s'il convient de prendre des soldats avec nous.

— C'est inutile, finit par dire Tkatchenko.

Et nous partons seuls. Le hasard nous procure un fiacre, le hasard nous conduit sains et saufs dans nos maisons.

Dans la matinée, nouvel appel téléphonique me mandant immédiatement au ministère des Affaires étrangères : Goloubovitch qui vient d'entrer en fonction tient à ce que je sois présent à sa conversation avec les représentants diplomatiques et militaires et les consuls. Rasant les maisons quand les obus sont trop rapprochés, j'arrive à « mon » ministère. Je dois noter en passant que si de nombreux fonctionnaires s'abstenaient de venir sous le bombardement, mon ami Diakonenko, mon frère Nicolas, M. Orentchouk (futur consul général à Munich), un autre jeune homme et deux jeunes filles, Mlles Ratchinska et Souranotzova (celle-ci a été fusillée plus tard par les

bolcheviks) n'avaient pas manqué un seul jour de se rendre à leur travail.

C'est à mon frère et secrétaire particulier Nicolas que je confiai le soin de porter sous la pluie des balles des messages confidentiels à certains diplomates. C'est encore lui qui, avec Diakonenko, fut chargé de cacher les documents secrets au moment où les bolcheviks allaient s'emparer de la ville.

Le jour dont je parle (c'était le 7 février), je trouvai Goloubovitch dans son bureau aux Affaires étrangères. Très fatigué, très abattu, très « négligé », il m'explique qu'il veut faire appel aux représentants étrangers. Et comme il ne connaît pas encore ces diplomates, il me charge de les lui présenter.

Le général Tabouis, M. Bagge et plusieurs consuls ne tardent pas à arriver. L'entretien n'est pas long : il n'y a rien à faire, aucune possibilité de nous aider. Mais le général Tabouis propose bravement d'aller avec un clairon et le drapeau blanc au devant de l'ennemi et de faire appel à ses sentiments pour arrêter le bombardement de Kiev.

— Mais ils vous tueront sur place !

— Je risque. Au moins j'aurai sauvé la ville et la population qui souffre tant.

— Vous ne « risquez » pas, mon général : les bolcheviks vous tueront sûrement.

La haine, la férocité des assiégeants dépassaient toutes les limites : ils le prouvèrent bien quelques jours plus tard...

La proposition du général ne fut donc pas acceptée, mais elle reste et restera toujours dans notre mémoire...

Le jour même ou le lendemain, on m'appelle au ministère de la Guerre, situé non loin du ministère des Affaires étrangères. C'est le célèbre « collège de Galagan » que les

bolcheviks s'évertuent à détruire. Mais les obus l'entourent, pas un seul ne l'atteint !

Nous sommes six à former cette réunion : Hrouchevsky, — Goloubovitch, — Tkatchenko, — un lamentable ministre de la Guerre, créature des socialistes révolutionnaires : Nermalovsky, — Porche, — et moi. La figure de Hrouchevsky domine.

« Le Conseil de guerre » est bref. Nermalovsky déclare que la résistance n'est plus possible, qu'il n'y a plus qu'à s'occuper de « sauver sa propre vie ».

Alors, le poing de Hrouchevsky s'abat sur la table.

— Et la République ukrainienne ? Elle n'a qu'à mourir ? Eh bien, non : si nous ne pouvons plus défendre Kiev, nous l'évacuerons, nous reculerons, mais nous ne capitulerons pas.

— C'est également impossible, réplique doucereusement Nermalovsky.

Nous soutenons Hrouchevsky. Le départ est décidé. On m'offre de suivre le gouvernement, sous prétexte qu'il devient trop dangereux de rester à Kiev. J'estime que le danger est à peu près identique ici ou là. En tout cas, je refuse, car en quittant Kiev ils vont être obligés de signer la paix à Brest-Litovsk. Et si je les accompagne, même n'étant plus ministre, je partagerai moralement la responsabilité du traité, ce que je ne veux à aucun prix.

Avant de quitter Kiev, Hrouchevsky décide de faire voter par la Rada centrale la constitution de l'Ukraine. C'était un acte de prudence. Peu de membres de la Rada centrale étaient présents au moment du vote qui fut effectué en toute hâte, en bloc. Quelques minutes avant, quelqu'un s'était approché de Hrouchevsky et lui avait murmuré quelques mots. Celui-ci fit un geste d'impatience, puis présida tranquillement les débats et proposa le vote de la loi.

On venait d'avertir Hrouchevsky que les assiégeants avaient réussi par des obus spéciaux à incendier sa propre maison, grand immeuble de neuf étages dont il occupait le plus haut appartement, rempli de manuscrits certainement en train de se consumer à cet instant même... Sa vieille mère qui habitait avec lui mourut le lendemain.

Mais la constitution de l'Ukraine passait avant tout.

Le gouvernement quitta la capitale pour s'installer à Jitomir. Kiev était pris le 9 février, et la paix signée à Brest-Litovsk le même jour.

### 3. L'INVASION ROUGE

Quoique la bataille continuât, en réalité Kiev était déjà aux mains des rouges le 9 février.

Je ne quittai pas la ville, mais je ne devais évidemment pas songer à rester chez moi où des perquisitions étaient imminentes et, bien entendu, mon arrestation certaine. Avec une tristesse infinie, je me rendis dans une maison qui allait m'abriter pour quelques jours.

A ce moment, mon désespoir ne pouvait trouver d'égale que ma fatigue. Fatigue physique et morale... Je me demandais ce qu'allaient faire de cette ville des hommes capables de toutes les cruautés, de tous les crimes, plus barbares peut-être que les envahisseurs tartares du XIII<sup>e</sup> siècle, dont notre vieille capitale avait été autrefois la victime. Et la République ukrainienne qui pourtant n'avait pas été qu'un rêve ?... Tout paraissait s'écrouler...

L'hospitalité me fut offerte par des amis russes qui habitaient un quartier assez éloigné, riches industriels ne s'occupant pas du tout de politique.

Ils n'étaient certes pas tranquilles pour leurs biens, pour leur vie même ; mais ils étaient jeunes, bien portants, encore riches, et l'inquiétude n'étouffait point leurs appétits.

Ils invitaient des amis, bavardaient, jouaient, riaient... De temps en temps seulement, un coup de canon les rappelait à la réalité, au moins pour quelques instants, puis la gaie compagnie reprenait ses divertissements.

Cette insouciance m'étonnait, par moments même m'indignait, mais, peu à peu, elle apaisa mes nerfs... Mes hôtes étaient d'ailleurs charmants pour moi...

J'écoutais toujours la canonnade lointaine, je téléphonais. J'eus bien souvent l'envie de sortir, d'aller dans les quartiers où « ils » étaient déjà installés, de voir, de savoir... Mais une voix chère me dissuadait par téléphone de cette folle et bien inutile entreprise.

Un jour, cependant, je ne pus résister, je sortis. Mais je croisai aussitôt des autocars et des patrouilles bolchevistes, et je dus rentrer... Les nouvelles ne tardèrent pas à pénétrer dans mon abri « joyeux » qui bouleversèrent mes hôtes. On annonçait que des perquisitions, des arrestations, des pillages avaient lieu partout, que les hommes politiques et les officiers étaient particulièrement recherchés. On les amenait dans les grands théâtres où on les fusillait en masse sans autre forme de procès. La terreur rouge planait sur la ville... Des centaines, des milliers de personnes furent fusillées après la prise de Kiev. On rencontrait partout des cadavres. Les hôpitaux regorgeaient de blessés.

Les « conquérants » étaient encore très mal organisés. Leur chef, le « gouverneur » de Kiev était un simple matelot ou soldat inculte. Il « recevait » toujours un revolver à la main et tirait sur place, quand il l'estimait bon. Il n'était pas question de jugement : il suffisait qu'un Ukrainien se fût montré quelque peu actif, qu'un officier n'eût pas brûlé ses insignes ou ses papiers pour que son sort fût réglé.

L'épouvante saisit la population de Kiev...

Riches, connus même pour leur fortune, mes hôtes étaient à la merci d'une perquisition. La maison changea brusquement d'aspect, on se prépara à la réception de cette visite « indésirable » ; on cherchait partout des

cachettes, on dissimulait l'argent entre les planches des lits, dans les murs, en toute hâte. Ma présence était superflue dans cette maison. J'étais un élément dangereux pour tous. Au moment où je m'en allais, la bande armée s'en approchait déjà.

Mon camarade Jean Wilczinski, m'invita à m'installer dans son petit appartement, tout à fait à l'extrémité de la ville. Polonais, professeur de zoologie, Wilczinski qui ne s'occupait pas de politique se croyait relativement en sécurité. Je me plus beaucoup dans cette maison pleine de livres, parmi des amis avec lesquels je m'entendais si bien. Mais j'étais terriblement inquiet : je savais que les bolcheviks avaient donné l'ordre d'arrêter tous les ministres de la Rada centrale où qu'ils fussent, de confisquer leurs biens et de *fusiller quiconque essaierait de les cacher*.

Je dis cela à M. et à Mme Wilczinski, en même temps que je me préparai à les quitter au plus vite ; mais ils ne voulurent rien entendre. Ils n'ignoraient pas que les bolcheviks tenaient particulièrement à ma peau, qu'un de mes collègues du ministère, le jeune Zaroudny, venait d'être arrêté et tué après des tortures atroces... Ma femme, qui venait me voir régulièrement, avait « appris » par hasard, que « j'avais été fusillé » et « qu'on avait même vu mon cadavre »... D'ailleurs, je ne pouvais pas rester toujours enfermé à la maison. J'étais allé me promener pour voir ce qui passait, et on sut certainement bientôt en ville dans quel quartier je me trouvais. J'avais beau être muni d'un faux passeport, je ne pouvais guère courir et faire courir aux Wilczinski le risque d'être surpris chez eux.

Un matin, effectivement, mon ami entra, pâle, et m'avertit :

— Il faut que vous quittiez Kiev immédiatement. On

vient de perquisitionner *dans l'autre moitié de la maison*. Les soldats approchaient déjà de ce côté-ci quand l'un d'entre deux dit : « Allons-nous-en ! Cela suffit. » Un pas de plus, ajoutait Wilczinski, et vous étiez arrêté, reconnu, fusillé...

Brave Wilczinski ! Il pensait à moi, il oubliait que lui aussi aurait été fusillé...

Mon frère Nicolas me trouva tout de suite un nouvel abri, mais à vingt-cinq kilomètres de la ville, à Pouchtcha-Voditza, chez un ancien policier. J'eus un nouveau passeport et un certificat médical de « convalescence de typhus ». J'étais tellement épuisé qu'on aurait pu facilement le croire...

Je pus enfin me reposer. L'hiver fut rigoureux. Je marchais beaucoup dans la forêt couverte d'une neige épaisse. Quelle tranquillité parmi ces pins qu'un rayon du soleil d'hiver égayait ! A mesure que s'atténuait la fatigue physique, mon cerveau recommençait à travailler fiévreusement. Je lisais, je méditais, je me rendais compte de tout ce qui passait... Le risque que j'avais couru pendant des semaines éveillait en moi une intense volonté de vivre, — la joie, oui ! la joie, malgré tous les malheurs, de pouvoir encore respirer, contempler ces arbres, toute la captivante nature.

Un certain optimisme me revint avec mes forces peu à peu recouvrées. Pourquoi tout serait-il à tout jamais perdu ? Les événements accomplis étaient de ceux qui ne s'oublient pas. *L'Ukraine ne retomberait plus dans la situation humiliante où elle était encore à la veille de la révolution. Un État ne peut naître d'un coup : si le peuple n'avait pas résisté à cette « sirène » bolcheviste, il en aurait un jour des désillusions terribles...* Des idées nouvelles surgirent en mon esprit reposé. Tout s'ordonna, se classa en moi, prit sa véritable place et revêtit son vrai sens.

Il fallait faire la part des choses... Les articles, les discours que j'allais prononcer ou publier trois mois plus tard étaient déjà presque prêts dans ma tête.

C'est la *fatalité de l'histoire* qui nous avait poussés vers l'indépendance. Ce que nous avons fait n'était qu'un commencement, il fallait continuer, continuer jusqu'à la victoire ou jusqu'à notre dernier souffle...

La souffrance ? Les sacrifices ? Jugés indispensables, ils ne m'épouvantaient plus autant que quelques jours auparavant.

La seule douleur qui me persécutât vraiment, interrompant brusquement la marche de mes idées et de mes espérances, était la disparition de mon frère Vladimir.

Ma femme, mon frère Nicolas et mon ami Diakonenko furent les seuls à connaître ma retraite où ils venaient me voir de temps à autre. Les nouvelles qu'ils m'apportaient étaient loin d'être bonnes. Les abominations bolchevistes devenaient telles que maintenant tout le monde attendait la délivrance de n'importe où. On se rappelait la vieille anecdote ukrainienne du fils effrayé criant à son père :

— Mon père, mon père, le diable entre chez nous.

Et du père répondant :

— Que le diable vienne, mais pas un « moscal »... (1).

On eût supplié le diable même de libérer l'Ukraine de ce cauchemar... Les bruits couraient que le gouvernement de la République démocratique ukrainienne ayant signé la paix de Brest-Litovsk, les Allemands et les Autrichiens allaient l'aider à chasser ces hordes funestes.

On espérait... On était prêt à voir l'ami prochain dans cet ennemi d'hier. C'était tout de même un peuple occidental, et on le dressait déjà contre les dominateurs rouges de Moscou...

(1) Moscovite.

En partie fondées, ces rumeurs n'étaient pas sans me tourmenter. On dit même qu'une armée approchait de Pouchtcha-Voditza.

Un jour, on aperçut en effet des patrouilles dans la forêt... Mais ce n'étaient ni des bolcheviks ni des Allemands : c'étaient les volontaires de Petlura.

#### 4. ÉPILOGUE : KROUTY

Dès que Kiev fut libre, on rechercha les corps des jeunes héros morts en défendant la ville.

La vérité fut connue très vite. Devant l'état désespéré des affaires du Gouvernement, la jeunesse universitaire se réunit pour décider des mesures à prendre. C'était deux ou trois semaines avant l'occupation de Kiev par les troupes soviétiques. Les plus hardis proposèrent de former immédiatement un régiment de volontaires et de se mettre aussitôt sur la ligne de combat. D'autres ripostèrent que cela ne servirait à rien, ignorants qu'ils étaient des méthodes de guerre et même du simple maniement des armes, — que, de plus, quelques centaines d'hommes seuls ne changeraient guère la situation, — qu'il valait donc mieux demander la permission de s'enrôler dans les régiments déjà existants et de soulever le moral des troupes régulières par des paroles appropriées et surtout par l'exemple.

Mon frère Vladimir défendit ce dernier point de vue. Ce sont les autres qui triomphèrent. La plupart des modérés, mon frère en tête, s'inclinèrent devant le plus grand nombre et formèrent immédiatement un détachement de volontaires.

Deux ou trois jours après, on les envoyait avec d'autres au-devant des bandes de Mouraviev qui avançaient vers Kiev. Dans la nuit du 27 au 28 janvier, un train emmenait mon frère et sa compagnie vers Krouty. La perspective

de défendre le fusil à la main le sol natal les enthousiasmait. Ils arrivèrent dans la matinée près de Krouty, cette obscure station de chemin de fer devenue si célèbre depuis parmi les Ukrainiens.

Mouraviev alla plus vite qu'on ne supposait. Contre quelques centaines de volontaires ukrainiens (parmi lesquels se trouvaient peu de véritables soldats, mais surtout des novices comme mon frère), contre cette poignée d'hommes se dressèrent tout à coup plusieurs milliers de soldats et de matelots rouges. Le combat s'engagea. Mon frère se trouvait avec ses amis les plus dévoués à l'aile gauche. Ils chargèrent l'ennemi, luttant de leur mieux. Manquant d'expérience, ils ne se préoccupèrent de rien d'autre que de résister, de ne pas laisser prendre Krouty par les rouges, d'empêcher leur entrée dans Kiev.

Après quelques heures de bataille, ils remarquèrent enfin que l'aile droite ne tirait plus. Ils virent une compagnie entourer la station même. Aucun uniforme ne distinguant encore les soldats ukrainiens, ils crurent que c'étaient les leurs. Ils décidèrent de reculer jusqu'à la station pour avoir des renseignements avant de continuer la lutte... L'erreur fut fatale... Cerné, le petit détachement fut fait prisonnier. Mon frère Vladimir, dont le visage pâle et fin attira l'attention des bolcheviks, fut tué sur place avec deux ou trois camarades. Les autres eurent un sort plus cruel encore : après des heures de tortures physiques et morales, ils furent fusillés l'un après l'autre le lendemain. Quelques-uns seulement, qui avaient été blessés, échappèrent au massacre ; et c'est d'eux que nous tenons ce douloureux récit.

*Ce petit combat, insignifiant du point de vue militaire et stratégique, eut une répercussion considérable dans l'âme du peuple. Beaucoup plus tard, un des meilleurs écrivains ukrainiens, dans un article paru le jour anni-*

versaire de cette bataille, compara Krouty à Roncevaux. Pas plus que celle de Krouty, la bataille légendaire du temps de Charlemagne n'avait été un grand événement militaire. Et cependant quelle belle épopée se greffa sur cet épisode, bien petit en apparence, et d'où devait sortir une admirable légende. La « douce France » est née ce jour-là...

...Tout le Kiev patriote fut consterné par le terrible récit de Krouty. Mon frère Vladimir, quoique encore étudiant, avait déjà joué un rôle important dans la révolution nationale : d'abord secrétaire du Comité exécutif auprès du gouverneur de Kiev, puis chargé de plusieurs missions dans différentes villes pour y régler certains différends. Il avait ce don, rare chez les intellectuels, de savoir parler au peuple. Sans être du tout un démagogue, il connaissait la manière simple et persuasive de les calmer, de leur inspirer confiance, de les amener à la raison. Extrêmement modeste, il savait s'imposer par un esprit sain, une sincérité évidente, un dévouement absolu à la cause. Il était l'âme de tous les jeunes groupes dont il faisait partie.

Les funérailles furent imposantes quoique très simples. Une trentaine de chars funèbres étaient alignés près de la gare de Kiev... Une foule immense et silencieuse envahissait la place et les rues sur le parcours du cortège. Autour des cercueils couverts de fleurs se pressait presque toute l'élite de Kiev.

Le gouvernement tout entier salua les jeunes héros quand le cortège s'arrêta près du bâtiment de la Rada centrale, autrefois Musée du prince héritier. Le hasard voulut qu'on enlevât juste à ce moment du faite de ce bel édifice l'aigle noir à deux têtes, oublié pendant les mois de la révolution. Le choc des marteaux retentissait lourdement dans le silence. Et le chef de l'État, en prononçant son discours, désigna l'aigle déjà à terre :

— Il n'était pas facile d'abattre cette puissance séculaire. Nous voici devant nos premières grandes victimes. Ce ne sont pas les dernières... Mais nous dirons avec les Romains : *Dulce et decorum est pro patria mori.*

Le cortège traversa lentement la ville. Ce n'est qu'au crépuscule qu'on atteint enfin la colline qui domine si majestueusement le Dniepre et où nous allons laisser pour toujours reposer nos morts. Plus que les pleurs, plus que les chants funèbres retentirent au fond de mon être ces paroles que j'entends encore :

« Aux Thermopyles, ils étaient trois cents. Vous, vous étiez trente. »

Ernest Renan avait raison : les deuils, la douleur rapprochent les hommes plus que les victoires. Le deuil national approfondit, crée même, le sentiment de l'unité, il affirme la volonté d'une nation.

Jamais peut-être je ne me suis senti aussi profondément Ukrainien qu'en cette nuit de printemps baignée de lune, aux rives argentées du Dniepre, témoin éternel de nos souffrances, de notre histoire. Malgré la mort, faucheuse de nos héros, qui sait ? Peut-être même « grâce » à elle, la vie de la nation devient immortelle...

La persévérance opiniâtre que le peuple ukrainien a montrée depuis dans sa résistance contre les envahisseurs du nord le confirmerait. Nulle part, sauf dans les contrées montagneuses du Caucase, les dominateurs de Moscou ne rencontrèrent autant de difficultés qu'en Ukraine. En 1919, 1920, 1921 et 1922, ils durent maintenir presque toute leur armée dans le pays pour lutter d'abord contre l'armée régulière de la République démocratique ukrainienne, dirigée par Simon Petlura, ensuite contre les insurgés soutenus par la sympathie de tout le pays. Cet esprit de résistance, cette volonté de l'Ukraine à devenir libre finit par arrêter les tentatives du gouver-

nement soviétique de Moscou d'étendre le règne du communisme en Pologne, en Roumanie, et peut-être dans plusieurs autres pays.

Nous ne prolongerons pas le récit des péripéties de cette longue lutte, non encore terminée en 1935, à l'heure que nous écrivons ces lignes. L'Ukraine est entrée dans une nouvelle période de son histoire. Réveillée d'un sommeil d'un siècle et demi, elle veut vivre, et vivre libre. Cette volonté, elle l'a déjà payée cher : combien lui coûtera encore d'attente et de victimes la réalisation stable de cet idéal pour lequel tant de ses fils donnèrent leur vie et tant d'autres sont prêts à la donner ?

FIN





## TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION .....	VII

### I. L'AURORE

1. QUELQUES APERÇUS SUR LA PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE : LA TCHÉCOSLOVAQUIE ET L'UKRAINE.	3
2. LA RENAISSANCE UKRAINIENNE AU DÉBUT DU XIX <sup>e</sup> SIÈCLE. GOGOL ET CHEVTCHENKO.....	8
3. LE MOUVEMENT PATRIOTIQUE EN UKRAINE A LA FIN DU XIX <sup>e</sup> SIÈCLE.....	12
4. LA FORMATION DE L'ESPRIT PATRIOTIQUE DANS UNE FAMILLE D'INTELLECTUELS.....	17
5. LES TRADITIONS ET LE THÉÂTRE.....	25
6. LE MOUVEMENT NATIONAL AVANT 1905 ET SES NOUVEAUX CHEFS.....	30
7. LA RÉVOLUTION DE 1905. L'UKRAINE EN EFFERVESCENCE. 1917 APPROCHE.....	35

### II. LA CHUTE DE L'EMPIRE

1. LA NUIT D'ANGOISSE.....	43
2. LE LENDEMAIN DE LA VICTOIRE DU PEUPLE...	49
3. LES RÉVOLUTIONNAIRES UKRAINIENS.....	54
4. LES SOVIETS.....	59
5. VERS LA CHUTE DE L'EMPIRE. (Le problème de la guerre).....	65



	PAGES
6. VERS L'ANARCHIE. (La controverse entre le Gouvernement provisoire et les Soviets)....	73
7. MES ADIEUX.....	82

### III. LE RÉVEIL DE L'UKRAINE

1. LA RÉVOLUTION NATIONALE EN UKRAINE.....	87
2. LA CRÉATION DE LA RADA CENTRALE.....	94
3. L' « UNIVERSAL ». (Les revendications ukrai- niennes et le refus de Petrograd.) .....	104
4. AUX PRISES AVEC LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE	122

### IV. L'INDÉPENDANCE

1. LA CHUTE DU GOUVERNEMENT DE KERENSKY ET LA PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE UKRAINIENNE.....	141
2. LA GRANDE GUERRE ET L'UKRAINE.....	149
3. LE DÉBUT DE L'ACTIVITÉ DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.....	154
4. LA RECONNAISSANCE DE L'UKRAINE PAR LA FRANCE ET L'ANGLETERRE.....	165
5. VERS L'INDÉPENDANCE.....	180

### V. LE BAPTÊME PAR LE FEU ET PAR LE SANG

1. « MORITURI TE SALUTANT ».....	193
2. LA CHUTE DE KIEV.....	198
3. L'INVASION ROUGE.....	207
4. ÉPILOGUE : « KROUTY ».....	213

*LES QUESTIONS DU TEMPS PRÉSENT*

ANDREADES (A.). — Philippe Snowden.....	12 fr.
— Les Finances de l'Empire Japonais et leur évolution..	15 fr.
BASTIDE (CH.). — L'Angleterre nouvelle.....	15 fr.
BOURDEAU (J.). — La Dernière Évolution : du socialisme au communisme .....	15 fr.
CAMBO (F.). — Les Dictatures .....	15 fr.
AUTIN (A.). — L'École unique.....	15 fr.
CORNEJO (M.). — L'Équilibre des Continents.....	15 fr.
— La Lutte pour la Paix.....	15 fr.
DELATTRE (A.). — La Liquidation financière de la guerre. Les Comptes des puissances belligérantes.....	15 fr.
— Les Leçons de la guerre et de la crise.....	15 fr.
ELLISSEN (R.). — Le Gaz dans la vie moderne .....	15 fr.
EVAIN (EM.). — Le Problème de l'indépendance de l'Ukraine et la France.....	10 fr.
FAUCONNET (A.). — Oswald Spengler. Le Prophète du « Déclin de l'Occident ».....	15 fr.
GACHON (J.). — La Politique étrangère des Etats-Unis. Qui la conduit ? .....	15 fr.
GASTON-MARTIN. — Joseph Caillaux.....	15 fr.
GOROVITSEFF (A.). — Les Révolutions.....	15 fr.
HANTOS (E.). — L'Europe Centrale. Une nouvelle orga- nisation économique.....	15 fr.
HAUSER (H.). — Les Débuts du capitalisme.....	25 fr.
HELLE et ACHE. — La Défense nationale et ses condi- tions modernes .....	10 fr.
JACQUES-LYON. — La Russie soviétique .....	18 fr.
JOUHAUX (L.). — Le Désarmement.....	15 fr.
LAMBERT (P.). — Les Nations contre la Paix.....	15 fr.
LANDRY (A.). — L'Hygiène publique en France.....	15 fr.
LEMONON (E.). — La Nouvelle Europe centrale et son bilan économique (1919-1930).....	18 fr.
LE TROCQUER (Y.). — La Route et sa technique....	12 fr.
LOTE (R.). — L'Allemagne d'après-guerre. Histoire d'un relèvement national.....	20 fr.
MALAPARTE (C.). — L'Italie contre l'Europe.....	15 fr.
MEQUET (G.). — Les Leçons du plan quinquennal.....	15 fr.
PAINLEVE (P.). — Comment j'ai nommé Foch et Pétain.	16 fr.
PHILIP (A.). — L'Inde moderne.....	18 fr.
PICAVET (C.-G.). — L'Europe politique de 1919 à 1929.	15 fr.
ROCCA (M.). — Le Fascisme et l'antifascisme en Italie..	15 fr.
RODES (J.). — La Chine nationaliste (1912-1930).....	15 fr.
ROLLIN (L.). — Sous le signe de Monroe. Autour de la Méditerranée américaine .....	15 fr.
SALZEDO (M.-A.). — Cinquante ans d'école laïque....	10 fr.
STURZO (DON L.). — L'Italie et le fascisme.....	18 fr.
SZILASSY (J. DE). — Le Procès de la Hongrie.....	15 fr.
TOCHON (G.). — Les Chutes d'eau.....	15 fr.
VIOLETTE (M.). — L'Algérie vivra-t-elle ?.....	20 fr.